

Centre de collaboration nationale
sur les **politiques publiques**
et la **santé**

www.ccnpps-ncchpp.ca

Les approches pangouvernementales de bien-être : une analyse comparative de quatre initiatives de gouvernements centraux

Rapport | 2022



Centre de collaboration nationale
sur les politiques publiques et la santé

National Collaborating Centre
for Healthy Public Policy

*Institut national
de santé publique*

Québec

Centre de collaboration nationale
sur les **politiques publiques**
et la **santé**

www.ccnpps-ncchpp.ca

**Les approches pangouvernementales de
bien-être : une analyse comparative de quatre
initiatives de gouvernements centraux**

Rapport | 2022

AUTEURE

Hélène Poliquin

Centre de collaboration nationale sur les politiques publiques et la santé

SOUS LA COORDINATION DE

Olivier Bellefleur

Centre de collaboration nationale sur les politiques publiques et la santé

AVEC LA COLLABORATION DE

Val Morrison

Centre de collaboration nationale sur les politiques publiques et la santé

RÉVISEURES

Le Centre de collaboration nationale sur les politiques publiques et la santé (CCNPPS) tient à remercier Louise St-Pierre, École de santé publique de l'Université de Montréal (ESPUM) et Carole Clavier, Département de science politique de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), pour leurs commentaires sur une version préliminaire de ce document.

SOUTIEN À L'ÉDITION

Marianne Jacques, Centre de collaboration nationale sur les politiques publiques et la santé

MISE EN PAGES

Marie-Cloé Lépine, Institut national de santé publique du Québec

COMMENT CITER CE DOCUMENT : Poliquin, H. (2022). *Les approches pangouvernementales de bien-être : une analyse comparative de quatre initiatives de gouvernements centraux*. Centre de collaboration nationale sur les politiques publiques et la santé.

La production de ce document a été rendue possible grâce à une contribution financière provenant de l'Agence de la santé publique du Canada par l'intermédiaire du financement du Centre de collaboration nationale sur les politiques publiques et la santé (CCNPPS). Le CCNPPS est hébergé à l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ). Les vues exprimées ici ne reflètent pas nécessairement la position officielle de l'Agence de la santé publique du Canada.

Ce document est disponible intégralement en format électronique (PDF) sur les sites Web de l'INSPQ (www.inspq.qc.ca) et du CCNPPS (<https://ccnpps-ncchpp.ca/fr/>).

An English version of this paper is also available on the National Collaborating Centre for Healthy Public Policy website at: www.ccnpps-ncchpp.ca and on the INSPQ website at: www.inspq.qc.ca/english.

Les reproductions à des fins d'étude privée ou de recherche sont autorisées en vertu de l'article 29 de la Loi sur le droit d'auteur. Toute autre utilisation doit faire l'objet d'une autorisation du gouvernement du Québec qui détient les droits exclusifs de propriété intellectuelle sur ce document. Cette autorisation peut être obtenue en formulant une demande au guichet central du Service de la gestion des droits d'auteur des Publications du Québec à l'aide d'un formulaire en ligne accessible à l'adresse suivante : <http://www.droitauteur.gouv.qc.ca/autorisation.php>, ou en écrivant un courriel à : droit.auteur@cspq.gouv.qc.ca.

Les données contenues dans le document peuvent être citées, à condition d'en mentionner la source.

Toutes les images de ce document ont été reproduites avec permissions ou conformément aux licences autorisant leur reproduction. En cas d'erreur ou d'omission, merci de nous en aviser au ccnpps@inspq.qc.ca.

Dépôt légal —
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
ISBN : XXX

À propos du Centre de collaboration nationale sur les politiques publiques et la santé

Le Centre de collaboration nationale sur les politiques publiques et la santé (CCNPPS) vise à accroître l'expertise des acteurs de la santé publique en matière de politiques publiques favorables à la santé, à travers le développement, le partage et l'utilisation des connaissances. Le CCNPPS fait partie d'un réseau canadien de six centres financés par l'Agence de la santé publique du Canada. Répartis à travers le Canada, chacun des centres de collaboration se spécialise dans un domaine précis, mais partage un mandat commun de synthèse, d'utilisation et de partage des connaissances. Le CCNPPS est hébergé à l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ), un chef de file en santé publique au Canada.

Table des matières

Liste des sigles et acronymes.....	V
Glossaire bilingue.....	VII
Sommaire.....	1
1 Introduction.....	5
2 Contexte.....	7
2.1 Le contexte canadien : un terreau fertile à l'adoption d'une approche pangouvernementale de bien-être.....	8
3 Méthodologie.....	11
3.1 Recension des écrits.....	11
3.2 Sélection des documents.....	11
3.3 Analyse et synthèse de l'information.....	12
4 Analyse et synthèse.....	13
4.1 Caractéristiques des cadres de référence de bien-être des approches étudiées.....	17
4.2 Principaux objectifs liés à ces approches de bien-être.....	19
4.3 Principaux mécanismes d'implantation, d'évaluation et de reddition de comptes.....	26
4.4 Contributions des acteurs de la santé publique liées à l'implantation et au suivi des approches de bien-être.....	30
4.5 Difficultés liées à l'implantation des approches de bien-être.....	34
4.6 Éléments pouvant favoriser l'implantation d'une approche de bien-être.....	38
5 Conclusion.....	43
6 Références.....	47
Annexe 1 : Cadre de référence de l'OCDE.....	63
Annexe 2 : Stratégie de recherche documentaire dans les bases de données.....	67
Annexe 3 : Questions qui ont guidé l'étude comparative.....	71
Annexe 4 : Tableau résumant l'approche de bien-être du pays de Galles.....	75
Annexe 5 : Tableau résumant l'approche de bien-être de l'Écosse.....	79
Annexe 6 : Tableau résumant l'approche de bien-être de la Nouvelle-Zélande.....	83
Annexe 7 : Tableau résumant l'approche de bien-être de la Finlande.....	87
Annexe 8 : Les priorités d'action intégrées au Wellbeing Budget de la Nouvelle-Zélande.....	91
Annexe 9 : Les Public Services Boards au pays de Galles.....	95

Liste des sigles et acronymes

ACS Plus	Analyse comparative entre les sexes plus
CBA	Cost-benefit Analysis
CCNPPS	Centre de collaboration nationale sur les politiques publiques et la santé
CSP	Conseils de services publics
COVID-19	Maladie à coronavirus 19
FGCW	Future Generations Commissioner for Wales
NEF	New Economics Foundation
NHS	National Health Service
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODD	Objectif de développement durable
PIB	Produit intérieur brut
PSB	Public Services Boards
WEGo	Wellbeing Economy Government Partnership
<i>WFG Act</i>	<i>Well-being of Future Generations Act</i>
WHO	World Health Organization
WISE	Centre on Well-being, Inclusion, Sustainability and Equal Opportunity (WISE)
WHOROE	World Health Organization Regional Office for Europe

Glossaire bilingue

Traduction des noms d'initiatives, de lois, de stratégies, de cadres de références, etc.

2030 Agenda for Sustainable Development (ou 2030 Agenda)	Programme de développement durable à l'horizon 2030 (ou Programme 2030)
2030 Agenda Youth Group	Programme 2030 du groupe de jeunes
Arts Council of Wales	Conseil des arts du pays de Galles
Audit General Wales	Vérificateur général du pays de Galles
Chief Social Policy Advisor	Conseillère principale en politiques sociales
Child and Youth Wellbeing Strategy	Stratégie de bien-être pour les enfants et les jeunes
Child Poverty Act 2018	Loi sur la pauvreté chez les enfants de 2018
Climate Change Act 609/2015	Loi sur les changements climatiques 609/2015
Community Empowerment (Scotland) Act 2015	Loi sur l'empowerment des communautés de 2015
Cost-benefit Analysis (CBA) Tool	Outil pour l'analyse coût-avantage
Doughnut Economics	Économie du beignet
Energy Climate Roadmap 2050	Feuille de route énergie et climat 2050
Equality Act (Scotland) 2010	Loi sur l'égalité de l'Écosse de 2010
Environment (Wales) Act 2016	Loi sur l'environnement (du pays de Galles) de 2016
Finland's Development Policy Committee	Comité finlandais de développement des politiques publiques
Finnish Parliament's Committee for the Future National Commission on Sustainable Development	Comité parlementaire finlandais de la future commission sur le développement durable
Fire and Rescue Authorities	Autorités des incendies et des sauvetages
Five Ways to Wellbeing	Cinq chemins vers le bien-être
Framework for Policy Action on Inclusive Growth	Cadre de référence de l'action politique pour la croissance inclusive
Future Generations Framework	Cadre de référence des générations futures
Future Generations Commissioner for Wales	Commissaire aux générations futures du pays de Galles
Future Trends Report	Rapport sur les tendances futures
Future Wales national plan 2040	Plan de développement national 2040 du pays de Galles
Higher Education Funding Council for Wales	Conseil de financement de l'éducation supérieure du pays de Galles

Integrated Well-Being networks Gwent	Réseau intégré de bien-être de Gwent
Living Standard Framework	Cadre de référence de standard de vie
Living Standard Dashboard	Tableau d'indicateurs de standard de vie
Local Government Community Well-being Amendment Act 2019	Loi amendée des gouvernements locaux sur le bien-être des communautés de 2019
Local Health Boards	Bureaux de santé locaux
National Audit Office	Bureau du vérificateur national
National Commission on Sustainable Development	Commission nationale sur le développement durable
National Follow-up Network	Réseau de suivi du cadre de référence
National Library of Wales	Bibliothèque nationale du pays de Galles
National Museums and Galleries of Wales	Musées nationaux et galeries du pays de Galles
National Park Authorities	Autorités des parcs nationaux
National Performance Framework	Cadre de référence national de performance
Natural Resources Wales	Ressources naturelles du pays de Galles
National Taskforce for Human Rights Leadership	Comité national sur le leadership en matière de droits de la personne
New Approaches to Economic Challenges Initiative	Initiative sur les nouvelles approches face aux défis économiques
New Zealand Treasury	Ministère des Finances de la Nouvelle-Zélande
Performance Unit	Bureau de la performance
National Health Services (NHS)	Système national de soins de santé
Planning (Wales) Act 2015	Loi sur la planification du pays de Galles de 2015
Public Finance Act 1989	Loi sur le financement public de 1989
Public Services Boards	Conseils de services publics
Public Health and National Health Services (NHS) Trust	Regroupement de la santé publique et du Système national de soins de santé
Society's Commitment on Sustainable Development	Engagement de la société envers le développement durable
Sport Wales	Sport pays de Galles
State Sector Act 1988	Loi des secteurs de l'État de 1988
Statistics New Zealand	Statistique Nouvelle-Zélande
Sustainable Development Principle	Principe de développement durable
The Green Grid	La grille verte
The Wales We Want by 2050	Le pays de Galles que nous désirons d'ici 2050
Velindre University NHS Trust	Fiducie du système national de soin de santé Velindre University

Warwick-Edinburgh Mental Well-Being Scale	Échelle de bien-être mental de Warwick-Edinburgh
Well-being of Future Generations Act	Loi sur le bien-être des générations futures
Wellbeing Budget	Budget bien-être
Wellbeing Economy Governments Partnership (WEGo)	Partenariat de gouvernements pour l'économie du bien-être
Welsh Parliament Public Accounts Committee	Comité des comptes publics du Parlement gallois
Centre on Well-being, Inclusion, Sustainability and Equal Opportunity (WISE)	Centre pour le bien-être, l'inclusion, la soutenabilité et l'égalité des chances
Young Ambassador programme	Programme des jeunes ambassadeurs

Sommaire

Contexte

Alors que la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) perdure, divers gouvernements à l'échelle planétaire intègrent dans leurs discours et leurs plans de relance économique la nécessité de « rebâtir en mieux » et de promouvoir ce qui compte le plus pour les individus et les communautés soit leur bien-être, sans pour autant compromettre l'avenir de la planète ni le bien-être des générations à venir (All Policies for a Healthy Europe, 2021; British Columbia Assembly of First Nations, 2020; Büchs *et al.*, 2020; Jones *et al.*, 2021; Morrison et Lucyk, 2021).

Témoignant de changements dans les priorités sociétales et politiques, plus de la moitié des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) mesurent et rapportent leur progrès et leur prospérité au-delà d'indicateurs économiques standards, tel le produit intérieur brut (PIB) (OCDE, 2020a). Certains pays sont allés plus loin en faisant du bien-être une priorité explicite de leur gouvernance et de leurs politiques publiques. L'Écosse, la Finlande, la Nouvelle-Zélande et le pays de Galles en font partie.

Ce présent travail s'effectue alors que le gouvernement canadien manifeste son intention de gouverner en intégrant davantage de considérations de bien-être, notamment en s'inspirant des expériences de l'Écosse et de la Nouvelle-Zélande (Sanmartin *et al.*, 2021). Le gouvernement canadien a publié en 2021 une stratégie visant à mettre la qualité de vie au cœur de ses processus décisionnels : *Mesurer ce qui importe : vers une stratégie sur la qualité de vie pour le Canada* (Ministère des Finances du Canada, 2021a).

Analyse comparative de quatre approches de bien-être

Dans le but d'éclairer la prise de décision à l'égard des approches de bien-être, le Centre de collaboration nationale sur les politiques publiques et la santé (CCNPPS) a produit une analyse comparative de quatre approches de bien-être mises de l'avant par des gouvernements centraux, soit :

- L'Écosse, avec son National Performance Framework mis à jour en 2018;
- La Finlande avec l'instauration en 2018 de l'approche 2030 Agenda for Sustainable Development (2030 Agenda) des Nations Unies;
- La Nouvelle-Zélande, avec son Wellbeing Budget adopté en 2019;
- Le pays de Galles avec sa *Well-being of Future Generations Act (WFG Act)* adoptée en 2015

Appuyé sur une recherche documentaire, ce travail a permis de dégager, dans ces quatre approches, des similitudes et des contrastes relativement aux :

- Cadres de référence de bien-être mobilisés;
- Principaux objectifs poursuivis;
- Mécanismes d'implantation, d'évaluation et de reddition de compte;
- Rôles des différents acteurs, dont ceux de la santé publique;
- Difficultés rencontrées en cours d'implantation;
- Pistes de solution pour surmonter les difficultés.

Le rôle des acteurs de la santé publique dans l'adoption de ces approches a fait l'objet d'une attention particulière dans ce travail d'analyse. Ainsi, ce document s'adresse en premier lieu aux acteurs impliqués dans le développement de politiques publiques favorables à la santé aux paliers fédéral, provincial ou territorial ou à ceux qui s'y intéressent. Il pourrait également être utile pour les acteurs travaillant en collaboration avec les municipalités, même si les initiatives décrites ne relèvent pas des gouvernements locaux.

Faits saillants liés aux quatre approches de bien-être étudiées

Les approches de bien-être étudiées, avec leur cadre de référence et les indicateurs de bien-être s'y rattachant, consistent en des instruments de politique pour l'ensemble de l'appareil gouvernemental. Bien que ces approches soient récentes et qu'elles aient fait l'objet de peu d'évaluations, elles apparaissent prometteuses. Elles sont en effet fondées sur une vision du progrès social, humain, économique et environnemental et s'appuient sur des mesures complémentaires à celles de la croissance économique et du PIB. Leur adoption vise à favoriser ce qui importe le plus pour les gens, soit leur bien-être.

Les principaux traits communs des approches de bien-être de ces gouvernements centraux sont les suivants :

- Elles se veulent pangouvernementales, c'est-à-dire qu'elles concernent l'ensemble du gouvernement et d'autres acteurs (ministères, agences gouvernementales et paragouvernementales, acteurs du secteur privé, groupe de recherche, société civile, etc.).
- Elles présentent le concept de bien-être comme étant multidimensionnel (ex. : dimensions psychologique, sociale, économique, environnementale) et proche à la fois du concept de qualité de vie et du concept de progrès, et à l'image de l'Initiative du vivre mieux de l'OCDE (2011).
- Elles s'appuient sur un cadre de référence de bien-être officiellement mis de l'avant par le gouvernement, qui comprend aussi un tableau d'indicateurs de bien-être complémentaires au PIB. Ces indicateurs varient selon les pays et servent de guide pour mesurer le progrès et le succès du pays selon différents domaines de bien-être.

Les principaux objectifs poursuivis par les gouvernements par l'entremise de ces approches de bien-être sont les suivants :

- Renforcer la performance de l'appareil étatique en liant les processus décisionnels à des exigences de résultats au-delà de mesures économiques standards;
- Faire preuve de transparence et rendre des comptes à la population relativement aux actions prises pour assurer et promouvoir le bien-être de tous;
- Assurer un meilleur avenir et un plus grand bien-être pour les générations futures, la nature et la planète tout entière, en misant sur la prévention, la planification à long terme et les actions intersectorielles;
- Tabler sur la collaboration et le partage des responsabilités entre différents acteurs;
- Augmenter la prospérité du pays et stimuler l'économie;
- Agir sur l'environnement, entre autres sur les changements climatiques, dans une perspective de développement durable et de pérennité des ressources;
- Affirmer et valoriser les identités culturelles et l'identité nationale;
- Promouvoir la justice et l'équité pour l'ensemble de la population;

- Agir dans une perspective de solidarité et de coopération internationales.

En plus de s'appuyer sur un cadre de référence de bien-être, les gouvernements ont recours à divers moyens pour atteindre leurs objectifs. Les principaux mécanismes d'implantation, d'évaluation et de reddition de comptes sont :

- La rédaction de divers rapports, qui sont variablement inclus dans les cycles politiques des gouvernements centraux;
- L'intégration des indicateurs de bien-être aux processus budgétaires nationaux;
- La création ou l'utilisation d'instances dont le mandat est de veiller à l'implantation et au suivi de l'approche de bien-être;
- La mise sur pied d'outils, de guides, de politiques, d'équipes ou de ressources consacrées au renforcement des capacités liées à l'implantation de l'approche;
- La mobilisation de différents groupes sociaux, la consultation de différents experts et citoyens ainsi que la tenue de commissions indépendantes;
- Des campagnes de sensibilisation et de communication auprès de la population.

Rôles des acteurs de la santé publique

Les acteurs de la santé publique contribuent de diverses façons à ces approches de bien-être et à l'atteinte des objectifs de bien-être du pays. Ils jouent un rôle crucial dans la mise en œuvre et le suivi de ces approches de bien-être notamment en fournissant des connaissances, l'expertise en matière de promotion de la santé, des données épidémiologiques et des activités de formation.

Défis et pistes de solution

Ce travail soulève également des défis reliés à ces approches. Ils ont trait entre autres au changement de culture, à la planification à long terme, à l'adoption de l'approche par les différents acteurs (ex. : paliers gouvernementaux, secteurs, entreprises privées) et à la cohérence d'ensemble des politiques publiques envers l'approche de bien-être. Ce document résume aussi quelques pistes de solution en vue d'une meilleure intégration d'objectifs de bien-être au sein de l'appareil gouvernemental et à l'extérieur de ce dernier. Parmi ces pistes, on note le renforcement du leadership de hauts fonctionnaires et d'autres parties prenantes, le développement et la disponibilité d'indicateurs de bien-être pour guider les actions, ainsi que le renforcement des capacités des acteurs et des partenariats avec, entre autres, les acteurs de la santé publique.

Conclusion

Soulignons que les approches de bien-être étudiées, bien qu'elles aient fait l'objet de très peu d'études pour en évaluer les retombées, misent sur la prévention et la planification à long terme tout en tablant sur le potentiel des individus et des communautés. Ces mêmes principes sont au cœur de la promotion de la santé et des préoccupations de la santé publique. Ce document présente des exemples concrets de contributions que peuvent apporter les différents acteurs, dont ceux de la santé publique, à de telles initiatives. Il reste toutefois à mieux comprendre comment ces approches peuvent globalement améliorer la santé des individus, des groupes et des communautés, ou encore faciliter certaines initiatives de santé publique.

1 Introduction

« Rebâtir en mieux »

Depuis des décennies, un nombre croissant de gouvernements centraux remettent en question des modèles économiques qui ne parviennent pas à régler des problèmes et des défis majeurs auxquels ils sont confrontés (ex. : problèmes liés au climat, à l'environnement, à la justice pour tous, à la lutte contre les inégalités de santé). La pandémie de la maladie à coronavirus 19 (COVID-19), en révélant et en exacerbant les inégalités de santé, semble avoir accéléré cette nécessaire réflexion entourant le bien-être (Centre régional d'information des Nations Unies, 2021; Gupta *et al.*, 2021). Cette crise a aussi mis en lumière les liens étroits qui existent entre l'économie, l'environnement, la santé et le bien-être des populations (Fleischer, 2020). Elle a permis de rappeler que plusieurs secteurs de la société sont essentiels au bien-être de la population (ex. : la santé, l'éducation, le transport, l'énergie, l'eau, l'agriculture, l'alimentation, les services de garde des enfants) (Wellbeing Economy Alliance, 2020). Alors que la pandémie de COVID-19 perdure, divers gouvernements à l'échelle planétaire intègrent dans leurs discours et leurs plans de relance économique la nécessité de « rebâtir en mieux » et de promouvoir ce qui compte le plus pour les individus et les communautés, soit leur bien-être, et cela, sans compromettre l'avenir de la planète ni le bien-être des générations à venir (All Policies for a Healthy Europe, 2021; British Columbia Assembly of First Nations, 2020; Büchs *et al.*, 2020; Jones *et al.*, 2021; Morrison et Lucyk, 2021).

Analyse comparative de quatre approches de bien-être

Dans ce contexte, le Centre de collaboration nationale sur les politiques publiques et la santé (CCNPPS) a réalisé une analyse comparative de quatre approches pangouvernementales¹ visant à mettre le bien-être au cœur des processus décisionnels, des stratégies économiques et des politiques publiques des gouvernements centraux. Ce travail s'inscrit dans le cadre des travaux du CCNPPS sur les politiques et le bien-être, dont ceux portant sur les budgets bien-être (MacLaren, 2021; Morrison et Lucyk, 2021). Il a pour but de faire état des connaissances et de contribuer à l'avancement des réflexions entourant ces approches de bien-être. C'est à cette fin qu'une recherche documentaire a été réalisée à l'aide d'une grille de questions (voir l'annexe 3). Une synthèse de ce travail d'analyse est présentée après la section 2 portant sur la mise en contexte. Cette synthèse porte notamment sur les éléments suivants : les cadres de référence de bien-être mis de l'avant par les quatre pays étudiés, soit l'Écosse, la Finlande, la Nouvelle-Zélande et le pays de Galles; les objectifs poursuivis par ces gouvernements; les principaux mécanismes liés à ces approches (mécanismes d'implantation, d'évaluation et de reddition de comptes); les rôles des différents acteurs – dont ceux de la santé publique – dans le cadre de leur implantation; les difficultés rencontrées en cours d'implantation; et les pistes de solution pour les surmonter. L'encadré 1 présente une définition de travail de ce que nous entendons par une « approche pangouvernementale de bien-être ».

¹ Par « approche pangouvernementale » (*whole-of-government approach*), nous faisons référence à une approche de gestion qui est à la fois verticale (pour l'ensemble d'un ministère ou d'un secteur) et horizontale (entre les ministères ou les secteurs). Le concept de « pangouvernemental » est proche de celui de « gouvernance intégrée » (*integrated governance*) et fait aussi référence à une « gestion collaborative, multisectorielle et multiniveaux pour l'atteinte d'objectifs communs » (St-Pierre, 2009, p. 8).

Encadré 1. Approche de bien-être au sein d'un gouvernement central : une définition de travail

Une recension exploratoire des écrits a permis d'élaborer une définition de travail de la notion d'« approche de bien-être au sein d'un gouvernement central » :

Une approche de bien-être au sein d'un gouvernement central comprend une intention exprimée par un gouvernement de se donner des objectifs de bien-être auxquels devra contribuer l'ensemble de l'appareil gouvernemental. Ces objectifs viennent avec des instruments de politique concrets qui peuvent être de l'ordre de principes de gouvernance, de processus budgétaires, de mesures législatives ou d'autres politiques publiques. L'approche de bien-être au sein d'un gouvernement central s'appuie également sur des moyens pour mesurer et rapporter publiquement le progrès social, humain, environnemental, culturel et économique au-delà d'indicateurs classiques de performance économique, tels que le produit intérieur brut (PIB) ou la richesse.

À qui s'adresse ce document?

Cette analyse s'adresse en premier lieu aux acteurs de la santé publique qui s'intéressent aux politiques publiques favorables à la santé et aux approches pangouvernementales visant l'amélioration de la santé et du bien-être des populations. Elle s'adresse particulièrement aux acteurs qui œuvrent aux paliers fédéral, provincial ou territorial au Canada. Ce document pourrait aussi intéresser les acteurs qui sont appelés à collaborer avec les municipalités. Les lecteurs pourront explorer comment ces approches pangouvernementales de bien-être peuvent contribuer aux objectifs de santé publique, notamment ceux qui nécessitent d'agir en amont sur les déterminants de la santé.

2 Contexte

D'où viennent ces approches de bien-être?

Assurer le bien-être de la population fait depuis toujours partie des principaux devoirs d'un gouvernement. Selon Bache et Scott (2018), deux vagues d'intérêts politiques pour le bien-être sont tout de même dignes de mention. La première a eu cours dans les années 1960 avec un mouvement en faveur d'indicateurs sociaux au-delà du PIB (voir l'encadré 2). Le président américain Kennedy affirmait alors que cet indicateur économique mesure tout, sauf ce qui importe le plus pour les gens et qui fait que la vie vaut la peine d'être vécue (Bache et Scott, 2018). La deuxième vague a émergé dans les années 1990 avec la montée des préoccupations environnementales et l'augmentation du nombre de pays désireux de mesurer le bien-être subjectif dans le but de guider les choix politiques (Bache et Scott, 2018). L'intérêt des décideurs politiques pour le bien-être et ses indicateurs s'est accentué sous l'impulsion de grandes conférences économiques, telles que les suivantes : le forum mondial de l'OCDE de 2007, *Mesurer et favoriser le progrès des sociétés*; la conférence de la Commission européenne de 2007, *Au-delà du PIB*, organisée par la Commission européenne (en partenariat avec le Parlement européen, le Club de Rome, le World Wildlife Fund et l'OCDE); ainsi que le Sommet du G20 de Londres en 2009, qui, après la crise financière et économique de 2008, incite à penser une économie globale et durable pour tous dans le respect de l'environnement (Aussillaux *et al.*, 2015; Durand, 2018; Lepenies, 2019).

Encadré 2. Que signifie « au-delà du PIB »?

Le concept « au-delà du PIB » comporte trois principales caractéristiques liées aux indicateurs de progrès selon Boarini et Mira d'Ercole (2013, cité dans Llana-Nozal *et al.*, 2019), soit d'être :

1. « au-delà du marché » pour inclure les multiples dimensions du bien-être;
2. « au-delà des moyennes » pour tenir compte de la distribution des résultats ou du progrès et, ainsi, des inégalités au sein de la population;
3. « au-delà du ici et maintenant » pour mesurer et évaluer les impacts à long terme de la croissance économique et des politiques publiques, entre autres sur l'environnement, la cohésion sociale ou la résilience de l'économie.

En 2008, la France a réuni d'éminents économistes et sociologues pour diriger la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social, aussi appelée la commission Stiglitz-Sen-Fitoussi, afin qu'ils se penchent sur les indicateurs de progrès complémentaires au PIB et à la richesse d'un pays. Le rapport émanant de cette commission (Stiglitz *et al.*, 2009) constitue une contribution majeure au développement et à l'utilisation des indicateurs de bien-être (Bache et Scott, 2018). Sa principale recommandation faite aux pays est d'élargir leur tableau d'indicateurs économiques afin d'inclure des indicateurs de bien-être dans toutes ses dimensions (ex. : des indicateurs liés à la santé, à la sécurité, aux activités de loisir, à l'inclusivité sociale ou à la durabilité environnementale) pour guider les choix politiques vers des objectifs de bien-être, de renforcement des capacités humaines, de développement durable, de pérennité des ressources et de lutte contre les inégalités (Durand, 2018; Durand et Exton, 2019; Lepenies, 2019; Stiglitz *et al.*, 2009; OCDE, 2021; Stiglitz *et al.*, 2018). En 2009, la Commission des communautés européennes (2009) publie *Le PIB et au-delà : mesurer le progrès dans un monde en mutation*, avec comme objectif de « développer des indicateurs plus inclusifs, offrant une base de connaissances plus fiable, pour de meilleurs débats publics et processus de politiques publiques » (p. 2). La mobilisation d'indicateurs de bien-être a surtout été pensée dans le but d'influencer les processus politiques, dont la mise à

l'agenda d'enjeux particuliers, l'identification d'objectifs et de priorités, ainsi que de guider le développement, la mise en œuvre et l'évaluation de politiques publiques (Durand, 2018).

Témoignant de changements dans les priorités sociétales et politiques, plus de la moitié des pays membres de l'OCDE mesurent et rapportent désormais publiquement leur progrès et leur prospérité au-delà d'indicateurs économiques standards (OCDE, 2020a). Et plusieurs d'entre eux s'appuient pour ce faire sur un cadre de référence de bien-être. Certains se sont inspirés de l'Initiative du vivre mieux de l'OCDE (2011), qui tient compte des conditions matérielles, de la qualité de vie et du développement durable. Cette initiative comporte 64 indicateurs, 11 dimensions reconnues comme étant essentielles au bien-être (logement, revenu, emploi, liens sociaux, éducation, environnement, engagement civique, santé, satisfaction à l'égard de la vie, sécurité et équilibre travail-vie) et 4 principaux « capitaux » ou « stocks » jugés essentiels au développement durable et permettant de préserver et de créer le bien-être des générations présentes et futures (le capital environnemental, le capital humain, le capital social, et le capital économique et matériel). L'annexe 1 contient de l'information complémentaire sur le cadre de référence de bien-être de l'OCDE. Il existe plusieurs autres cadres de référence de bien-être, entre autres, le Five Ways to Wellbeing de la New Economics Foundation (2014) au Royaume-Uni, ou encore l'Indice canadien du mieux-être (2016) de l'Université de Waterloo. Avec leurs multiples indicateurs, les 17 objectifs de développement durable (ODD) du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (connu aussi sous les noms de Programme 2030 ou 2030 Agenda) du Programme des Nations Unies pour le développement (s. d.) peuvent également servir de cadre de référence de bien-être (Durand et Exton, 2019; Sanmartin, 2021; Wellbeing Economy Alliance, 2021), comme c'est d'ailleurs le cas en Finlande (Finnish Government, 2020).

Toutefois, même si plusieurs gouvernements centraux collectent des données en fonction d'indicateurs de bien-être, ces données ne guident pas nécessairement les décisions politiques entourant les programmes stratégiques, la législation ou les processus budgétaires, ni les actions intersectorielles et la mobilisation de différentes parties prenantes (Durand, 2018; Durand et Exton, 2019; Exton et Shinwell, 2018). Ainsi, certains pays sont allés plus loin en faisant du bien-être une priorité explicite de leur gouvernance et de leurs politiques publiques. La présente analyse porte sur quatre pays ayant intégré une approche pangouvernementale de bien-être, soit le pays de Galles, l'Écosse, la Nouvelle-Zélande et la Finlande². Les raisons derrière ces choix sont explicitées dans la section 3.

2.1 Le contexte canadien : un terreau fertile à l'adoption d'une approche pangouvernementale de bien-être

Ce rapport a été produit alors que le gouvernement libéral canadien, réélu pour un troisième mandat en 2021, manifeste son intention de gouverner en intégrant davantage de considérations de bien-être, notamment en s'inspirant des expériences de l'Écosse et de la Nouvelle-Zélande (Sanmartin *et al.*, 2021). Le ministère des Finances du Canada (2021a) a récemment publié une stratégie visant à mettre le bien-être ou la qualité de vie³ au cœur de ses processus décisionnels, *Mesurer ce qui importe : vers une stratégie sur la qualité de vie pour le Canada*. Il a aussi publié un cadre référence

² D'autres pays ont adopté officiellement des approches de bien-être, dont le Bhoutan avec son indice de bonheur national brut qui remplace le PIB pour évaluer le progrès et guider les politiques publiques. Cet indice repose sur quatre piliers : le développement socioéconomique équitable et durable, la bonne gouvernance, la préservation et la promotion de la culture, et la conservation de l'environnement. Pour plus d'information, consulter ce site : <https://www.gnhcentrebhutan.org/what-is-gnh/gnh-happiness-index/>.

³ Bien que le concept de qualité de vie puisse ne pas avoir la même signification que celui de bien-être, les deux termes sont souvent considérés comme des synonymes dans la littérature consultée.

(inspiré de l'Initiative du vivre mieux de l'OCDE) articulé autour de trois objectifs centraux : la qualité de vie, l'égalité et la durabilité (Ministère des Finances du Canada, 2021a). Ces publications sont concomitantes au dépôt du budget fédéral 2021-2022, qui contient un énoncé d'intention de budgétisation en fonction d'indicateurs de qualité de vie, soit l'Énoncé sur l'égalité des genres, la diversité et la qualité de vie (Ministère des Finances du Canada, 2021b)⁴. Statistiques Canada a également publié le rapport, *Améliorer les mesures du bien-être (qualité de vie) au Canada*, qui détermine les secteurs économiques, sociaux et environnementaux pour lesquels le développement d'indicateurs est requis afin que le Canada puisse aller de l'avant avec l'adoption d'un cadre de qualité de vie (Sanmartin *et al.*, 2021).

Le gouvernement fédéral déploie progressivement une approche de bien-être sur un terrain fertile, alors que d'autres paliers juridictionnels ont formulé l'intention d'adopter des « budgets bien-être »⁵, entre autres, la province de la Nouvelle-Écosse (Rankin, 2021) et la Ville de Victoria en Colombie-Britannique (City of Victoria, 2021). Le gouvernement fédéral développe également son approche de bien-être alors que plusieurs changements récents liés aux processus budgétaires et aux financements publics s'inscrivent déjà dans une logique qui va « au-delà du PIB » (Ministère des Finances du Canada, 2021a). Par exemple, la budgétisation liée au genre et l'Analyse comparative entre les sexes plus (ACS Plus) incitent les ministres fédéraux à formuler leurs politiques et à en mesurer les impacts en fonction d'un plan d'action en matière d'équité basé sur différents attributs personnels (ex. : le genre, l'origine ethnique, l'âge ou le revenu) (Gouvernement du Canada, 2021). Le gouvernement fédéral s'appuie également sur certains de ses engagements internationaux qui s'alignent avec une approche de bien-être, notamment son engagement envers le Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies, qui inclut des modifications aux processus budgétaires en vue de l'atteinte des 17 ODD (Ministère des Finances du Canada, 2021a).

⁴ On y souligne que « bien que la croissance économique soit importante, il y a maintenant un intérêt international croissant à adopter des mesures du progrès plus larges aux fins de la prise de décision » (Ministère des Finances du Canada, 2021 b, p. 487).

⁵ Bien qu'il n'y ait pas de consensus sur la définition de « budget bien-être » (ou de « budgétisation de bien-être »), ce dernier peut être employé comme un synonyme de ce que nous appelons « approche de bien-être ». Le concept de « budget bien-être » désigne une « variété d'approches politiques qui soulignent l'importance de faire du bien-être et de la qualité de vie des objectifs politiques des gouvernements centraux. Bien que toutes les politiques envisagées ou adoptées n'emploient pas ces termes, celui-ci est de plus en plus couramment utilisé comme terme générique englobant une diversité d'autres termes – qualité de vie, économie bien-être, politique bien-être, etc. – lesquels sont nés de la perception qu'il était nécessaire de mesurer le progrès en allant au-delà de ses indicateurs économiques » (Morrison et Lucyk, 2021, p. 2).

3 Méthodologie

Sélection des pays étudiés

La recherche documentaire s'est déroulée en deux phases : une première phase d'exploration générale, et une deuxième, plus approfondie, par pays. D'abord, la recension exploratoire des écrits a eu pour but de délimiter l'objet de ce présent travail et de déterminer les pays à étudier. Quatre pays ont été choisis à l'issue de cette phase, soit la Nouvelle-Zélande et la Finlande (deux gouvernements nationaux) ainsi que l'Écosse et le pays de Galles (deux gouvernements infranationaux auxquels des pouvoirs ont été dévolus). Le choix de se restreindre à quatre pays relève de contraintes de temps et de ressources alloués pour la réalisation de ce travail. Le choix a été fait en prenant en compte l'envergure des démarches de bien-être des pays étudiés (ex. : liées aux politiques publiques associées), leur notoriété internationale ainsi que les caractéristiques sociodémographiques, socioéconomiques et politiques similaires à celles du Canada. La situation des pays auxquels des pouvoirs ont été dévolus (l'Écosse et le pays de Galles) comporte plusieurs similitudes avec la situation des provinces et des territoires canadiens au sein d'un État fédéral décentralisé, ce qui rendait leur analyse particulièrement intéressante. Aussi, il était pertinent d'étudier deux pays qui comptent des peuples autochtones, soit la Nouvelle-Zélande et la Finlande, sans toutefois prétendre que leurs réalités (historiques, sociopolitiques, géographiques, etc.) soient les mêmes que celles des Premières Nations, des Inuits et des Métis du Canada. Enfin, la disponibilité des écrits en français ou en anglais a également constitué un critère de sélection.

3.1 Recension des écrits

Afin de recueillir la documentation la plus pertinente, une recension itérative des écrits a été réalisée à l'aide d'une recherche par mots clés dans les bases de données Ovid (psychinfo) et EBSCO, et à l'aide du moteur de recherche Google. Comme l'analyse vise à comprendre la mise en œuvre des politiques publiques, il était aussi important de s'intéresser à la littérature grise (Petticrew et Roberts, 2006, cité dans Morestin *et al.*, 2010). Pour cette raison, des sites Web gouvernementaux (tout particulièrement ceux des pays ayant intégré une approche pangouvernementale de bien-être) et d'organismes non gouvernementaux ont été fouillés. Les références des documents retenus ont également été parcourues pour repérer d'autres documents pertinents. La recherche documentaire s'est échelonnée du 21 octobre 2020 au 8 juillet 2021. La stratégie de recherche se trouve à l'annexe 2.

3.2 Sélection des documents

Comme ce travail vise à comprendre la mise en œuvre de politiques publiques, il convient, pour ne pas omettre des documents pertinents, d'être souple dans l'évaluation de la qualité des documents recensés et d'adopter des critères d'inclusion très larges (Pawson, 2006, cité dans Morestin *et al.*, 2010). Entre autres, pour la littérature grise, les documents retenus devaient porter sur une approche de bien-être d'un gouvernement central et mentionner spécifiquement l'approche de bien-être en question. Les articles scientifiques devaient quant à eux porter sur une ou plusieurs approches de bien-être pangouvernementales étudiées. À noter que très peu d'articles révisés par les pairs ont été recensés et que, pour cette raison, cette analyse comparative s'est réalisée principalement à partir de la littérature grise (ex. : documents officiels, textes de loi, rapports divers) produite par des gouvernements et d'autres instances.

3.3 Analyse et synthèse de l'information

Des questions ont été formulées préalablement à la recherche documentaire, puis ont été ajustées en cours de processus (voir l'annexe 3). Ces questions ont guidé l'analyse. C'est en faisant des allers-retours entre les quatre différentes approches retenues que des similitudes et contrastes ont pu être dégagés, notamment en fonction des :

- Cadres de référence de bien-être mis de l'avant;
- Principaux objectifs poursuivis;
- Mécanismes d'implantation, d'évaluation et de reddition de comptes;
- Rôles des différents acteurs – dont ceux de la santé publique;
- Difficultés rencontrées en cours d'implantation;
- Pistes de solution pour surmonter les difficultés.

Ces éléments de comparaison sont présentés dans la section suivante.

4 Analyse et synthèse

Les lecteurs souhaitant commencer par un aperçu des approches de bien-être étudiées peuvent consulter le tableau 1. Ceux qui préfèrent consulter des fiches contenant plus d'information par pays peuvent se référer aux annexes 4, 5, 6 et 7.

Tableau 1 Aperçu des quatre approches de bien-être étudiées

Pays de Galles	Écosse	Nouvelle-Zélande	Finlande
Nom de l'initiative			
Well-being of Future Generation Act (<i>WFG Act</i>)	National Performance Framework	Wellbeing Budget	Agenda 2030 ⁶
Année d'entrée en vigueur			
2016 (adoptée en 2015)	2018	2019	2018
Raison d'être			
Ancrer dans la loi le devoir de l'État et de 44 autres instances visées de s'engager envers le développement durable afin d'améliorer le bien-être économique, social, environnemental et culturel du pays de Galles et d'atteindre les buts de bien-être pour les générations actuelles et futures.	Incorporer à même la gouvernance de l'État des principes d'économie du bien-être fondés sur les résultats de performance. Fournir à tous les acteurs issus du public, du privé, et du secteur sans but lucratif une vision du progrès associé à des résultats concrets.	Arrimer les politiques publiques et les processus budgétaires nationaux aux priorités de bien-être établies par l'État.	Arrimer les politiques publiques et la feuille de route du gouvernement aux 17 ODD, selon une approche participative de plusieurs acteurs de la société.
Cadres de référence de bien-être			
Future Generations Framework	National Performance Framework	Living Standard Framework et Living Standard Dashboard	2030 Agenda et Society's Commitment on Sustainable Development ⁷

⁶ Il s'agit du Programme de développement durable à l'horizon 2030 ou le 2030 Agenda for Sustainable Development des Nations Unies

⁷ Le Society's Commitment est présenté aussi comme étant une stratégie et l'un des principaux outils d'implantation du 2030 Agenda (Finnish Government, 2020).

Tableau 1 Aperçu des quatre approches de bien-être étudiées (suite)

Pays de Galles	Écosse	Nouvelle-Zélande	Finlande
Principales composantes des cadres de référence			
<p>Sept principaux buts, pour un pays de Galles :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Plus équitable; 2) Plus en santé; 3) Résilient; 4) Prospère; 5) Plus responsable à l'échelle mondiale; 6) Vibrant de culture et avec la langue galloise florissante; 7) Dont les communautés démontrent de la cohésion sociale. <p>Quatre piliers du bien-être : environnemental, social, culturel et économique</p> <p>Cinq façons de travailler, aussi connues sous le nom de « principes de développement durable », et qui consistent à miser sur :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) L'adoption d'une perspective à long terme; 2) La prévention des problèmes et de leur aggravation; 3) Une approche intégrée des différents objectifs de bien-être; 4) La collaboration entre les différents acteurs; 5) L'engagement des personnes de tout âge. <p>Quarante-six indicateurs de bien-être qui sont rattachés aux sept buts.</p>	<p>Cinq buts stratégiques :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Accroître le succès du pays ; 2) Donner des chances égales à tous les résidents de l'Écosse; 3) Accroître le bien-être des gens qui vivent en Écosse; 4) Créer une croissance durable et inclusive; 5) Réduire les inégalités et donner une importance égale au progrès économique, humain, environnemental et social. <p>Les valeurs guidant l'approche :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Traiter les gens avec bonté, dignité et compassion; 2) Respecter la loi; 3) Agir de façon ouverte et transparente. <p>Onze principaux résultats attendus : ses résultats reflètent les valeurs et les aspirations des Écossais, sont conformes aux ODD et permettent de mesurer la réduction des inégalités sociales.</p> <p>Quatre-vingt-un indicateurs, qui permettent de mesurer l'atteinte des ODD et dont certains proviennent de la Warwick-Edinburgh Mental Well-Being Scale.</p>	<p>Douze domaines de bien-être inspirés fortement de l'Initiative du vivre mieux de l'OCDE, avec l'ajout d'un domaine additionnel, soit l'identité culturelle.</p> <p>Quatre capitaux (ou stocks), sur lesquels repose le bien-être intergénérationnel :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Le capital naturel; 2) Le capital social; 3) Le capital humain; 4) Le capital économique et matériel. <p>Il importe de s'occuper de la croissance, de la durabilité et de la distribution (entre les personnes, les lieux géographiques et les générations) de ces capitaux.</p> <p>Soixante-cinq indicateurs dans un tableau d'indicateurs du Living Standard Framework, soit 43 indicateurs reliés aux 12 domaines, et 22 indicateurs reliés aux quatre capitaux.</p>	<p>Transformer six systèmes clés de la société :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Des économies soutenables et justes; 2) La nourriture et la nutrition; 3) Les zones urbaines et périurbaines; 4) L'énergie; 5) Les biens communs environnementaux mondiaux; 6) Le bien-être et les capacités. <p>Huit priorités :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Des chances égales de bien-être; 2) Une société participative pour tous; 3) Le travail dans une logique de durabilité; 4) Une société et des communautés locales durables; 5) Une société carboneutre; 6) Une économie qui tient compte des ressources; 7) Des habitudes de vie respectueuses des limites de la nature; 8) des prises de décision respectueuses de la nature. <p>Dix paniers ou thèmes spécifiques reliés aux priorités (ex. : « une économie qui tient compte des ressources et carboneutre »)</p> <p>Quarante-cinq indicateurs, le tiers provenant des ODD, et les autres étant spécifiques au pays.</p>

Tableau 1 Aperçu des quatre approches de bien-être étudiées (suite)

Pays de Galles	Écosse	Nouvelle-Zélande	Finlande
Principales influences de l'approche			
<ul style="list-style-type: none"> – De nombreux travaux sur le développement durable au pays de Galles, dont ceux du Wales Audit Office (2010) et la Sustainable Development Strategy (Welsh Government, 2009) – Des travaux du Royaume-Uni, dont ceux de la New Economic Foundation (2014) – Les 17 ODD – Une large consultation publique au pays « The Wales We Want by 2050 » 	<ul style="list-style-type: none"> – L'Initiative du vivre mieux de l'OCDE – Les 17 ODD des Nations Unies – Les travaux de la commission Stiglitz-Sen-Fitoussi (Stiglitz <i>et al.</i>, 2009) – Le rapport du Carnegie Trust (2011) 	<ul style="list-style-type: none"> – L'Initiative du vivre mieux de l'OCDE – D'autres travaux internationaux, dont le rapport de la commission Stiglitz-Sen-Fitoussi (Stiglitz <i>et al.</i>, 2009) et les travaux de Sen (1993) sur les capacités et la croissance inclusive et durable 	<ul style="list-style-type: none"> – Les 17 ODD des Nations Unies – Plusieurs modèles économiques « au-delà du PIB » : l'économie circulaire, l'économie du bien-être, et le Doughnut Economics (Raworth, 2017)⁸
Cadre législatif			
La <i>WFG Act</i> est liée à plusieurs autres lois au pays de Galles (plus de détails à l'annexe 4).	Différentes mesures législatives permettent d'assurer la mise en application et la pérennité de l'approche de bien-être (plus de détails à l'annexe 5).	Des législations ont été élaborées ou modifiées dans le but de soutenir le Wellbeing Budget (plus de détails à l'annexe 6).	Plusieurs lois et politiques liées aux changements climatiques facilitent la mise en œuvre de l'approche de bien-être du pays (plus de détails à l'annexe 7).
Principaux acteurs liés à l'implantation			
Coordination Bureau du premier ministre	Coordination Bureau de la première ministre	Coordination New Zealand Treasury	Coordination Bureau de la première ministre
Principaux acteurs La Futur Generations Commissionner for Wales et l'Audit General Wales. Quelque 44 instances publiques, dont le parlement, les ministères, les 22 Public Services Boards régionaux.	Principaux acteurs Chief Statistician, Chief Economist, Performance Unit et tous les ministères.	Principaux acteurs Statistics New Zealand et tous les ministères.	Principaux acteurs Finnish Parliament's Committee for the Future National Commission on Sustainable Development, Finland's Development Policy Committee, plusieurs acteurs de la société civile et tous les ministères.

⁸ Le modèle du Doughnut Economics développé par Kate Raworth (2017) représente l'espace de bien-être et de sécurité dans lequel devraient se trouver les humains (le beignet), soit « un espace sûr et juste pour l'humanité dans lequel doit opérer une économie stationnaire » (Handcock, 2020, p. 13). Le concept du « beignet » permet de comprendre par une visualisation simple les liens étroits entre la nature, le bien-être des gens et le développement durable. Cet outil permet de visualiser le double défi auquel sont confrontés les gouvernements. Le premier consiste à atteindre des objectifs sociaux et sociétaux représentés par la zone de confort que procure le beignet. Le deuxième est de le faire tout en s'assurant de ne pas dépasser les limites des ressources environnementales ou le plafond écologique au-delà du beignet et sans laisser personne pour compte dans le trou du beignet parce qu'elles ne vivent pas des conditions adéquates pour assurer leur bien-être (ex. : accès au logement, à la nourriture, à la nourriture, aux soins de santé) (Finnish Government, 2020). Pour consulter le site interactif sur l'analogie du beignet : <https://www.kateraworth.com/doughnut/>.

4.1 Caractéristiques des cadres de référence de bien-être des approches étudiées

Comme le soulèvent Llana-Nozal et ses collaborateurs (2019), le fait de s'appuyer sur un cadre de référence de bien-être peut potentiellement orienter les choix politiques vers des projets de société durables et équitables qui seront plus susceptibles de contribuer au bien-être des individus. Ainsi, avant d'aborder les objectifs poursuivis par ces gouvernements centraux, il convient de s'attarder sur une composante qui semble particulièrement importante, voire essentielle, et qui se trouve au cœur de ces démarches, soit leur cadre de référence de bien-être. En effet, les approches étudiées s'appuient toutes sur un cadre de référence reconnu comme étant leur cadre de référence de bien-être. De plus, ces derniers présentent plusieurs similitudes reliées à leur processus d'élaboration, à leur conceptualisation du bien-être et à l'usage qui en est fait au sein de l'appareil gouvernemental.

Les cadres de référence de bien-être ont ces principaux éléments en commun :

- Ils ont été développés sur de nombreuses années, sous le leadership de hauts fonctionnaires. Ces derniers ont joué le rôle d'entrepreneurs politiques afin de les faire adopter comme cadre de référence pangouvernemental et d'obtenir l'adhésion des parties prenantes.
- Leurs différentes composantes⁹ (domaines, buts et objectifs de bien-être) s'inspirent de plusieurs travaux d'organisations internationales, nationales et non gouvernementales, dont ceux de la commission Stiglitz-Sen-Fitoussi (Stiglitz *et al.*, 2009), ceux associés aux 17 ODD des Nations Unies¹⁰ ou à l'Initiative du vivre mieux de l'OCDE (voir l'exemple de l'Écosse dans l'encadré 3).
- Ils présentent le bien-être comme étant multidimensionnel (ex. : dimensions psychologique, sociale, économique, environnementale) et proche à la fois du concept de qualité de vie et du concept de progrès, à l'image de l'Initiative du vivre mieux de l'OCDE (2011), même si le bien-être est très rarement défini dans les textes gouvernementaux (voir l'exemple du pays de Galles dans l'encadré 4).
- Ils s'appuient sur un tableau d'indicateurs de bien-être complémentaires au PIB, qui varie selon les pays et qui sert de guide pour mesurer le progrès et le succès du pays. Bien qu'il s'agisse d'une de ses dimensions, le bien-être ne se résume pas à un seul indicateur comme le degré de satisfaction à l'égard de la vie¹¹. Les indicateurs, dont la plupart sont objectifs, tiennent compte de multiples dimensions du bien-être (ex. : la santé, l'équité, la justice sociale, les conditions matérielles, l'environnement et le développement durable).

⁹ Les cadres comportent différentes composantes, dont des cibles, des buts, des objectifs, des paniers et des domaines de bien-être. Par contre, la signification de ces composantes n'est pas nécessairement la même d'un cadre à un autre. Il y a aussi des « objectifs » ou « priorités » formulés annuellement, lesquels s'inspirent du cadre de référence. Consulter les annexes 4, 5, 6 et 7 pour connaître les objectifs des pays étudiés pour l'année 2021-2022.

¹⁰ Les 17 ODD sont : 1. Pas de pauvreté 2. Faim « zéro ». 3. Bonne santé et bien-être. 4. Éducation de qualité. 5. Égalité entre les sexes. 6. Eau propre et assainissement. 7. Énergie propre et à coût abordable. 8. Travail décent et croissance économique. 9. Industrie, innovation et infrastructure. 10. Inégalités réduites. 11. Villes et communautés durables. 12. Consommation et production responsables. 13. Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques. 14. Vie aquatique. 15. Vie terrestre. 16. Paix, justice et institutions efficaces. 17. Partenariats pour la réalisation des objectifs (Programme des Nations Unies pour le développement, s. d.).

¹¹ Il s'agit d'un indicateur qui mesure une dimension du bien-être subjectif pour un groupe donné, à savoir la moyenne des réponses à la question suivante : « Imaginez une échelle de onze échelons où la valeur la plus basse (0) représente la pire vie possible pour vous et la valeur la plus haute (10) représente la meilleure vie possible pour vous. Sur quel échelon vous sentez-vous personnellement à l'heure actuelle? » (Aussilloux *et al.*, 2015, p. 1).

- Ils sont sujets à des modifications au fil du temps et doivent être tenus à jour par les nombreux acteurs concernés. Notamment, il est prévu que le choix des indicateurs fasse l'objet de mises à jour régulières.
- Ils sont pensés de sorte à servir de guide¹² pangouvernemental (soit pour les ministères, les agences gouvernementales et paragouvernementales, les acteurs du secteur privé, les groupes de recherche et la société civile) afin de formuler des objectifs et des pistes d'action, et de mesurer le chemin parcouru en vue de l'atteinte des objectifs communs de bien-être. Ces cadres de référence sont mis de l'avant pour guider, à des degrés variables, la planification, l'élaboration, et l'évaluation des politiques publiques et des processus budgétaires.
- Ils servent d'outil pour gouverner en vue du futur, soit pour établir une feuille de route et des jalons avec le souci de conserver et de créer des ressources pour assurer le bien-être des jeunes, des générations futures et de la planète.
- Ils visent le partage d'une vision et d'un langage communs en vue d'une plus grande cohérence d'ensemble des décisions et des actions gouvernementales, dont celles qui sont intersectorielles. Les cadres de référence sont d'ailleurs présentés sous des formats variés et avec des pictogrammes permettant une appropriation rapide de leurs différentes composantes.
- Ils sont mobilisés afin de rendre explicites et transparents les résultats ainsi que les compromis qui sont faits en matière de bien-être. Les indicateurs servent à rendre visibles les inégalités sociales, entre autres la façon dont certains groupes ou individus sont affectés différemment par les décisions politiques.

Encadré 3. Développement du cadre de référence : l'exemple de l'Écosse

Le National Performance Framework de l'Écosse (Scottish Government, 2021a), qui fait désormais figure de cadre de référence de bien-être, a été développé sur plus de dix années. Des tables rondes de consultations auprès de membres variés ont été mises sur pied par le Carnegie UK Trust et la Commission sur le développement durable (Wallace *et al.*, 2012). L'Écosse s'est inspirée des recommandations du rapport de la commission Stiglitz-Sen-Fitoussi, qui consiste à miser sur la participation de différents acteurs dans le processus d'élaboration des priorités d'action et des indicateurs de progrès ou de développement complémentaires au PIB (Stiglitz *et al.* 2009). De plus, selon une allocution de la première ministre écossaise, l'OCDE a grandement facilité l'intégration de préoccupations de bien-être au cœur des politiques écossaises en offrant au gouvernement du soutien pour le développement de l'Indice de mieux-être écossais (Scottish Government, 2019b).

¹² Certaines des mesures mises de l'avant sont contraignantes. Entre autres, la *WFG Act* oblige différents acteurs à formuler des objectifs de bien-être et à mettre en branle toutes les mesures nécessaires afin de les atteindre (Welsh Government, 2015a).

Encadré 4. Le bien-être vu comme un concept multidimensionnel : l'exemple du pays de Galles

Au pays de Galles, dans les documents reliés à la *Well-being of Future Generations (WFG) Act* et au Future Generations Framework (le cadre de référence de bien-être du pays), le bien-être apparaît comme un concept multidimensionnel qui relève de l'économie, de la société, de l'environnement et de la culture (Welsh Government, 2015a; voir aussi la dernière version : Welsh Government, 2021e). De plus, la *WFG Act* distingue le bien-être propre aux individus de celui propre au pays de Galles. Le concept de bien-être est davantage présenté comme un bien ou un état collectif qui ne peut notamment être atteint sans qu'y soient intégrés les principes du développement durable (Jones, 2019; Davies, 2016, 2017; Messham et Sheard, 2020). La Future Generations Commissioner of Wales (FGCW), l'officielle gardienne de la loi, décrit le bien-être comme suit :

Au sein de la *Well-being of Future Generations Act*, le bien-être réfère à l'état de notre population, de notre société et de l'environnement dans tout le pays de Galles. Il s'agit de s'assurer que les personnes vivent dans des conditions économiques, sociales, environnementales et culturelles adéquates. De façon cruciale, ces quatre dimensions (que l'on nomme parfois les quatre piliers) sont aussi importantes les unes que les autres. L'économie ne peut être favorisée au détriment de l'environnement, par exemple. Le pays de Galles est également l'un des premiers pays au monde à reconnaître l'importance du bien-être culturel dans nos vies et dans le tissu de notre société (Future Generations Commissioner of Wales [FGCW], 2020a, p. 36).

4.2 Principaux objectifs liés à ces approches de bien-être

Dans les documents consultés, les quatre gouvernements énoncent différents objectifs reliés à leur approche de bien-être, lesquels ont été sommairement présentés dans le tableau 1 sur les cadres de référence de bien-être (davantage d'information se trouve aux annexes 4, 5, 6 et 7). À cet égard, plusieurs points communs ont pu être dégagés et sont abordés dans ce qui suit.

4.2.1 RENFORCER LA PERFORMANCE DE L'APPAREIL ÉTATIQUE EN LIANT LES PROCESSUS DÉCISIONNELS À DES EXIGENCES DE RÉSULTATS AU-DELÀ DE MESURES ÉCONOMIQUES STANDARDS

Au cœur de la raison d'être de ces approches se trouve le constat que la croissance économique ne peut constituer le seul indicateur de progrès et de bien-être. Ainsi, les décideurs politiques ont cadré des problèmes, notamment liés à la performance de l'appareil étatique quant aux progrès socioéconomiques et environnementaux, pour lesquels une approche de bien-être pangouvernementale est présentée comme une solution. En effet, ces initiatives de bien-être ont toutes émergé du constat fait par ces gouvernements de l'inadéquation des solutions habituellement mises de l'avant pour régler les problèmes sociaux et environnementaux (inégalités sociales, chômage, crise du logement, dégradation de l'environnement, changements climatiques, haut taux de dépression et de suicide, etc.). Selon divers documents gouvernementaux consultés, ces nouvelles approches à la gouvernance cherchent à rompre avec une focalisation sur les processus pour miser davantage sur la responsabilité de performance et de résultats de l'appareil étatique quant à sa capacité à atteindre les objectifs de bien-être. Comme l'énonce Nicola Sturgeon, première ministre de l'Écosse, lors d'un discours portant sur l'adoption de son modèle économique fondé sur des indicateurs de bien-être :

En tant que gouvernement, nous concevons la promotion d'une croissance soutenable et inclusive comme un élément crucial permettant de rehausser le niveau de vie de tous. Par ailleurs,

nous comprenons aussi que la croissance n'a de valeur que si elle permet d'améliorer la vie des gens. Ainsi, elle n'est pas, et ne devrait jamais être vue, comme un but en soi. Nous devons mesurer si nous sommes en voie de créer une nation plus juste, plus en santé et plus heureuse en cours de route (Scottish Government, 2019b, paragraphe 22).

À cet égard, les gouvernements des quatre pays étudiés affirment se doter de nouveaux objectifs de progrès et de succès correspondant davantage à ce qui importe pour les individus et les communautés qui composent leur société, sans oublier la solidarité envers le bien-être des générations futures. Ces approches proposent de nouveaux mécanismes et logiques d'action, entre autres liés aux priorités, aux dépenses et aux investissements gouvernementaux, pour encadrer différents processus, dont le processus d'élaboration des politiques publiques, des programmes et des stratégies. Par exemple au pays Galles, les sept buts nationaux de bien-être doivent être intégrés aux planifications stratégiques et aux processus décisionnels du gouvernement (Welsh Government, 2015a; 2021f¹³). De plus, la *WFG Act* exige des ministres qu'ils établissent des jalons reliés aux indicateurs de bien-être (Welsh Government, 2016b) afin de pouvoir mesurer le progrès réalisé au pays. En Finlande, des discussions entourant les objectifs de bien-être sont stratégiquement intégrées aux cycles parlementaires de planification et de budgétisation. Plus de détails à ce sujet se trouvent dans la section 4.3, qui porte sur les mécanismes de reddition de comptes et d'évaluation. La Nouvelle-Zélande se démarque avec son Wellbeing Budget, lequel doit être en partie rédigé en fonction de priorités de bien-être établies et révisées annuellement (Government of New Zealand, 2019). L'annexe 8 contient plus d'information sur les priorités d'actions intégrées au Wellbeing Budget de la Nouvelle-Zélande.

4.2.2 FAIRE PREUVE DE TRANSPARENCE ET RENDRE DES COMPTES À LA POPULATION

L'adoption d'une approche de bien-être vise aussi à accroître la transparence quant aux décisions liées aux politiques publiques, à l'allocation des fonds ainsi qu'au chemin parcouru vers l'atteinte des objectifs de bien-être. Cette transparence se reflète notamment par des décisions fondées sur des indicateurs de bien-être, lesquels sont accessibles à tous. Comme le rapporte Carol Tannahill, Chief Social Policy Advisor de l'Écosse :

En tant que gouvernement, nous devons nous assurer d'être ouverts et transparents quant à la façon dont nous nous servons des données probantes pour comprendre les impacts associés à nos dépenses; nous devons nous assurer de canaliser les fonds vers des champs d'action qui ont le plus d'impacts sur l'amélioration du bien-être de la société (Scottish Government, 2019a, p. 12.)

Ces approches engagent ainsi les hauts fonctionnaires de l'État et sont coordonnées par les cabinets de premiers ministres. Le tableau 1 et les annexes 4, 5, 6, et 7 offrent plus de détails sur le partage des responsabilités liées aux approches de bien-être. Entre autres, au pays de Galles, 44 instances publiques sont visées par la *WFG Act* et doivent formuler et rendre publics leurs objectifs de bien-être et « prendre toutes les mesures raisonnables pour atteindre leurs objectifs » (Welsh Government, 2015a, p. 1). Les indicateurs doivent avoir du sens pour les gens et être communiqués dans un langage facilement compréhensible, afin de rallier la nation galloise à la vision du futur que confère la *WFG Act*. Des processus sont également prévus dans les quatre pays étudiés pour discuter et débattre ouvertement des politiques, des lois et des objectifs, tout particulièrement de leur pertinence et de leur efficacité à promouvoir le bien-être. À cet égard, les publications et rapports de

¹³ Vous pouvez consulter la page 12 (Welsh Government, 2021f) pour une vue d'ensemble du plan stratégique du pays de Galles qui repose sur les principes de la *WFG Act* ainsi que de la *Planning Policy Wales* (Welsh Government, 2021c).

performance des gouvernements peuvent être scrutés par divers groupes gouvernementaux, paragouvernementaux ou indépendants. En Finlande, c'est entre autres à des fins de transparence que sont incorporés, depuis 2018, des indicateurs liés aux ODD (qui constituent le cadre de référence de bien-être du pays) à même les processus budgétaires nationaux. Ainsi, chacune des divisions administratives du gouvernement doit démontrer comment elle compte contribuer aux ODD (Finnish Government, 2020). La section 4.3 présente plus en détail les mécanismes de reddition de comptes et d'évaluation instaurés dans le cadre de ces différentes initiatives.

4.2.3 ASSURER UN MEILLEUR AVENIR ET UN PLUS GRAND BIEN-ÊTRE POUR LES GÉNÉRATIONS FUTURES, LA NATURE ET LA PLANÈTE TOUT ENTIÈRE, EN MISANT SUR LA PRÉVENTION, LA PLANIFICATION À LONG TERME ET LES ACTIONS INTERSECTORIELLES

Les initiatives de bien-être étudiées sont aussi déployées dans le but d'inciter les différentes parties prenantes à mettre en œuvre des actions préventives et à adopter une logique de prévision en vue des défis anticipés des années à venir. Les acteurs sont incités à penser à long terme, ce qui est facilité par l'élaboration d'une feuille de route et de jalons pour mesurer le progrès réalisé par ces pays en matière de bien-être global. La prévention couvre un très large éventail d'éventualités non désirables et applicables à tous les secteurs de l'appareil étatique. Dans les documents gouvernementaux étudiés, il est question, par exemple, de prévention des problèmes de santé, sociaux, économiques, systémiques (dont l'injustice sociale et la discrimination) ainsi qu'environnementaux. L'une des priorités du gouvernement écossais consiste à prévenir les expériences négatives vécues au cours de l'enfance et de l'adolescence.¹⁴

Pour agir préventivement, les approches de bien-être incitent explicitement à briser les silos administratifs et sectoriels et à favoriser des actions concertées entre les différents ministères, agences gouvernementales, entreprises privées et autres parties prenantes. Par exemple, les enjeux liés au climat, à l'environnement et la nature sont reliés à d'autres défis sociaux, dont la justice pour tous et la lutte contre les inégalités de santé. Ainsi, le Wellbeing Budget de la Nouvelle-Zélande exige que les ministères travaillent ensemble et soumettent des propositions de projets communs (New Zealand Government, 2019). Au pays de Galles, l'un des éléments clés de l'approche de bien-être est le « principe de développement durable ». Ce principe consiste en cinq façons transversales de travailler ensemble, soit 1) de réfléchir et de décider en faveur du long terme; 2) de tenter d'agir en prévention des problèmes et de leur aggravation; 3) d'avoir une approche intégrée de tous les buts de bien-être; 4) d'agir en collaboration avec d'autres instances vers l'atteinte des buts, et 5) de miser sur l'engagement et l'inclusion des personnes de tout âge qui désirent contribuer à l'atteinte des buts de bien-être (Hands *et al.*, 2019; Welsh Government, 2015a; voir aussi Welsh Government, 2021e). Plusieurs instances publiques sont visées par cette loi (voir Welsh Government, 2015b 2015c; 2015d; 2015e) ainsi que par son cadre de référence et le Future Wales National Plan 2040 (Welsh Government, 2021f). De façon très similaire, le 2030 Agenda, en Finlande, repose sur des législations et des motions parlementaires qui appellent à des actions concertées avec différents acteurs. L'objectif de cette concertation est d'élaborer des politiques publiques selon les principes de planification à long terme, de cohérence, de transformation, de partenariat global, d'inclusion et de participation de différents groupes de la société¹⁵ (Finnish Government, 2020). Entre autres, ces

¹⁴ Les expériences négatives vécues au cours de l'enfance et de l'adolescence désignent des expériences traumatisantes survenues au cours de ces périodes de la vie et qui laissent des traces indélébiles dans la vie adulte. Pour une personne, il peut s'agir d'avoir été victime de violences verbales, psychologiques, physiques et sexuelles ou d'avoir été exposée à de la violence domestique, à l'abus de drogues ou d'alcool et à des séparations parentales houleuses et hostiles (Public Health Wales, 2020).

¹⁵ La participation de plusieurs acteurs à la vie politique est une tradition qui dure depuis plus de 25 ans en Finlande et qui vise à renforcer le développement durable au sein de toute la société finlandaise (Finnish Government, 2020).

principes s'étendent au-delà des périodes électorales, ce qui permet d'assurer une certaine pérennité (Finnish Government, 2020).

4.2.4 MISER SUR LA COLLABORATION ET LE PARTAGE DES RESPONSABILITÉS ENTRE DIFFÉRENTS ACTEURS

Un autre moyen explicite d'assurer le meilleur succès des approches de bien-être et d'obtenir une représentativité des différents segments de la population est de susciter la participation de différents paliers gouvernementaux et d'acteurs (scientifiques, groupes d'intérêt, organismes sans but lucratif, etc.). Ainsi, au pays de Galles, en Écosse et en Finlande, les approches de bien-être misent sur la création de différentes plateformes de consultation et d'échanges d'idées, et sur la sollicitation de leurs membres. De plus, afin d'obtenir la voix et la contribution des jeunes, différents mécanismes ont été instaurés, dont le 2030 Agenda Youth Group en Finlande (Finnish Government, 2020) ou le Young Ambassador Programme mis sur pied en collaboration avec plusieurs acteurs au pays de Galles (FGCW, 2020a)¹⁶.

Toutefois, le partage des responsabilités reliées à l'implantation de l'approche de bien-être varie selon les pays. Il est parfois très élargi et, d'autres fois, plutôt restreint, comme c'est le cas en Nouvelle-Zélande. Pourtant, le ministre des Finances de la Nouvelle-Zélande, Grant Robertson, a soutenu, dans une allocution qui a précédé le premier Wellbeing Budget néozélandais, que : « réussir nécessite l'établissement de partenariats. Afin d'atteindre les cibles de bien-être désirées, nous devons travailler avec nos partenaires sociaux, incluant les entreprises » (Government of New Zealand, 2019f, paragraphe 65). Bien que plusieurs acteurs aient participé au développement du cadre de référence de bien-être néozélandais, l'approche elle-même est plutôt considérée comme très centralisée autour de fonctionnaires fédéraux avec très peu de participation des gouvernements locaux (Dalziel, 2019; McKinlay, 2019). À l'inverse, au pays de Galles, la distribution des responsabilités touche 44 instances publiques, dont 22 Public Services Boards (PSB) dans les régions administratives appelées à définir leurs propres objectifs et plans de bien-être. Ainsi, le pouvoir d'agir repose majoritairement sur les autorités locales (Jones, 2019; Welsh Government, 2015a; 2015e). L'annexe 9 fournit plus de détails sur le fonctionnement des PSB gallois.

La Finlande, fidèle à sa tradition de pays très démocratique, a opté aussi pour une approche très participative avec la mise à contribution de son réseau de coordination interministérielle, le Inter-Ministerial Coordination Network piloté par le cabinet de la première ministre. Ce réseau est constitué d'un point focal en développement durable issu de chacun des principaux ministères et de personnes provenant de 23 institutions finlandaises (ex. : Statistics Finland, institutions de recherche, universités) (Finnish Government, 2020). Ce réseau se réunit de trois à quatre fois par année, entre autres pour discuter des priorités et des mécanismes de suivi ou encore pour choisir et mettre à jour des indicateurs de bien-être (Finnish Government, 2020). La Finlande compte aussi sur la National Commission on Sustainable Development, qui est sous le leadership de la première ministre, sur le panel d'experts sur le développement durable, ainsi que sur différents groupes sollicités à différentes phases du cycle politique, dont le 2030 Agenda Youth Group (Finnish Government, 2020). De plus, le gouvernement finlandais invite plusieurs acteurs (ex. : de la société civile, des municipalités, du secteur privé, des autorités régionales et des membres de la communauté autochtone des Sámis¹⁷) à évaluer la performance de la Finlande quant à l'atteinte des ODD. Le parlement des Sámis rédige aussi quelques chapitres du rapport annuel soumis dans le cadre des Examens nationaux volontaires

¹⁶ Plusieurs retombées de la *WFG Act* ainsi que les défis rencontrés sont présentés dans l'imposant rapport de la Future Generations Commissioner for Wales (FGCW, 2020a) ainsi que dans d'autres rapports disponibles sur son site Web : <https://www.futuregenerations.wales/>.

¹⁷ Les Sámis constituent le seul peuple autochtone du territoire de l'Union européenne.

des Nations Unies concernant la performance du pays quant à l'atteinte des 17 ODD (Finnish Government, 2020). Ces chapitres abordent notamment l'accès des Sámis à l'éducation dans leur langue et les processus de vérité et réconciliation avec le gouvernement reliés au passé colonial et aux politiques discriminatoires à leur endroit (Finnish Government, 2020).

4.2.5 AUGMENTER LA PROSPÉRITÉ DU PAYS ET STIMULER L'ÉCONOMIE

Alors que ces approches de bien-être peuvent être qualifiées d'« au-delà du PIB », elles ne sont pas contradictoires avec les objectifs de prospérité, de vitalité ou de gains économiques ni avec les mesures de création d'emplois, de soutien à l'innovation technologique et sociale et de stimulation de différents secteurs de l'économie. Bien au contraire, les objectifs de bien-être sont plutôt reliés à l'objectif de croissance économique, qui demeure central pour ces gouvernements. Par contre, la croissance n'est pas un but en soi et doit se faire avec le souci premier de bien-être. Aussi, les objectifs de bien-être contribuent à une saine économie. Comme le soutient le gouvernement finlandais en commentant le choix d'intégrer les 17 ODD aux processus budgétaires : « Ce n'est pas seulement bon pour les gens et la planète, mais aussi profitable à l'économie de l'État » (Finnish Government, 2020, p. 102). De plus, les quatre gouvernements étudiés sont soucieux de soutenir l'innovation, une priorité réitérée dans leurs plans de relance économique et leurs budgets, au sortir de la crise provoquée par la pandémie de COVID-19 (Finnish Government, 2021a; 2021b; Government of New Zealand, 2021; Scottish Government, 2021c; 2020a; Welsh Government, 2021a; 2021f).

Aussi, la croissance est présentée comme un moyen d'accroître les ressources et les services, qui sont les « stocks » ou « capitaux » par lesquels les individus pourront mener des vies gratifiantes, équilibrées et qui ont du sens pour eux (Dalziel, 2019). Les approches étudiées visent la transition vers une économie plus verte, inclusive et soutenable, entre autres par la création d'écosystèmes résilients. Elles sous-tendent des investissements dans des secteurs stratégiques, comme l'éducation, pour transformer le secteur de l'emploi (ex. : vers la transition numérique) ou le secteur de l'emploi et du revenu, afin d'accroître les salaires et l'aide sociale. Les politiques publiques qui soutiennent l'atteinte de ces objectifs sont présentées moins comme des dépenses et davantage comme des investissements susceptibles d'engendrer des retombées positives pour la population et ainsi réduire les passifs fiscaux du futur (Mintrom, 2019; Welsh Government, 2021f). Par exemple, le Wellbeing Budget de la Nouvelle-Zélande présente les investissements dans les domaines prioritaires comme étant bénéfiques pour le bien-être global de la population et du pays, lequel inclut le bien-être économique (Galea, 2019).

4.2.6 AGIR SUR L'ENVIRONNEMENT, ENTRE AUTRES SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, DANS UNE PERSPECTIVE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE PÉRENNITÉ DES RESSOURCES

Avec l'adoption d'un cadre de référence de bien-être, les quatre gouvernements étudiés intègrent et poursuivent leurs engagements antérieurs envers l'environnement (ODD, Accord de Paris, etc.), entre autres des engagements reliés à la décarbonation, à la réduction des gaz à effets de serre ou aux énergies renouvelables. D'ailleurs, au pays de Galles, la *WFG Act* devait initialement avoir pour objet le développement durable pour les générations futures. Cette législation est aussi présentée comme un modèle global permettant d'intégrer les ODD aux actions locales et régionales (Welsh Government, 2019e; World Health Organization Regional Office for Europe [WHOROE], 2017). Unique, la *WFG Act* exige des différentes parties prenantes qu'elles comblient leurs besoins présents en n'utilisant que leur juste part afin de ne pas compromettre les capacités des générations futures à répondre à leurs propres besoins (Welsh Government, 2015a).

Les ODD sont aussi au cœur de l'approche pangouvernementale de bien-être du gouvernement finlandais : « Le développement durable cherche à conjuguer la prospérité économique et la justice sociale avec la santé environnementale, afin d'améliorer le bien-être global et la stabilité de la société » (Finnish Government, 2020, p. 71). Bien qu'il reste beaucoup à faire en matière d'intégration, tous les ministères finlandais ont commencé à intégrer les ODD au sein de leurs guides, de leurs politiques et de leurs stratégies sectorielles et intersectorielles (Finnish Government, 2020). La Finlande s'inspire aussi d'un modèle d'« économie du bien-être » visant la stabilité de la société par l'entremise de la pérennité des ressources et du développement durable, qui à long terme devraient accroître le bien-être des Finlandais :

L'économie de bien-être mise sur l'équilibre entre trois dimensions du développement durable : la pérennité sociale, économique et environnementale. Au sein d'une économie de bien-être, les ressources publiques sont distribuées dans le but d'améliorer le bien-être des personnes. Avec le temps, la pérennité et la stabilité de la société vont s'améliorer (Ministry of Social Affairs and Health of Finland, 2020, paragraphe 3).

4.2.7 AFFIRMER ET VALORISER LES IDENTITÉS CULTURELLES ET L'IDENTITÉ NATIONALE

Les gouvernements étudiés utilisent également leur approche de bien-être et de développement durable pour affirmer une identité culturelle et nationale. Multidimensionnel, le bien-être inclut l'idée de richesse collective, de culture, des arts et du patrimoine culturel. Ces approches de bien-être peuvent également se muer dans l'esprit de certains acteurs en réel projet de société. Par exemple, au pays de Galles, le référendum de 2011 a donné au parlement gallois le pouvoir de légiférer sans ingérence du Royaume-Uni (Welsh Parliament, 2020). La *WFG Act*, signée en 2015 est l'une des premières lois adoptées par ce jeune gouvernement. Ainsi, selon Jones et Ross (2016), de larges consultations publiques associées à cette loi¹⁸ ont été une occasion d'affirmer une vision du nationalisme ainsi que des valeurs du peuple gallois, entre autres liées à la justice, à la langue, au territoire et à la culture¹⁹. De la même façon en Nouvelle-Zélande, l'identité culturelle a été ajoutée au cadre de référence, le Living Standard Framework, en tant que douzième domaine de bien-être (Government of New Zealand, 2019d; McLeod, 2018). Selon le Living Standard Dashboard de la Nouvelle-Zélande, « avoir une identité culturelle forte est important pour l'estime de soi et le bien-être global. Par exemple, l'identité culturelle renforce le sentiment d'appartenance et, par conséquent, l'estime personnelle » (The Treasury, 2018a, p. 26).

4.2.8 PROMOUVOIR LA JUSTICE ET L'ÉQUITÉ POUR L'ENSEMBLE DE LA POPULATION

Le renforcement de la justice et la distribution équitable des chances et des ressources pour toute personne sont intrinsèquement liés aux approches de bien-être étudiées. Les données associées aux indicateurs doivent permettre d'agir sur les inégalités sociales, l'un des principaux buts associés aux approches étudiées. Pour cette raison, les données sur les indicateurs (autant les données macroéconomiques que celles découlant de sondages auprès des individus) sont autant que possible rapportées de façon désagrégée (Government of New Zealand, 2021; McLeod, 2018). De plus, en Nouvelle-Zélande, de façon transversale, le Wellbeing Budget vise à ce que les politiques

¹⁸ En vue d'enrichir le projet de loi de perspectives variées, de larges consultations en présentiel ont été menées de février 2014 à février 2015 par l'organisation non gouvernementale The Wales We Want. Elles ont rejoint 7000 personnes et groupes dans tout le pays. D'autres consultations ont également été réalisées sur les médias sociaux, en ligne et à l'aide de cartes postales (Cynna Cymru-Sustain Wales, 2015). Ces consultations se sont déroulées dans le cadre de l'initiative mondiale des Nations Unies The World We Want de 2015.

¹⁹ Consulter Marshall et ses collaborateurs (2012) pour plus d'information sur les liens entre les communications sur le développement durable et l'attachement au territoire, à la langue, à l'identité et à la culture au pays de Galles.

publiques contribuent à lutter contre les inégalités sociales et la discrimination vécues par certains groupes et communautés (ex. : les jeunes, les minorités ethnoculturelles, les femmes, les personnes handicapées, les personnes âgées, les peuples maoris et les peuples des îles du Pacifique en Nouvelle-Zélande). Aussi, un rapport sur les cibles et les mesures prises pour lutter contre la pauvreté infantile doit être inclus dans le Wellbeing Budget, selon la *Child Poverty Act* (2018) (Government of New Zealand, 2020). L'Écosse et la Finlande ont également adopté des processus budgétaires visant à contrer les inégalités sociales, dont celles liées au genre, qui sont perçues comme des obstacles à la prospérité nationale²⁰.

4.2.9 AGIR DANS UNE PERSPECTIVE DE SOLIDARITÉ ET DE COOPÉRATION INTERNATIONALES

Le positionnement de l'approche de bien-être est également pensé de sorte à prendre en compte la réalité internationale complexe au sein de la politique interne et de la politique étrangère du pays. Puisque plusieurs enjeux auxquels tentent de répondre ces pays sont planétaires, les approches incluent des considérations qui dépassent leurs frontières, que l'on pense à l'environnement ou au patrimoine mondial. Par exemple, en Écosse, l'un des objectifs du National Performance Framework est que le pays soit ouvert, branché et qu'il contribue positivement au niveau international (Scottish Government, 2021a). Quant au pays de Galles, la *WFG Act* vise à ce qu'il utilise les ressources dans une perspective d'équité face aux autres juridictions et dans l'optique de ne pas nuire à la planète.

Une autre façon d'intégrer une perspective internationale est d'entretenir des réseaux d'influence permettant de faire connaître l'approche du pays ainsi que de partager des connaissances. Ainsi, le rapport de la Finlande lié au 2030 Agenda a été commenté par la Suisse et le Mozambique dans le cadre d'un processus nommé « dialogue avec les pairs » (*peer dialogue*) (Finnish Government, 2020). La Finlande a aussi cherché à étendre son influence pour promouvoir les approches pangouvernementales de bien-être au sein de pays nordiques et européens lors de sa présidence de l'Union européenne²¹ en 2019. Elle a fait la promotion d'idées innovantes permettant de concevoir l'économie autrement selon différents modèles tels que l'économie du bien-être, l'économie circulaire²² ou la Doughnut Economics²³ (voir encadré 5) (Cylus et Smith, 2020; Finnish Government, 2020).

Encadré 5. Wellbeing Economy Governments Partnership ou WEGo

Le réseau international WEGo, qui a pour membres l'Écosse, le pays de Galles, l'Islande, la Finlande et la Nouvelle-Zélande (et auquel le Canada a aussi participé comme pays invité), permet le partage d'information, entre autres sur l'économie du bien-être, la planification en contexte de sortie de crise liée à la pandémie de COVID-19, l'atteinte des ODD, l'environnement et d'autres enjeux associés. Comme le souligne Kate Forbes, secrétaire du cabinet du ministre des Finances

²⁰ Selon une étude du European Institute for Gender Equality, l'équité entre les genres contribuerait à accroître le PIB de 6,1 à 9,6 % (Ministry of Social Affairs and Health of Finland, 2019).

²¹ L'Union européenne s'est entendue sur un programme stratégique comportant quatre priorités pour la période de 2019-2024 : « 1) protéger les citoyens ainsi que leurs libertés; 2) développer une base économique forte et dynamique; 3) construire une Europe climatiquement neutre, verte, juste et sociale; et 4) faire la promotion des intérêts et des valeurs de l'Europe sur la scène mondiale » (Finnish Government, 2020, p. 7).

²² Pour plus d'information, consulter Blériot (2021) : <https://www.oecd-forum.org/posts/plotting-the-course-for-a-circular-economy-transition>.

²³ Différents modèles d'économie du bien-être existent. Pour plus d'information, consulter la page 21 du *Wellbeing Economy Policy Design Guide* de la Wellbeing Economy Alliance (2020).

de l'Écosse concernant le fait qu'un nombre croissant de pays adoptent des approches pangouvernementales de bien-être :

D'autres pays adoptent des approches similaires afin de faire face aux défis majeurs auxquels le monde est actuellement confronté. Nous savons que nous pouvons apprendre des organisations internationales et d'autres pays dans le monde, et que nous pouvons partager avec eux notre expérience, et c'est la raison pour laquelle l'Écosse et ses partenaires ont fondé le Wellbeing Economy Governments Group, aussi connu sous le nom de WEGo (Forbes, 2020, paragraphe 5).

4.3 Principaux mécanismes d'implantation, d'évaluation et de reddition de comptes

Plusieurs mécanismes d'implantation, d'évaluation et de reddition de comptes ont été instaurés en lien avec les approches de bien-être. Les principaux sont présentés dans cette section.

4.3.1 LA RÉDACTION DE DIVERS RAPPORTS QUI SONT VARIABLEMENT INTÉGRÉS AUX CYCLES POLITIQUES DES GOUVERNEMENTS CENTRAUX

Parmi les principaux mécanismes de suivi des approches de bien-être étudiées se trouve l'intégration de la reddition de comptes et des suivis des objectifs de bien-être aux cycles politiques des gouvernements. Cette intégration semble plus grande dans les gouvernements centraux qu'aux autres paliers gouvernementaux. Ainsi, les parties prenantes doivent publier des rapports, plus ou moins nombreux selon les cadres législatifs et les politiques respectifs des pays, afin de contribuer à déterminer les tendances, les retombées et les défis présents et futurs de ces gouvernements centraux. Le pays de Galles se démarque par le nombre impressionnant de rapports²⁴ qui doivent être produits annuellement par diverses instances, dont la Future Generations Commissioner for Wales, le Auditor General of Wales, les ministres gallois, le gouvernement central et les 22 PSB régionaux. Les éléments précis à présenter dans ces différents rapports sont détaillés dans le texte de la *WFG Act* (Welsh Government, 2015a). Par exemple, l'Assemblée nationale doit publier le Future Trends Report pour mesurer le chemin parcouru en matière de bien-être relié à l'économie, à l'environnement, aux dimensions sociales et culturelles, ainsi que des rapports qui font état du bien-être au pays de Galles (ex. : Welsh Government, 2017a; 2017b; 2019a). Les rapports peuvent aussi porter sur le bien-être d'un segment de la population en particulier, notamment les enfants (Welsh Government, 2018). Le Welsh Parliament Public Accounts Committee (2020; 2021) a publié des rapports sur le chemin parcouru en matière d'intégration de l'approche pangouvernementale de bien-être mise de l'avant par la *WFG Act* ainsi que sur les difficultés rencontrées par différentes instances visées par cette loi. Entre autres, selon la *WFG Act*, « les ministres gallois doivent : a) publier les indicateurs (“les indicateurs nationaux”) qui doivent être mobilisés dans le but de mesurer le progrès vers la réalisation des objectifs de bien-être; et b) présenter une copie des indicateurs à l'Assemblée nationale » (Welsh Government 2015a, p. 8).

Tout comme celle du pays de Galles, les approches de la Finlande, de l'Écosse et de la Nouvelle-Zélande requièrent aussi la production de rapports. Par exemple, les ministres écossais sont tenus de rédiger au minimum tous les cinq ans des rapports de suivi des indicateurs de bien-être selon le National Performance Framework, le cadre de référence du pays (Scottish Government, 2021a). Le

²⁴ Avec l'entrée en vigueur de la *WFG Act* en 2016, l'approche de bien-être du pays de Galles est celle qui est la plus ancienne. Un grand nombre de documents qui lui sont liés ont été repérés.

ministre des Finances néozélandais doit produire un rapport sur le bien-être des Néozélandais tous les quatre ans (Government of New Zealand, 2019). Les rapports liés aux objectifs de bien-être de la Finlande, de l'Écosse et de la Nouvelle-Zélande sont davantage intégrés au cycle budgétaire que ceux du pays de Galles (voir la section suivante).

4.3.2 INTÉGRATION DES INDICATEURS DE BIEN-ÊTRE AUX PROCESSUS BUDGÉTAIRES NATIONAUX

En Nouvelle-Zélande, en Écosse et en Finlande, les données sur les indicateurs de bien-être doivent être disponibles en temps opportun (selon les calendriers politiques et budgétaires) pour appuyer les décisions et développer des plans d'action. Le Wellbeing Budget néozélandais est la principale source d'information permettant de faire le suivi sur les indicateurs de bien-être. Le budget inclut obligatoirement, en vertu d'une loi, un rapport sur la situation de la pauvreté chez les enfants et les cibles pour agir sur celle-ci (Government of New Zealand, 2019c), ainsi qu'un rapport sur les tendances pour le futur, incluant si possible des comparaisons avec d'autres pays (The Treasury, 2018b). De plus, le Wellbeing Budget intègre des données complémentaires provenant du New Zealand General Social Survey, qui contient des mesures subjectives de bien-être, et du Maori Wellbeing Survey (Te Kupenga), réalisé par Statistics New Zealand. Ce dernier sondage reflète davantage la culture maorie (Scott et Masselot, 2018; Statistics New Zealand, 2020).

En Finlande, le 2030 Agenda (le cadre de référence de bien-être pour le pays) fait partie intégrante des cycles politiques (annuel et quadriennal) de planification ainsi que des cycles budgétaires, par l'entremise de processus variés qui engagent différents acteurs. Notamment, les ministres doivent intégrer le suivi des 17 ODD à celui des indicateurs de bien-être ainsi qu'à leur planification budgétaire annuelle. Aussi, une équipe multidisciplinaire composée de membres de trois organisations²⁵ est chargée de l'évaluation du 2030 Agenda et doit présenter le fruit de son travail et ses recommandations avant les élections parlementaires (Finnish Government, 2020). Quant à l'Écosse, des mécanismes de monitoring et d'évaluation sont prévus pour appuyer chaque décision budgétaire. D'autres mesures incitent à la prise en compte d'indicateurs de bien-être sans que les acteurs y soient contraints. Par exemple, de façon informelle, les ministres écossais et les responsables des politiques publiques sont invités à spécifier si les dépenses ont donné les résultats escomptés, tout particulièrement en lien avec la réduction des inégalités sociales, par l'entremise d'indicateurs du National Performance Framework ou d'autres cadres de référence pertinents (Scottish Government, 2019a). Contrairement au Wellbeing Budget de la Nouvelle-Zélande, ces analyses reliées aux inégalités sociales ne sont pas obligatoires. Elles se veulent plutôt complémentaires aux indicateurs économiques plus standards afin d'orienter les décisions budgétaires²⁶.

4.3.3 LA CRÉATION OU L'UTILISATION D'INSTANCES DONT LE MANDAT EST DE VEILLER À L'IMPLANTATION ET AU SUIVI DE L'APPROCHE DE BIEN-ÊTRE

D'abord, dans tous ces pays, de hauts fonctionnaires ont joué le rôle d'entrepreneurs politiques pour faire adopter l'approche de bien-être et, par la suite, pour coordonner sa mise en œuvre. Par exemple, c'est le ministre des Finances de la Nouvelle-Zélande qui s'assure que les ministères intègrent les nouveaux principes associés au Wellbeing Budget et qui coordonne la mise en œuvre

²⁵ Il s'agit de Demos Helsinki, Helsinki Institute of Sustainability Science (HELSUS) et du Finnish Environment Institute (SYKE) (Finnish Government, 2020).

²⁶ Le Wellbeing Budget de la Nouvelle-Zélande vise à accroître la redevabilité des ministres face à l'atteinte des cibles de bien-être. Par la loi, ces derniers sont contraints de recourir aux indicateurs de bien-être pour la prise de décision. Toutefois, certaines mesures mises de l'avant par ces gouvernements ne sont pas obligatoires, ce qui soulève plusieurs questions quant à l'adhésion et la participation réelle des différents ministères, des questions toutefois qui dépassent les objectifs de ce présent travail.

de cette initiative. Plusieurs outils ont été développés par le Conseil du Trésor néozélandais pour faciliter le travail des différents ministères, dont un outil d'analyse coût-efficacité, le CBAX Tool²⁷ (dont il sera question dans la prochaine section). De plus, des instances se sont vu attribuer des rôles afin d'assurer l'implantation, le suivi et l'évaluation de ces approches. Ainsi, la Finlande a mis sur pied un réseau interministériel de coordination, la National Commission on Sustainable Development, menée par la première ministre et un panel d'experts en développement durable (Finnish Government, 2020). Dans certains cas, des instances héritent de nouvelles responsabilités, dont celle de l'audit, notamment le Wales Audit Office ou le National Audit Office en Finlande. Dans d'autres cas, une instance indépendante a le mandat de s'assurer que le gouvernement remplit ses obligations envers les objectifs de bien-être. C'est le cas, par exemple, d'un panel de conseillers experts en développement durable en Finlande (Finnish Government, 2020).

Des instances peuvent aussi être créées. Par exemple, une commissaire aux générations futures a été nommée au pays de Galles et elle agit comme une gardienne de la *WFG Act*. Depuis sa nomination et son entrée en fonction en 2016, elle a publié sur son site Web²⁸ de nombreux rapports, documents et outils (ex. : FGCW, 2017a; 2017b; 2018; 2018b; 2019a; 2019b; 2019c). L'une de ses fonctions principales est d'évaluer si les différentes instances publiques visées intègrent les principes de cette loi, et de formuler des recommandations ou de proposer différents outils pour faciliter les changements souhaités. À titre d'exemple, la Future Generations Commissioner for Wales a jugé inacceptable un projet d'autoroute de 1,4 milliard de livres dans la Ville de Newport, puisqu'il ne respectait pas les objectifs de bien-être liés à l'environnement. Le gouvernement a finalement abandonné le projet. Cette évaluation a également contribué à la réécriture de la Planning Policy Wales (Welsh Government, 2021c) afin qu'elle épouse les principes de la loi (McKinley, 2019). Tous les cinq ans, la Future Generations Commissioner for Wales doit également produire un rapport sur le bien-être pour les générations futures. Le premier a été publié en 2020, quatre ans après l'entrée en vigueur de la loi, et est présenté en trois versions (voir FGCW, 2020a; 2020b; 2020c). Ce rapport contient plusieurs analyses critiques liées aux enjeux d'implantation et souligne des initiatives variées et inspirantes aux niveaux local, régional, national ainsi qu'à l'international.

4.3.4 LA MISE SUR PIED D'OUTILS, DE GUIDES, DE POLITIQUES, D'ÉQUIPES OU DE RESSOURCES CONSACRÉS AU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS LIÉES À L'IMPLANTATION DE L'APPROCHE DE BIEN-ÊTRE

De nombreux outils ont été développés pour faciliter le travail des fonctionnaires et autres parties prenantes en lien avec les approches pangouvernementales de bien-être étudiées. Ces outils sont entre autres liés à la formulation d'objectifs, au choix d'indicateurs, à la planification, aux demandes de financement, à la rédaction de rapports, etc. Par exemple, le Conseil du Trésor de la Nouvelle-Zélande a développé un outil pour effectuer des analyses de coût-efficacité en fonction des indicateurs de bien-être du pays, le CBAX Tool (The Treasury, 2020). Cet outil aide à estimer les impacts sur le bien-être des diverses actions menées sur un horizon de 50 ans et encourage ainsi les différents acteurs à être solidaires envers les générations futures. Un autre outil créé par le ministère du Développement social de la Nouvelle-Zélande (le Child Impact Assessment Tool) évalue l'impact des politiques sur le bien-être des enfants et des adolescents (Ministry of Social Development of New Zealand, 2018, cité dans Durand et Exton, 2019).

En Finlande, de nombreux outils ont été développés pour faciliter la participation de tous (secteur public, entreprises, municipalités, société civile, individus) à l'implantation du 2030 Agenda. Parmi

²⁷ Pour Cost-benefit Analysis (CBA) Tool, ou outil pour l'analyse coût-avantage. Cet outil consiste en un fichier Excel qui intègre une base de données de mesures d'impact (The Treasury, 2020).

²⁸ Voir : <https://www.futuregenerations.wales/>.

ceux-ci : le Green Deals, un outil qui fait la promotion de l'économie circulaire (réduction du gaspillage, réutilisation des matériaux, recyclage, etc.) et de la mitigation des changements climatiques; et le Society's Commitment to Sustainable Development, un outil lancé en 2013 qui inclut huit objectifs de bien-être et une vision à long terme du développement durable (Finnish Government, 2020). De plus, le Society's Commitment to Sustainable Development consiste à la fois en une stratégie, un cadre de référence de bien-être et un instrument de politique concret pour l'implantation du 2030 Agenda (Berg *et al.*, 2019). Avec cet outil, les acteurs sont appelés à déclarer officiellement leurs engagements. Pour être retenus, ceux-ci doivent être innovants, reposer sur des objectifs mesurables et respecter les principes de développement durable²⁹ (Finnish Government, s. d.). Les citoyens finlandais peuvent aussi utiliser l'outil Sustainable Lifestyles afin de s'engager dans des choix de vie plus soutenables, par exemple en calculant leur empreinte de carbone personnelle³⁰ (Finnish Government, 2020).

L'Écosse a aussi mis en place des outils pour promouvoir le bien-être global. En voici deux : le Scottish Government's Sustainable Procurement Tools, qui vise à guider l'approvisionnement dans une perspective de développement durable; et un outil de priorisation stratégique des achats et de la planification des produits selon une logique d'économie circulaire en contexte de sortie de crise provoquée par la pandémie de COVID-19 (Scottish Government, 2021b). La section 4.4 du présent rapport présente quelques-uns des outils additionnels développés par des acteurs de la santé publique en Écosse.

Quant au pays de Galles, il a aussi développé plusieurs outils et stratégies visant à faciliter l'intégration des principes de la *WFG Act* et la rédaction des rapports ministériels exigés. Entre autres, l'Assemblée du pays de Galles a développé une boîte à outils, la *Planning Policy Wales* (Welsh Government, 2021c), qui aide les parties prenantes à évaluer comment les développements envisagés sont susceptibles de contribuer au bien-être économique, social, environnemental et culturel du pays de Galles. La *Planning Policy Wales* constitue un guide pour l'élaboration des politiques afin qu'elles soient cohérentes et intégrées, dans l'intérêt fondamental du public, et qu'elles mobilisent les bonnes personnes. Le but consiste à maximiser les contributions des acteurs aux objectifs de bien-être du pays. Le National Social Value Taskforce Wales (2021) a aussi produit le *National Social Value Measurement Framework For Wales*, un guide en trois parties visant à soutenir les organisations publiques et privées dans l'évaluation de leur contribution à la *WFG Act*, en termes de retombées tant financières que sociales (ex. : création d'emplois pour des personnes qui ont longtemps été au chômage). Plusieurs plans stratégiques ont aussi été élaborés en lien avec la *WFG Act*, dont le *Future Wales : The National Plan 2040*, qui vise l'ensemble des sept buts de bien-être du pays à tous les paliers gouvernementaux (Welsh Government, 2021f). D'autres plans stratégiques plus ciblés ont également été rédigés pour contrer la solitude et l'isolement social et promouvoir la santé mentale, tels que *Connected communities : A strategy for tackling loneliness and social isolation and building stronger social connections* (Welsh Government, 2020b). Un autre exemple de stratégie est *A healthier Wales : Long term plan for health and social care* (Welsh Government, 2021d), qui propose une vision d'ensemble du système de santé et de services sociaux axée sur la promotion de la santé et la prévention des maladies.

²⁹ Tous les engagements qui ont été pris sont disponibles en ligne : https://sitoumus2050.fi/en_US/toimenpidesitoumukset#/?commitmentType=33553&category=organizations.

³⁰ La firme qui s'occupe d'implantation de cet outil, le Finnish Innovation Fund Sitra, et le bureau de la première ministre en Finlande sont prêts à appuyer des législations qui aimeraient adapter cet outil à leur contexte national : https://sitoumus2050.fi/en_US/lifestyles#/%20.

4.3.5 LES CONSULTATIONS AUPRÈS DE DIFFÉRENTS EXPERTS ET CITOYENS ET LES COMMISSIONS INDÉPENDANTES

Comme mécanismes d'implantation et d'évaluation, ces approches de bien-être comptent aussi sur diverses ressources externes au gouvernement (comités ou panels d'experts, commissions, groupes de citoyens incluant de jeunes citoyens) pour guider les choix politiques en matière de bien-être. À titre d'exemple, le gouvernement gallois a consulté plusieurs acteurs sur les choix des jalons de progrès en matière de bien-être social, économique, environnemental et culturel au pays (Welsh Government, 2019c). La Finlande semble se démarquer avec de nombreux recours à des processus démocratiques incorporés aux cycles politiques. Par exemple, la mise à jour régulière des indicateurs nationaux qui est prévue par le National Follow-up Network, un groupe d'experts présidé par la première ministre (et composé de représentants des ministères, de Statistics Finland et d'autres partenaires, dont certains provenant d'institutions de recherche). Ce groupe doit entre autres publier un texte interprétatif qui compare les résultats de la Finlande à ceux attendus au pays ainsi qu'à ceux d'autres pays. De plus, un panel de citoyens composé de 500 bénévoles est appelé à commenter les textes interprétatifs produits en classant les résultats dans un tableau disponible en ligne. Le classement se base sur les développements récents et l'état de situation eu égard au développement durable (sur une échelle allant de bon à mauvais), permettant ainsi de faire une moyenne des évaluations réalisées par les membres du panel (Finnish Government, 2020). Toujours en Finlande, la National Commission on Sustainable Development organise un événement annuel afin de susciter des échanges sur l'état de la situation et les projections liées au développement durable (Finnish Government, 2020). Enfin, le gouvernement finlandais s'est engagé à mettre sur pied des commissions indépendantes tous les quatre ans, en temps opportun selon le cycle électoral, afin d'évaluer les politiques publiques et le progrès du pays en matière de développement durable (Finnish Government, 2020).

4.3.6 DES CAMPAGNES DE SENSIBILISATION ET DE COMMUNICATION AUPRÈS DE LA POPULATION

Afin d'assurer le succès d'implantation de ces approches auprès d'un large public, les pays étudiés ont entrepris, à des degrés variables, des campagnes de communication et de sensibilisation destinées au grand public. Cette promotion prend entre autres la forme de communications courtes rédigées dans un langage vulgarisé. Par exemple, au pays de Galles, les informations sur le Future Generations Framework sont disponibles dans une documentation simple et infographique (ex. : Cynnal Cymru-Sustain Wales, 2015; Welsh Government, 2021b; 2016a). Certains documents sont spécifiquement destinés aux jeunes (ex. : Welsh Government, 2017c). En Finlande, le gouvernement a mené une campagne de sensibilisation auprès des acteurs de la société civile et du privé. Il souhaitait mettre de l'avant l'importance du développement durable et d'un changement de paradigme économique vers une économie de bien-être circulaire. Il a notamment utilisé des écrans publicitaires dans les services de transport en commun et fait de la promotion dans les médias sociaux (Finnish Government, 2020).

4.4 Contributions des acteurs de la santé publique liées à l'implantation et au suivi des approches de bien-être

Selon les documents consultés, les acteurs de la santé publique contribuent par leurs actions à l'atteinte des objectifs de bien-être des gouvernements centraux. Ces acteurs sont, entre autres, le Finnish Institute for Health and Welfare³¹ en Finlande; Public Health Scotland en Écosse; Public

³¹ Parfois aussi appelé National Institute for Health and Welfare.

Health Wales au pays de Galles; et le ministère de la Santé de la Nouvelle-Zélande (qui a des mandats de santé publique). Ces contributions sont décrites ci-dessous.

4.4.1 RÔLES LIÉS À L'IMPLANTATION DE LA DÉMARCHE DE BIEN-ÊTRE ET À L'ATTEINTE DES OBJECTIFS DE BIEN-ÊTRE DU PAYS

Les acteurs de la santé publique jouent des rôles cruciaux dans l'implantation des approches de bien-être, tout particulièrement de leadership, de coordination et de soutien pour les différentes parties prenantes. Il est à noter que nous avons recensé beaucoup plus de documents de la santé publique du pays de Galles que des autres juridictions étudiées (voir l'encadré 6). Cela ne signifie toutefois pas que les acteurs de la santé publique des autres pays n'ont pas contribué à l'implantation des approches dans leur juridiction. À cet égard, le ministère de la Santé de la Nouvelle-Zélande (qui a des mandats de santé publique) a joué un rôle de leadership et de coordination dans la mise en œuvre des plans d'action reliés aux priorités de bien-être, entre autres ceux touchant aux services en santé mentale, en dépendance et aux services de santé de première ligne (Ministry of Health New Zealand, 2020).

Encadré 6. Participation de la santé publique du pays de Galles à l'implantation de la *WFG Act*

Public Health Wales a des obligations en vertu de la *WFG Act* au pays de Galles, soit de collaborer à l'élaboration des plans régionaux de bien-être et de contribuer à l'élaboration d'objectifs de bien-être, entre autres comme membre des Public Services Boards (PSB) régionaux (Welsh Government, 2015a). Public Health Wales a également participé aux consultations publiques réalisées avant l'entrée en vigueur de la loi (Messham et Sheard, 2020) et a par la suite participé à plusieurs projets en concertation avec d'autres acteurs (FGCW, 2019a). Il importe aussi de souligner que la *WFG Act* au pays de Galles est associée de près à une initiative de *Santé dans toutes les politiques* et vient ainsi renforcer les mandats de santé publique portant sur les déterminants de la santé (WHOROE, 2017). Public Health Wales a aussi mis sur pied une équipe, la Health and Sustainability Hub, dont le mandat consiste à appuyer l'implantation de *WFG Act* (Hands *et al.*, 2019). De plus, la Health Impact Assessment Support Unit du WHO Collaborating Centre on Investment for Health and Well-being Directorate, affiliée à Public Health Wales, a été créée pour renforcer les capacités reliées aux évaluations d'impact sur la santé des politiques publiques en lien avec la *WFG Act* (Green *et al.*, 2021). Ce groupe fournit des avis, des recommandations et de la formation afin de guider les décisions politiques (Green *et al.*, 2021).

Selon la Future Generations Commissioner for Wales (2020), ayant trait à la *WFG Act*, Public Health Wales s'est démarquée par ses activités et ses actions de planification, d'élaboration de stratégies et de prises de décision ainsi que par sa direction stratégique et ses façons de communiquer et de démontrer les progrès réalisés (FGCW, 2019a). Public Health Wales a fait preuve de leadership en intégrant les principes de la *WFG Act* dans ses activités, notamment en se fixant des priorités d'action vers l'atteinte des sept buts de bien-être et des cinq façons de travailler (soit la planification à long terme, la prévention des problèmes et de leur aggravation, l'intégration des différents objectifs de bien-être, la collaboration entre les différents acteurs, et l'engagement des personnes de tout âge). Public Health Wales a, entre autres, meublé ses bureaux avec du matériel de seconde main et a travaillé en collaboration avec les communautés locales dans le cadre de divers projets de promotion de la santé (FGCW, 2019a).

4.4.2 PUBLICATIONS DE DONNÉES ÉPIDÉMIOLOGIQUES, DE RAPPORTS D'ENQUÊTES, D'OUTILS, DE STRATÉGIES D'INTERVENTION

Dans le cadre de leur mandat, les acteurs de la santé publique fournissent, par l'entremise de diverses publications, des connaissances et des données sur les indicateurs de bien-être (ex. : espérance de vie, taux de mortalité et de morbidité, inégalités selon le sexe, groupes ethniques, classes socioéconomiques, etc.). Leurs publications facilitent l'appropriation de l'approche de bien-être, permettent de guider les décisions et d'évaluer les impacts des actions et politiques. En outre, le Finish Institute for Health and Welfare est l'une des 23 instances finlandaises qui doivent fournir des données pour alimenter la base de données nationale sur les indicateurs de développement durable (Finnish Government, 2020).

Plusieurs autres documents produits par les acteurs de la santé publique aident à mesurer le chemin parcouru en matière de bien-être et à suivre les tendances. Puisque l'un des objectifs des approches de bien-être est de tendre vers l'égalité des chances et la justice sociale en matière de bien-être, rapporter les données sur les indicateurs de façon désagrégée est particulièrement important. C'est ainsi une préoccupation de Public Health Scotland, qui publie des données selon les National Health and Wellbeing Outcomes (Scottish Government, 2015) et les indicateurs du National Performance Framework pour identifier des inégalités sociales et des particularités liées à certains groupes (Public Health Scotland, 2021d). De la même façon, le rapport sur la morbidité du Finish Institute for Health and Welfare permet de dresser un portrait de l'état de santé et des inégalités de santé au sein de la population et de faire des comparaisons avec d'autres juridictions (Finnish Government, 2020). Le tableau 2 présente quelques-unes des nombreuses publications réalisées par les acteurs de la santé publique au pays de Galles.

Tableau 2 Exemples de publications d'acteurs de la santé publique liées à la loi *Wellbeing of Future Generations*

<p>Études et états des connaissances relatifs aux indicateurs et aux objectifs de bien-être</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>Making a difference: Investing in sustainable health and well-being for the people of Wales. Supporting evidence</i> (Public Health Wales, 2016). Ce document consiste en un état des connaissances sur différentes mesures efficaces, entre autres, liées à la prévention des maladies, à la réduction d'inégalités de santé, à la promotion d'une économie durable et d'une société prospère ainsi qu'à la promotion du bien-être des générations présentes et futures. ▪ <i>Research into the potential impact of future trends on existing inequalities in Wales</i> (FGCW, 2021b, janvier). Il s'agit d'une étude démarrée en 2021 portant sur les tendances pour le futur en matière d'indicateurs de bien-être susceptibles d'affecter la santé et de réduire les inégalités de santé, en considérant tout particulièrement le contexte de pandémie de COVID-19. Cette étude de santé publique est menée en collaboration avec la Future Generations Commissioner for Wales. ▪ <i>A basic income to improve population health and well-being in Wales?</i> (Jones, 2021). Ce document de Public Health Wales décrit les résultats d'une étude sur les impacts d'un revenu minimal garanti sur la santé et le bien-être et vise à guider les choix politiques.
<p>Outils de mise en application, stratégies et recommandations liés à la loi <i>Wellbeing of Future Generations</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>Public Health Outcomes Framework</i> (Public Health Wales, 2019). Ce cadre de référence présente les résultats les plus importants pour la santé publique liés aux 46 indicateurs de bien-être et à leurs jalons. Il vise à guider les actions dans le but de protéger la santé et de favoriser le bien-être. Ce cadre est régulièrement mis à jour, ainsi que les outils et les documents qui y sont associés (ex. : guides d'usage et cartes d'indicateurs), qui sont employés par divers acteurs (ex. : du gouvernement, des services publics, des communautés). ▪ <i>Three horizons: A toolkit to help you think and plan for the long-term</i> (Future Generations Commissioner for Wales et Public Health Wales, 2019). Il s'agit d'une « boîte à outils » d'aide à la prise de décision à longue échéance. ▪ <i>Futures for Wales</i> Graham <i>et al.</i>, 2018). Ce rapport comporte 14 recommandations pour les différentes instances visées par la <i>WFG Act</i> afin qu'elles prennent davantage en considération l'avenir lors d'activités de planification. ▪ <i>Planning and Enabling Healthy Environments. Incorporating a template for planning policy</i> (Public Health Wales, 2021). Ce document porte sur les liens entre l'environnement, la santé et les inégalités sociales. Il présente des plans et des politiques publiques pouvant impacter la santé et le bien-être des individus, des communautés et de l'environnement. ▪ <i>How to make the case for sustainable investment in well-being and health equity: A practical guide</i> (Dyakova <i>et al.</i>, 2019). Ce guide est présenté sous forme de modules interactifs en vue de l'implantation de la <i>WFG Act</i> à l'échelle nationale. Il vient avec un guide de plaidoyer pour l'équité en matière de santé et de bien-être à l'échelle internationale.

4.4.3 RÔLE-CONSEIL, RÔLE DE PLAIDOYER ET POUVOIR D'INFLUENCE VISANT À FAVORISER LE SUCCÈS DES PROJETS DE PROMOTION DE LA SANTÉ ET DU BIEN-ÊTRE

En tant qu'experts en santé des populations et en prévention en matière de santé, différents acteurs de la santé publique contribuent à la mise en œuvre de ces approches pangouvernementales. Ils le font en conseillant les décideurs (du gouvernement et des agences gouvernementales et parapubliques), en faisant des plaidoyers et en tentant d'influencer leurs choix. Ils participent ainsi à des groupes de travail et partagent leurs connaissances et expertises dans le but d'élaborer des projets et des politiques publiques plus favorables à la santé et au bien-être des populations. Entre autres, Public Health Wales fait partie du comité d'experts qui conseille la Future Generations Commissioner for Wales, en plus d'être membre des PSB régionaux. Public Health Wales fournit ainsi des connaissances qui influencent les décisions liées à la lutte contre les inégalités de santé ainsi qu'à la prévention en matière de santé et de bien-être (ex. : pour prévenir la grossesse adolescente ou les expériences négatives de l'enfance) (Cynnal Cymru-Sustain Wales, 2015). Quant à Public Health Scotland (2021), il presse le gouvernement écossais d'agir sur les inégalités

croissantes en santé et a participé avec le NHS Health Scotland au National Taskforce for Human Rights Leadership, responsable d'émettre des recommandations reliées aux droits de la personne en Écosse (Public Health Scotland, 2021b).

Enfin, des acteurs de la santé publique participent aux discussions, aux débats et aux échanges d'idées sur les approches de bien-être par le biais de textes d'opinion (ex. : articles, éditoriaux, commentaires, blogues) ou de communications orales (ex. : conférences, webinaires). Le Finnish Institute for Health and Welfare publie notamment sur son site Web différents articles critiques sur le concept d'économie du bien-être (ex. : Vaalavuo, 2019; Linnosmaa, 2019; Moisio, 2021).

4.5 Difficultés liées à l'implantation des approches de bien-être

Les documents consultés rapportent plusieurs défis d'implantation reliés à ces approches. Les principales difficultés sont présentées ici.

4.5.1 UNE IMPLANTATION PARTIELLE, SUPERFICIELLE ET TROP LENTE DE L'APPROCHE

Les écrits consultés rapportent que l'implantation de ces approches se réalise de façon partielle, superficielle et trop lente, ce qui pose des problèmes de cohérence au sein des différentes politiques publiques. Même en Finlande, pourtant à la tête de tous les pays en ce qui concerne l'atteinte des ODD (Finnish Government, 2021a), plusieurs résultats sont jugés insatisfaisants, dont ceux liés à la consommation et à la production de biens, aux actions sur le climat et sur la biodiversité, ainsi qu'en ce qui a trait à l'obésité et à l'équité entre les genres (Finnish Government, 2021a). De même, en Écosse, malgré l'adoption du National Performance Framework pour guider les choix politiques, une commission indépendante (Trebek et Baker, 2020) soulève la persistance de problèmes tels que la pauvreté infantile et les hauts taux de suicide.

Plusieurs éléments peuvent expliquer cette intégration trop lente et partielle. Souvent, les arrimages entre les différentes politiques et lois de ces pays ne sont pas suffisamment efficaces pour assurer une intégration optimale des approches de bien-être. Par exemple, au pays de Galles, différentes instances sont tenues d'intégrer les principes de développement durable sans devoir rendre des comptes vis-à-vis de l'atteinte des objectifs de bien-être. Aussi, certains fonctionnaires gallois appliquent l'approche préconisée de bien-être simplement comme s'il s'agissait d'« une autre chose à faire », alors qu'ils font peu de lien entre les objectifs de bien-être nationaux et leur travail au quotidien (Welsh Parliament Public Account Committee, 2020). Différents rapports gallois officiels estiment que l'intégration des cinq façons de travailler selon le principe de développement durable est très partielle au sein du fonctionnement de l'appareil gouvernemental et d'autres instances. Tous ces constats liés à l'approche de bien-être galloise indiquent qu'à ce rythme, les cibles ne seront vraisemblablement pas atteintes (ex. : pour les changements climatiques ou pour la réduction de la pauvreté) (FGCW, 2020a; Audit Wales, 2020).

On note aussi, en Écosse et au pays de Galles, une trop faible intégration des objectifs de bien-être aux processus budgétaires. Ainsi, même si en Écosse le budget est lié à la loi *Equality Act 2010*, qui stipule qu'un rapport portant sur les enjeux d'équité doit accompagner le budget, ce dernier n'est produit qu'après la rédaction du budget, ce qui le rend inefficace pour influencer les décisions budgétaires (Trebek et Baker, 2020).

Selon Anne-Marie Conlong de l'Unité de performance du gouvernement écossais (citée dans Durand, 2018), en Écosse, l'adoption du National Performance Framework a transformé positivement la culture, le leadership et les méthodes de travail au sein de l'appareil gouvernemental et de ses

agences. Toutefois, l'intégration du National Performance Framework est inégale selon les différents secteurs et ministères gouvernementaux et entre les différents paliers gouvernementaux (Scottish Government, 2021b). Par exemple, le National Performance Framework est très peu utilisé au sein des ministères de la Santé et de l'Éducation (Wallace, 2019). Quant à la Finlande, alors que le 2030 Agenda est utilisé comme un cadre de référence pour plusieurs stratégies et politiques publiques, seuls quelques ministères l'utilisent concrètement. La cohérence d'ensemble du 2030 Agenda demeure donc un défi important tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle européenne et internationale (Finnish Government, 2020). De plus, malgré l'engagement des Finlandais envers les ODD, selon Berg et ses collaborateurs (2019), les changements se font lentement en raison d'une compartimentation des problèmes, d'un manque de vision claire et partagée quant aux changements souhaités ainsi que de l'absence de plan d'ensemble permettant d'atteindre les ODD.

4.5.2 UNE MAUVAISE COMPRÉHENSION ET UNE SIMPLIFICATION DES BUTS ET DES OBJECTIFS DE BIEN-ÊTRE

Souvent, il semble n'y avoir qu'une compréhension partielle des objectifs de bien-être dans l'administration publique. Cela est souligné, notamment, à propos de l'implantation de la *WFG Act* au pays de Galles (Hands et al., 2019) ou encore à propos du National Performance Framework en Écosse. Comme le mentionnent Durand et Exton (2019), dix ans après l'introduction du National Performance Framework en Écosse, les fonctionnaires ont toujours de la difficulté à intégrer ce cadre de référence à leurs décisions. Ce problème est complexe. Il est attribuable en partie à l'insuffisance de ressources allouées à la mise en œuvre de l'approche (ex. : à la formation du personnel sur les nouvelles façons d'élaborer les politiques publiques). Aussi, le manque de compréhension des buts peut conduire au désengagement des individus envers ces initiatives de bien-être (Welsh Parliament Public Account Committee, 2020). Au pays de Galles, on note aussi des défis liés à la formulation de messages clés simples qui permettraient aux acteurs concernés de saisir la *WFG Act* dans ses multiples composantes (WHOROE, 2017). En l'occurrence, plusieurs publications gouvernementales s'appuient sur une définition restreinte des buts nationaux de bien-être, et plusieurs stratégies et politiques ne seraient pas arrimées à la *WFG Act* (FGCW, 2017).

Pour illustrer concrètement la simplification des buts, plusieurs instances publiques visées par la *WFG Act* mentionnent avoir intégré le but « un pays de Galles prospère » par des projets visant l'éducation, l'emploi, la pauvreté ou le PIB. Toutefois, comme le souligne la Future Generations Commissioner for Wales, ces instances omettent très souvent des dimensions importantes de ce but. En effet, il ne s'agit pas que de créer des « emplois », mais d'avoir des « emplois décents ». Il ne s'agit pas que de stimuler « l'économie », mais de stimuler « l'économie locale », de procéder à des approvisionnements « équitables et locaux », etc. (FGCW, 2020c). Selon des rapports officiels, ces applications partielles font en sorte qu'on assiste souvent à des changements « sur papier », plutôt qu'à des changements réels (FGCW, 2020a; Wales Audit, 2020). Ces lacunes complexifient et compliquent la mise en œuvre de l'approche de bien-être au sein des différents ministères gallois (FGCW, 2020a).

4.5.3 LA DIFFICULTÉ D'AGIR EN PRÉVENTION ET DE PLANIFIER À LONG TERME

Selon Wallace (2019), même si le National Performance Framework en Écosse permet aux membres de l'appareil gouvernemental de partager une vision commune et un langage commun, il n'est pas clair que ce cadre de référence offre une vision permettant de réels changements pour l'avenir de l'Écosse. Parmi les difficultés soulevées, on note celles de pouvoir planifier à long terme sur plusieurs années au-delà des cycles électoraux et de penser aux générations futures (WHOROE, 2017). Berg et ses collaborateurs (2019) ciblent notamment des conflits d'intérêts des différents acteurs (ex. : gains immédiats et profits commerciaux versus gains à long terme pour la société, l'environnement ou les droits de la personne). Selon un rapport de la Future Generations Commissioner for Wales, la vision à

court terme et l'attirance pour des gains immédiats freinent les projets à long terme, comme celui de légiférer pour renforcer les mesures de prévention. Aussi, certaines demandes de reddition de comptes provenant du gouvernement renvoient toujours à une vision à court terme, empêchant ainsi de planifier à long terme (FGCW, 2020c).

4.5.4 DES POLITIQUES PUBLIQUES OU DES STRATÉGIES QUI ENTRENT EN COMPÉTITION AVEC L'APPROCHE DE BIEN-ÊTRE

Parmi les difficultés soulevées liées à l'implantation de ces approches pangouvernementales de bien-être, on note un problème de cohérence de l'ensemble des politiques publiques, alors que certaines sont même contradictoires ou entrent en compétition les unes avec les autres (FGCW, 2020a; Finnish Government, 2020; Rae *et al.*, 2019). Par exemple, en Finlande, le fait d'avoir deux cadres de référence liés au développement durable a semé la confusion chez les différents acteurs (Berg *et al.*, 2019; Finnish Government, 2020). Plusieurs d'entre eux n'ont ainsi recours qu'au 2030 Agenda et ne tiendraient pas compte du cadre de référence Society's Commitment to Sustainable Development – The Finland we want 2050, qui a pourtant été lancé en 2015, avant le 2030 Agenda. Le Society's Commitment est désormais surtout présenté comme un des principaux outils d'implantation du 2030 Agenda (Finnish Government, 2020). En Écosse, plusieurs cadres de référence, logiques d'action, et même le budget, entrent en compétition avec le National Performance Framework (Trebeck et Baker, 2020). Pour sa part, la Future Generations Commissioner for Wales est d'avis que le gouvernement gallois persiste à introduire de nouvelles politiques, législations, évaluations qui ne tiennent pas compte de la *WFG Act*, ce qui complique l'intégration de l'approche de bien-être au sein des activités des différents acteurs (FGCW, 2020a).

Un autre exemple de contradiction : on continue de mettre sur pied de nouveaux conseils locaux au pays de Galles plutôt que de solliciter la participation des PSB créés en vertu de la loi (FGCW, 2020). Entre autres, le gouvernement gallois propose de passer un Social Partnership Bill pour accroître l'équité. Ce projet suscite plusieurs questions concernant les arrimages avec la *WFG Act*, qui ne semblent pas suffisamment clairs (Welsh Government, 2020a). Cette compétition des lois et des stratégies peut engendrer de la confusion, de la frustration, des dédoublements de tâches (ex. : liées aux redditions de comptes) et des demandes conflictuelles faites aux différents paliers gouvernementaux et aux autres acteurs visés par la loi (FGCW, 2020). Ces problèmes, selon la Future Generations Commissioner for Wales, sont reliés à un manque d'intégration des différents objectifs de bien-être, à la difficulté de faire des liens entre les différents contextes et enjeux, et à des logiques de financement qui font fi de la *WFG Act* (FGCW, 2019a).

Enfin, certains objectifs de bien-être peuvent aussi entrer en compétition les uns avec les autres et nécessitent aussi une volonté politique d'aller à l'encontre de choix plus populaires. Par exemple, miser sur la préservation de l'environnement (ex. : la décarbonation) a généralement peu d'impacts positifs immédiats sur le bien-être des individus. Ainsi, certains objectifs viennent avec des coûts et des sacrifices pour la population que les décideurs ne semblent pas prêts à imposer.

4.5.5 DES DIFFICULTÉS POUR LES PAYS AYANT SUBI LA DÉVOLUTION DE LEURS POUVOIRS DE MODIFIER LES PROCESSUS BUDGÉTAIRES EN LIEN AVEC LES APPROCHES DE BIEN-ÊTRE

À l'instar de la Nouvelle-Zélande, l'Écosse et le pays de Galles ont amorcé des travaux afin de lier leur budget national à leur cadre de référence de bien-être. Cependant, leur statut de pays ayant subi la dévolution de leurs pouvoirs, qui s'apparente à certains égards au statut des provinces et des territoires au Canada, limite leur capacité à s'autogouverner et à procéder à des réformes souhaitées. Par exemple, la Future Generations Commissioner for Wales a recommandé à maintes reprises depuis 2017 que le gouvernement gallois adopte un modèle de budget bien-être (FGCW, 2020a;

2020d; 2021a). Toutefois alors que le gouvernement gallois s'est doté d'un plan pour étudier cette possibilité (Welsh Government, 2019b), il déplore que les transferts du Royaume-Uni et les conditions associées ne permettent pas le financement multiannée, ni d'autres réformes permettant de mieux planifier à long terme (Welsh Parliament Public Account Committee, 2020; 2021). Quant à l'Écosse, elle ne possède pas le pouvoir d'ajuster le panier de taxes jugé inadéquat ou les impôts des sociétés. Le gouvernement écossais estime avoir un pouvoir limité pour réaliser des emprunts et des ententes fiscales nécessaires à une réforme budgétaire et déplore n'avoir que peu de contrôle sur l'immigration, alors qu'elle est particulièrement importante pour constituer la main-d'œuvre du pays (Scottish Government, 2021c).

4.5.6 LE DÉFI DE CHOISIR LES INDICATEURS POUR MESURER DIFFÉRENTES DIMENSIONS DU BIEN-ÊTRE ET D'OBTENIR LES DONNÉES POUR ORIENTER LES DÉCISIONS ET MESURER LE SUCCÈS ET LE PROGRÈS

Il reste beaucoup à faire pour qu'il soit possible de mesurer, par l'entremise d'indicateurs précis, l'apport des politiques publiques sur le progrès de la société. Plusieurs difficultés font en sorte que les données sur les indicateurs de bien-être complémentaires au PIB ne sont pas nécessairement disponibles pour éclairer les décisions des dirigeants politiques dans ces pays. Un rapport du Wales Centre for Public Policy (Smith, 2021) soulève le manque de capacités pour analyser les enjeux touchant aux inégalités, ce qui compromet l'atteinte de l'un des sept buts de bien-être du pays, soit « un pays de Galles plus juste ». Des problèmes similaires sont aussi rapportés en Écosse, alors qu'il est difficile d'obtenir des données désagrégées en fonction du sexe (Rae *et al.*, 2019). Une commission nationale en Finlande conclut également que l'usage systématique d'indicateurs est insuffisant et fragmenté entre les secteurs et met en cause le trop grand nombre d'indicateurs qui ne sont pas clairement reliés aux cibles nationales (Berg *et al.*, 2019). De plus, en Finlande, même si les indicateurs de développement durable liés aux aspects environnementaux ont été relativement bien intégrés aux politiques publiques, cela semble moins vrai pour les indicateurs liés aux aspects sociaux (Finnish Government, 2020). Entre autres, la collecte de données en fonction de l'appartenance à un groupe minoritaire (p. ex. : selon la couleur de peau, le groupe ethnique, le statut autochtone, un handicap) est rarement acceptée en Finlande pour des raisons éthiques, ce qui ne permet pas d'obtenir des données désagrégées permettant de suivre certains indicateurs sociaux, dont les inégalités sociales (Finnish Government, 2020). En Nouvelle-Zélande, les indicateurs autres qu'individuels sont moins pris en compte (ex. : la famille, le capital culturel, les perspectives autochtones et les entreprises économiques) (Delziel, 2019b). Le gouvernement reconnaît qu'il n'intègre pas suffisamment la vision du bien-être des Maoris et des peuples des îles du Pacifique. En effet, bien que le cadre statistique He Arotahi Tatauranga de Statistics New Zealand inclue quatre domaines spécifiques aux Maoris, dont : *wairua* (la spiritualité), *tikanga* (les coutumes et pratiques des Maoris), *te reo Māori* (la langue maorie) et *whanaungatanga* (les liens sociaux) (Dalziel, 2019), ces domaines ne sont pas encore bien intégrés à la dernière itération du Living Standard Framework (The Treasury, 2021). Toutefois, Statistics New Zealand mène des travaux pour remédier à ce problème, et des changements sont attendus vers la fin 2021 (Government of New Zealand, 2019).

Choisir les bons indicateurs demeure aussi un défi. La poursuite des recherches dans ce champ est ainsi essentielle. Par exemple, au pays de Galles, une étude du Newcastle City Council (Social Finance, 2016) a démontré que, pour les jeunes, l'indicateur qui prédit le mieux le risque de se retrouver à la fois sans emploi et non inscrit un programme d'études ou de formation n'est pas l'absence « d'un diplôme d'études secondaires ». Le meilleur indicateur serait plutôt « d'avoir consulté au moins six fois des services sociaux », lequel est associé chez les jeunes, à un taux trois fois supérieur à la moyenne de « n'être ni sur le marché du travail ni aux études ou en formation » (FGCW, 2020c; Social Finance, 2016).

4.5.7 UN DÉSÉQUILIBRE ENTRE LE TEMPS PASSÉ À LA COLLECTE DES DONNÉES SUR LES INDICATEURS DE BIEN-ÊTRE ET LES ACTIONS CONCRÈTES POSÉES

Les cadres de référence comportent plusieurs indicateurs (de 45 indicateurs en Finlande à 81 en Écosse). Ils servent de guides de gouvernance globale de l'État, tout particulièrement pour l'établissement de feuilles de route afin d'atteindre les objectifs de bien-être fixés et de planifier en vue du futur tout en considérant la complexité et l'interrelation des différents enjeux. Or, un risque soulevé est que les efforts pour compiler et analyser les données se fassent au détriment d'actions à entreprendre (Durand et Exton, 2019). Ce problème a d'ailleurs été rapporté en lien avec la mobilisation d'un outil d'évaluation des coûts-bénéfice des politiques publiques en Nouvelle-Zélande (le CBAX) (The Treasury, 2020), développé pour son Wellbeing Budget (Durand et Exton, 2019).

4.5.8 UN DÉSÉQUILIBRE RELATIF CONCERNANT LE PARTAGE DE POUVOIRS ET DE RESPONSABILITÉS ENTRE LE GOUVERNEMENT CENTRAL, LES AUTRES PALIERS GOUVERNEMENTAUX ET D'AUTRES ACTEURS

Les approches de bien-être étudiées, bien qu'elles visent en principe la participation de différents acteurs, sont vues comme étant essentiellement descendantes (*top-down*), entre autres en Écosse et au pays de Galles (Audit Wales, 2020; Wallace, 2019). Selon Wallace (2019), il n'y a aucune preuve que l'approche écossaise de bien-être contribue à une participation accrue de différents groupes aux processus démocratiques. Au pays de Galles, les objectifs de bien-être seraient choisis par un nombre trop restreint d'acteurs. En effet, différents acteurs pourtant censés être impliqués en vertu de la *WFG Act* ne prennent pas part de façon significative aux processus décisionnels (FGCW, 2019; Audit Wales, 2020). Toujours en Nouvelle-Zélande, on soulève un problème de partage inégal des responsabilités entre les différents paliers gouvernementaux (Delziel, 2019a; McKinlay 2019). On estime que l'approche centralisée ne saurait suffisamment rendre compte des contextes, des préférences et des priorités des individus, des familles, du *whānau* (un groupe de familles reconnu comme étant l'unité fondamentale de la société maorie) et des communautés de la Nouvelle-Zélande. Qui plus est, cette centralisation raviverait des tensions déjà existantes en Nouvelle-Zélande entre le gouvernement central et les gouvernements locaux, puisque ces derniers assument très peu de responsabilités reliées au développement, à l'identification ou à l'administration d'importants services (McKinlay, 2019).

4.6 Éléments pouvant favoriser l'implantation d'une approche de bien-être

Les documents consultés ont permis également de relever des pistes pour favoriser l'implantation et le succès des approches de bien-être mises de l'avant par les gouvernements centraux étudiés. Quoiqu'elle soit incomplète, voici une liste de solutions pour favoriser une meilleure implantation de ces approches.

4.6.1 APPORTER UN SOUTIEN POUR FAVORISER LE CHANGEMENT DE CULTURE

Les changements de culture et de façon de travailler ensemble nécessitent beaucoup d'efforts de la part de différents secteurs de l'appareil gouvernemental et constituent l'un des principaux défis liés à l'intégration de ces approches. Comme le soulignent Exton et Shinwell (2018), « dans la plupart des cas, ces initiatives datent d'il y a seulement quelques années. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'il sera essentiel d'apporter un soutien aux instances afin d'assurer la pérennité de ces mécanismes au fil du temps, mais aussi pour les accompagner au cours des différents cycles politiques » (p. 5). Pour induire un changement de culture, les objectifs doivent aussi être bien compris, d'où l'importance d'y consacrer les ressources nécessaires et de miser sur le renforcement des capacités (FGCW, 2019a; Welsh Parliament Public Account Committee, 2020; 2021). Berg et ses collaborateurs (2019) recommandent, entre autres, que la Finlande s'appuie sur des théories du changement et qu'elle

s'allie avec différents acteurs pour constituer une feuille de route vers les changements souhaités. Il s'agit aussi de former les acteurs sur la nouvelle culture de travail et sur l'intégration holistique des différentes cibles nationales de bien-être, qui sont par ailleurs trop souvent vues comme étant séparées, voire en compétition les unes avec les autres (Hands *et al.*, 2019). Il est ainsi nécessaire de développer des outils et du matériel d'information afin que les différents acteurs de l'appareil gouvernemental, paragouvernemental ou du secteur privé intègrent davantage l'approche de bien-être dans tout ce qu'ils font (Durand et Exton, 2019, p. 159). Par exemple, au pays de Galles, l'un des principaux programmes de la Future Generations Commissioner for Wales est la série de documents *The Art of the Possible – Simple Changes* qui suggère différentes étapes concrètes aux instances publiques, incluant 80 propositions de « changements simples »³², afin qu'elles puissent mieux contribuer aux objectifs de bien-être du pays de Galles (FGCW, 2018b). Plusieurs autres exemples de renforcement des capacités peuvent être soulignés, certains venant des acteurs de la santé publique.

Le recours à divers instruments de politiques peut aussi inciter au changement. Entre autres, selon Durand et Exton (2019), les approches qui s'appuient sur des législations peuvent bénéficier d'une certaine pérennité, puisque les futurs gouvernements ne pourront facilement modifier ou abroger les lois. D'ailleurs, les quatre approches étudiées sont reliées à des législations qui ont pour but de rendre diverses autorités et instances responsables de leurs décisions et de leurs actions (consulter les annexes 4, 5, 6, 7 pour plus de détails). Aussi, puisqu'une législation ne peut être votée sans être débattue au parlement, elle peut potentiellement conduire à davantage de débats, de discussions et de consensus autour du projet en question (Durand et Exton, 2019).

4.6.2 ASSURER UN LEADERSHIP DE LA PART DU GOUVERNEMENT CENTRAL POUR FAVORISER L'INTÉGRATION DES APPROCHES DE BIEN-ÊTRE PANGOUVERNEMENTALES

Durand et Exton (2019) croient que le gouvernement central doit faire preuve de leadership afin d'encourager les différents paliers gouvernementaux, les agences gouvernementales et les autres partenaires, tels que le secteur privé, à adopter l'approche de bien-être proposée. Il s'agit entre autres de prêcher par l'exemple, comme le suggère une commission finlandaise qui recommande que le gouvernement place des objectifs de bien-être au cœur de toutes les activités (Berg *et al.*, 2019). Les différentes parties prenantes doivent aussi faire preuve de leadership pour orienter leurs actions en vue du développement durable et s'assurer que d'autres visées politiques, telles que le profit, ne le supplantent pas (Berg *et al.*, 2019). Cette commission recommande aussi que les politiques étrangères soient davantage axées sur le développement durable et global, dans le but de ne laisser personne pour compte.

Concernant la difficulté des institutions à planifier en tenant compte des générations à venir, le gouvernement gallois a demandé à Public Health Wales et NSH Trust UK d'émettre des recommandations, ce qui a donné lieu au rapport *Futures for Wales* (Graham *et al.*, 2018). Ce rapport propose 14 principales recommandations aux organisations publiques, entre autres de mieux tenir compte du futur lors d'activités de planification en misant sur l'accroissement des capacités et des compétences, en investissant dans des outils et méthodes pour l'avenir, et en favorisant la contribution des citoyens et des parties prenantes. En ce qui concerne plus spécifiquement la santé, ce rapport recommande : de miser sur les diagnostics précoces de santé; d'agir en prévention; d'adopter l'approche de Santé dans toutes les politiques; de réaliser davantage d'évaluations d'impact sur la santé; de s'assurer de standards liés aux pratiques professionnelles par des

³² Pour en apprendre davantage sur ces changements simples : <https://www.futuregenerations.wales/simple-changes/>.

attestations de compétence et par la formation sur le principe de développement durable (Graham *et al.*, 2018).

4.6.3 INTÉGRER DAVANTAGE LES OBJECTIFS DE BIEN-ÊTRE AUX PROCESSUS POLITIQUES, DONT LES PROCESSUS BUDGÉTAIRES

Plusieurs auteurs suggèrent aux gouvernements d'intégrer davantage leurs objectifs de bien-être à leurs processus politiques et budgétaires en s'inspirant de la Nouvelle-Zélande (Finnish Government, 2020; Trebeck et Baker, 2020). Une commission recommande ainsi que l'Écosse arrime ses processus budgétaires aux objectifs du National Performance Framework et aux cibles de la *Child Poverty Act* (Trebeck et Baker, 2020). L'un des avantages perçus d'un budget bien-être par la Future Generations Commissioner for Wales est de pouvoir planifier les changements souhaités à long terme. Cette dernière souligne toutefois de nombreux défis au pays de Galles, tels que les politiques d'austérité, l'instabilité politique (sortie de l'Union européenne) ou des crises comme celle de la COVID-19 (FGCW, 2020b). Des budgets multiannées comme ceux instaurés en Nouvelle-Zélande peuvent aussi constituer un moyen d'encourager le financement de projets à long terme (FGCW, 2020b). Enfin, il reste encore beaucoup à faire pour intégrer les objectifs de bien-être aux processus et aux cycles politiques dans leur ensemble. Comme le souligne le gouvernement finlandais dans son rapport lié au 2030 Agenda :

Il reste de nombreux défis à relever pour que toutes les phases du cycle politique soient interreliées de façon systématique : la planification des politiques devrait guider la préparation du budget et la reddition de comptes, et les rapports devraient clairement indiquer le succès du gouvernement relié à l'allocation de ressources dans des domaines politiques qui font la promotion du développement durable de la manière souhaitée (Finnish Government, 2020, p. 9).

4.6.4 ENCOURAGER LA PARTICIPATION ACTIVE DES COMMUNAUTÉS ET DES GOUVERNEMENTS LOCAUX

Puisque la notion de bien-être peut différer d'une communauté à l'autre, des auteurs soulignent l'importance d'une approche de bien-être qui émerge de la base (*bottom-up*) et qui favorise les initiatives locales afin de saisir les contextes différents ainsi que les préférences et priorités des gens, du *whānau* et des communautés de la Nouvelle-Zélande en matière de bien-être (McKinlay, 2019). Plusieurs cas de mobilisation communautaire au pays de Galles pourraient être cités. Par exemple, le Monmouthshire Council a développé une stratégie pour l'approvisionnement qui cible les achats locaux, la création d'emplois et qui contribue à plusieurs buts de bien-être nationaux, dont la résilience, la prospérité, la responsabilité globale et des communautés à forte cohésion sociale (FGCW, 2019a).

Concernant la critique d'une approche trop centralisée en Nouvelle-Zélande, le ministre des gouvernements locaux néozélandais a proposé un mode de cogouvernance et de dialogue en continu avec les communautés et les citoyens (McKinlay, 2019). De plus, le gouvernement néozélandais a abrogé en 2020 la *State Sector Act 1988* afin que le secteur public se centre davantage sur les citoyens et travaille davantage en intersectorialité (Government of New Zealand, 2020c). En Nouvelle-Zélande, une commission de la Te Kawa Mataaho Public Service (2021) recommande aussi au gouvernement néozélandais de renforcer les pouvoirs des régions et des gouvernements locaux afin de mieux promouvoir le bien-être au sein des communautés en contexte de pandémie de COVID-19. Aussi, un rapport du Conseil du Trésor et du ministre du Développement des Maoris (Te Puni Kōkiri et The Treasury, 2019) recommande de s'inspirer des connaissances et de la vision des Maoris pour promouvoir le bien-être transgénérationnel dans l'ensemble des politiques néozélandaises et pour contrer les inégalités liées au bien-être chez les peuples autochtones (ex. : plus faible capital de bien-être, accès inéquitable aux ressources et aux outils pour promouvoir

leur bien-être). Aussi, Statistics New Zealand travaille à incorporer des indicateurs qui reflètent davantage une conceptualisation du bien-être qui est collective et centrée sur le *whānau*, en partenariat avec les directions stratégiques du traité de Waitangi³³ (Te Puni Kōkiri et The Treasury, 2019).

4.6.5 NOMMER UNE INSTANCE QUI SE PORTE GARANTE DE L'INITIATIVE DE BIEN-ÊTRE ET MISER SUR LA CONTRIBUTION DE DIFFÉRENTES INSTANCES

Divers moyens permettent d'assurer l'implantation des changements requis. On peut par exemple penser à mettre à contribution différents acteurs à nommer une instance qui agit comme une gardienne de l'approche, incitant de cette façon le gouvernement et les autres parties prenantes à rendre des comptes. Ainsi, en Écosse, une commission indépendante du Children Scotland, Cattanach et Carnegie UK (Trebeck et Baker, 2020) recommande de mettre sur pied un bureau indépendant responsable du suivi des décisions liées au bien-être des enfants, en s'inspirant du mandat confié à la Future Generations Commissioner for Wales. Comme il a déjà été mentionné, la commissaire a un rôle unique de gardienne du bien-être des générations futures et, surtout, elle doit s'assurer du respect et de l'application de la loi.

Miser sur la contribution de divers acteurs permet aussi d'améliorer l'intégration de la démarche de bien-être. Entre autres, afin que les décisions soient guidées par des données récentes, ces dernières doivent être connues, reconnues et disponibles (Finnish Government, 2020). Une façon de limiter le temps passé à compiler les données est de compter sur des données d'indicateurs collectées par différents organismes gouvernementaux ou non gouvernementaux. À cet égard, en Finlande, 22 instances sont mises à contribution pour fournir les chiffres en vue du 2030 Agenda. Différents acteurs peuvent aussi contribuer à l'évaluation des approches. Ainsi, l'Audit General Wales a des mandats spécifiques, dont celui d'évaluer la performance des différentes parties prenantes quant à l'atteinte des objectifs de bien-être du pays et de faire des recommandations s'y rattachant. Une commission nationale en Finlande recommande de renforcer les groupes qui ont des mandats d'évaluation et de conseil, comme le panel d'experts en Finlande, et d'avoir recours à ces groupes pour appuyer la démarche de bien-être du pays (Berg *et al.*, 2019).

4.6.6 DÉTERMINER LES BONNES PRATIQUES ET LES LEÇONS APPRISSES

Puisque les approches étudiées sont toutes récentes, il importe de prendre en considération les étapes à venir, comme le font d'ailleurs les gouvernements des pays étudiés. Comme le souligne aussi Kate Forbes, secrétaire du cabinet des Finances de l'Écosse : « L'Écosse, en mettant le bien-être au cœur de tout ce que nous faisons, s'est engagée sur un chemin, et nous avons encore une route significative à parcourir » (Forbes, 2020, paragraphe 5). Aussi, selon le ministre des Finances de la Nouvelle-Zélande, le Wellbeing Budget marque une première étape d'un long parcours vers l'intégration de préoccupations de bien-être aux politiques publiques et vers des résultats concrets liés aux cibles de bien-être, par exemple en ce qui a trait à la pauvreté infantile ou aux changements climatiques (Government of New Zealand, 2019a; Robson, 2020).

³³ Le traité de Waitangi de 1975 fait en sorte que les politiques néozélandaises reconnaissent formellement les peuples autochtones. Il repose sur quatre principes : 1) le partenariat ou le fait de travailler ensemble avec les autres *iwi* (tribus), *hapū* (sous-tribus et groupes d'appartenance), *whānau* (groupes de famille) et communautés maories; 2) la participation des Maoris à toutes les étapes de la prise de décision, de la planification, du développement et de la dispensation des services; la protection des Maoris, entre autres pour qu'ils reçoivent les mêmes avantages que les non-Maoris; et 4) la préservation de la culture maorie, incluant ses concepts, ses valeurs et ses pratiques (Ferdinand *et al.*, 2020).

D'ailleurs, toutes ces approches des gouvernements centraux reposent largement sur des buts qui sont fixés à long terme et pour lesquels il est nécessaire de mesurer le chemin parcouru. Ainsi, pour mieux planifier pour l'avenir, la *WFG Act* exige que le gouvernement établisse des jalons mesurables à l'aide des indicateurs de bien-être, et ce, d'ici 2050. Pour mieux planifier la suite, il importe de pouvoir souligner les bons coups tout comme les aspects à améliorer. Cet examen peut se faire en analysant les processus, en réalisant des évaluations multiples et en mettant à contribution des acteurs variés, notamment des acteurs du gouvernement, de la société civile et du secteur privé (Wellbeing Economy Alliance, 2020).

5 Conclusion

Largement descriptive, cette analyse comparative de quatre approches de bien-être de gouvernements centraux, soit les gouvernements de l'Écosse, de la Finlande, de la Nouvelle-Zélande et du pays de Galles, s'appuie principalement sur des documents provenant d'organismes gouvernementaux, non gouvernementaux ainsi que d'organismes internationaux. Sans que ce travail fournisse des preuves de l'efficacité des approches de bien-être étudiées à accroître le bien-être global au sein de ces pays, il rend compte des intentions exprimées par ces gouvernements et par différentes parties prenantes, qui se sont engagés à concevoir le progrès et l'économie autrement. Avec l'adoption d'une approche de bien-être et d'un cadre de référence avec les indicateurs s'y rattachant, les gouvernements se dotent d'instruments de politique pour l'ensemble de l'appareil gouvernemental. L'une des stratégies consiste à utiliser des indicateurs de bien-être « au-delà du PIB » afin d'orienter les choix politiques vers ce qui importe le plus pour les gens et les communautés, soit le bien-être, cela sans compromettre celui des générations à venir et de la planète.

Face à la crise sanitaire provoquée par la pandémie de COVID-19 qui a révélé des failles dans nos sociétés, à l'accroissement des inégalités sociales et à la multiplication des urgences environnementales, les gouvernements au Canada pourraient vouloir s'inspirer de ces modèles pour « rebâtir en mieux » et améliorer le bien-être des personnes et des communautés. L'étude de ces expériences a permis de dégager des similitudes et des contrastes entre ces différentes approches. Parmi les principales similitudes, on peut noter qu'elles sont pangouvernementales et qu'elles reposent sur un cadre de référence de bien-être. Aussi, pour toutes ces approches, le bien-être réfère à de multiples dimensions, indicateurs, et priorités politiques et sociétaux, tels que le développement humain, économique et social, qui touchent à plusieurs aspects, dont la santé, l'équité et la culture. Elles se fondent sur davantage que la croissance matérielle mesurée par le PIB, lequel ne peut rendre compte du bien-être ni des inégalités parmi les personnes (Fioramonti *et al.*, 2022). Ces approches incluent tout de même des objectifs de prospérité économique comme la création d'emplois, le soutien à l'innovation technologique et sociale et la stimulation de différents secteurs de l'économie, qui sont des déterminants du bien-être des individus. Les dépenses (ex. : en éducation, en santé, en culture) sont vues comme des investissements dans le bien-être global qui permettront également de réduire les passifs fiscaux du futur. Quant à la prospérité, elle s'inspire d'une vision d'un avenir désiré par de nombreuses personnes et passe nécessairement par des engagements envers le développement humain, le bien-être des individus, mais aussi envers l'environnement, comme la décarbonation et l'utilisation d'énergie verte (Welsh Government, 2019d).

Ces approches sont aussi liées à des engagements de solidarité envers les autres pays et à des préoccupations mondiales, compte tenu des problèmes majeurs qui dépassent leurs frontières. On peut penser aux problèmes relatifs aux changements climatiques, à la perte de la biodiversité ou à la pandémie de COVID-19. La Finlande, l'Écosse, le pays de Galles et la Nouvelle-Zélande forment d'ailleurs, avec l'Islande, le Wellbeing Economy Governments Partnership (WEGo), leur permettant d'échanger sur les politiques publiques associées à l'économie du bien-être les plus susceptibles de provoquer les changements souhaités. Parmi les contrastes, on retrouve différents niveaux d'intégration des objectifs de bien-être aux processus de budgétisation. La Nouvelle-Zélande se démarque avec son Wellbeing Budget. L'approche néozélandaise est décrite comme étant plus centralisée, alors que la Finlande et le pays de Galles comptent davantage sur la participation de nombreux acteurs. Ainsi, en Finlande, plusieurs processus démocratiques sont incorporés aux cycles politiques. Par ailleurs, les régimes politiques diffèrent selon ces pays. En particulier, l'Écosse et le pays de Galles, aux pouvoirs dévolus, voient certains projets limités, dont l'instauration de budgets bien-être, puisqu'ils doivent compter sur les transferts du Royaume-Uni.

Également à souligner est la contribution importante des acteurs de la santé publique à la mise en œuvre des approches pangouvernementales de bien-être. D'abord, ces approches récentes, bien qu'elles aient fait l'objet de peu d'évaluations, apparaissent prometteuses pour la santé et le bien-être global des sociétés, puisqu'elles s'appuient en principe sur des indicateurs concrets de bien-être, lesquels découlent de connaissances scientifiques et de données probantes. Les acteurs de la santé publique auront un rôle à jouer dans le choix et le développement d'indicateurs futurs de bien-être. Aussi, le concept de bien-être, quoiqu'il soit peu défini, est présenté comme étant multidimensionnel. Il englobe ainsi plusieurs déterminants de la santé au sein d'approches qui misent sur la prévention et la planification à long terme tout en tablant sur le potentiel des individus et des communautés. Ces principes sont au cœur de la promotion de la santé (Organisation mondiale de la Santé, 1986), tout comme des préoccupations de la santé publique. De plus, les approches étudiées tablent sur les actions intersectorielles et la collaboration de multiples acteurs, des principes qui guident les actions de santé publique reliées à la promotion de la santé et à la réduction des inégalités de santé (Green, 2021b).

Ainsi, lors de l'adoption d'une approche de bien-être par un gouvernement central, les acteurs de la santé publique sont appelés à jouer des rôles cruciaux pour en assurer l'implantation et le suivi, notamment en fournissant des connaissances, de l'expertise, des données épidémiologiques, des activités de formation, des plaidoyers ainsi qu'un regard critique sur les processus et les résultats. Entre autres, selon Green et ses collaborateurs (2021b), l'approche de Santé dans toutes les politiques peut soutenir une approche pangouvernementale de bien-être, puisqu'elle mise également sur une responsabilité partagée de gouvernance pour la santé entre de multiples acteurs et secteurs. L'approche de Santé dans toutes les politiques (WHO et Ministry of Social Affairs and Health Finland 2014; 2014a; 2014b) fait d'ailleurs partie intégrante de la mise en application de la *WFG Act* au pays de Galles. Il serait toutefois utile de chercher à mieux comprendre comment ces approches de bien-être peuvent faciliter certaines initiatives de santé publique.

Ce travail soulève aussi plusieurs défis d'implantation. En effet, ces approches de bien-être s'inscrivent dans un changement de paradigme relativement à la façon de mesurer le progrès d'une société et à la gouvernance pangouvernementale qu'elles impliquent. Elles nécessitent des changements importants eu égard à la gouvernance et à la culture des administrations publiques, lesquels prennent du temps. Aussi, la vision du bien-être mise de l'avant par ces différentes approches n'est pas nécessairement celle de l'ensemble de la population, d'où l'importance de compter sur la participation de différents acteurs.

L'un des défis d'intégration d'une approche de bien-être au sein d'un gouvernement central tel que le gouvernement fédéral du Canada ou les gouvernements des provinces et des territoires est de tenir compte des besoins et des aspirations des différentes communautés qui le composent. Ce souci a d'ailleurs été exprimé en lien avec les besoins et les aspirations des Premières Nations, des Inuits et des Métis (British Columbia Assembly of First Nations, 2020; Morisson, 2021; Panelli et Tipa, 2007). Les cadres de référence étudiés sont d'ailleurs sujets à subir plusieurs modifications en cours de route, avec l'apport de multiples acteurs, experts et communautés qui auront été consultés. À cet égard, les Maoris et des peuples des îles du Pacifique en Nouvelle-Zélande estiment que leur vision holistique et communautaire du bien-être n'est pas bien représentée dans le projet néozélandais. En conséquence, des changements sont attendus pour la prochaine itération du cadre de référence de bien-être du pays (Government of New Zealand, 2019; Te Puni Kōkiri et The Treasury, 2019).

Plusieurs pistes sont aussi énumérées dans ce rapport en vue d'une meilleure intégration des changements souhaités au sein des activités des gouvernements centraux et des parties prenantes. Elles incluent la formation et le renforcement des capacités, la mise à disposition d'outils, des politiques et des législations, l'allocation de ressources ou encore le recours à des groupes ou à un gardien de l'approche (ex. : Future Generations Commissioner for Wales). Un autre élément clé de ces approches de bien-être est de miser sur la participation de nombreux acteurs, dont des communautés, afin que les choix politiques reflètent les aspirations, les besoins et les réalités d'une diversité d'individus et de collectifs.

6 Références

- All Policies for a Healthy Europe. (2021). *Achieving an economy of well-being in Europe going beyond GDP in the post-COVID era*. <https://healthyeurope.eu/wp-content/uploads/2021-Economy-Policy-Paper.pdf>
- Audit Wales. (2020). *So, what's different? Findings from the Auditor General's sustainable development principle examinations*. https://www.audit.wales/sites/default/files/Well-being-of-Future-Generations-report-eng_11.pdf
- Aussilloux, V., Charrié, J., Jeanneney, M., Marguerit, D. et Ploux-Chillès, A. (2015). Au-delà du PIB : un tableau de bord pour la France. France Stratégie, *Note d'analyse*, juin, 32, 1-8. <https://www.strategie.gouv.fr/publications/dela-pib-un-tableau-de-bord-france>
- Bache, I. et Scott, K. (2018). Wellbeing in politics and policies. Dans Ian Bache et Karen Scott (dir.): *The politics of wellbeing, theory, policy and practice* (p. 1-22). Palvrage Macmillan.
- Berg, A., Lähteenoja, S., Ylönen, M., Korhonen-Kurki, K., Linko T., Lonkila K-M., Lyytimäki, J., Salmivaara, A., Salo, H., Schönach, P. et Suutarinen, I. (2019). *PATH2030 – An evaluation of Finland's sustainable development policy*. Finnish Government. <https://www.demoshelsinki.fi/wp-content/uploads/2019/05/path2030--an-evaluation-of-finlands-sustainable-development-policy.pdf>
- Blériot, J. (2021, 22 avril). *Plotting the course for a circular economy transition*. The OCDE Forum Network. <https://www.oecd-forum.org/posts/plotting-the-course-for-a-circular-economy-transition>
- Bloomfield, A. (2019). What does a wellbeing budget mean for health and health care? *The Milbank Quarterly*, 97. <https://www.milbank.org/quarterly/articles/what-does-a-wellbeing-budget-mean-for-health-and-health-care/>
- Boarini, R. et Mira d'Ercole, M. (2013). Going beyond GDP: An OECD perspective. *Fiscal Studies*, 34(3), 289-314. <https://doi.org/10.1111/j.1475-5890.2013.12007.x>.
- Büchs, M., Baltruszewicz, M., Bohnenberger, K., Busch, J., Dyke, J., Elf, P., Fanning, A., Fritz, M., Garvey, A., Hardt, L., Hofferberth, E., Ivanova, D., Janoo, A., O'Neill, D., Guillen- Royo, M., Sahakian, M., Steinberger, J., Trebeck, K. et Corlet Walker, C. (2020). *Wellbeing economics for the COVID-19 recovery: Ten principles to build back better*. Wellbeing Economy Alliance. https://weall.org/wp-content/uploads/2020/05/Wellbeing_Economics_for_the_COVID-19_recovery_10Principles.pdf
- Carnegie Trust. (2011). *More than GDP: Measuring what matters*. www.carnegieuktrust.org.uk/publications/more-than-gdp-measuring-what-matters/
- Centre régional d'information des Nations Unies. (2021, 20 février). *La COVID-19, un accélérateur des inégalités sociales*. <https://unric.org/fr/la-covid-19-un-accelereur-des-inegalites-sociales/>
- City of Victoria (2021, 23 avril). *Le budget de 2021 soutient le bien-être et la reprise économique*. <https://www.victoria.ca/EN/meta/news/news-archives/2021-news/budget-2021-supports-well-being-and-economic-recovery.html>
- Commission des communautés européennes. (2009). *Le PIB et au-delà. Mesurer le progrès dans un monde en mutation*. <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52009DC0433&from=FR>

- Cylus, J. et Smith, P. C. (2020). The economy of wellbeing: What is it and what are the implications for health? *British Medical Journal*, 369(M1874). <https://doi.org/10.1136/bmj.m1874>
- Cynnal Cymru-Sustain Wales. (2015). *The Wales we want report: A report on behalf of future generations*. Cynnal Cymru – Sustain Wales. <https://www.sustainablewales.org.uk/project-wales-we-want>
- Dalziel, P. (2019). Wellbeing economics in public policy: A distinctive Australasian contribution? *The Economic and Labour Relations Review*, 30(4), 478–497.
- Dalziel, P., Saunders, C. et Savage, C. (2019). *Culture, wellbeing, and the living. Standards framework: A perspective*. Ministry for Culture and Heritage and the Treasury. <https://www.treasury.govt.nz/system/files/2019-06/dp19-02-culture-wellbeing-lsf.pdf>
- Davies, H. (2016). The Well-being of Future Generations (Wales) Act 2015: Duties or aspirations. *Environmental Law Review*, 18(1), 41-56. Davies, H. (2017). The Well-being of Future Generations (Wales) Act 2015 – A step change in the legal protection of the interests of future generations? *Journal of Environmental Law*, 29, 165–175. <https://doi.org/10.1093/jel/eqx003>
- Durand, M. (2018). Countries' experiences with well-being and happiness metrics. Dans The Global Happiness Council (dir.), *Global happiness policy report 2018* (p. 200–245). Sustainable Development Solutions Network. <https://www.happinesscouncil.org/report/2018/>
- Durand, M. et Exton, C. (2019). Adopting a well-being approach in central government: Policy mechanisms and practical tools. Dans The Global Council for Happiness and Wellbeing (dir.), *Global happiness and well-being policy report 2019*, (p. 140-162). Sustainable Development Solutions Network. <https://www.happinesscouncil.org/report/2019/>
- Dyakova, M., Ashton, K., Stielke, A. et Bellis, M. A. (2019). *How to make the case for sustainable investment in well-being and health equity: A practical guide*. Policy and International Health Directorate, a World Health Organization Collaborating Centre on Investment for Health and Well-being, Public Health Wales. <https://phw.nhs.wales/services-and-teams/policy-and-international-health-who-collaborating-centre-on-investment-for-health-well-being/publications-and-resources-bucket/how-to-make-the-case-for-sustainable-investment-in-well-being-summary/>
- Exton, C. et Shinwell, M. (2018). Policy use of well-being metrics: Describing countries' experiences. *OECD Statistics Working Papers* 2018/07. <https://dx.doi.org/10.1787/d98eb8ed-en>
- Ferdinand, A., Lambert, M., Trad, L. Leo Pedrana, L., Yin Paradies, Y. et Kelaher, M. (2020). Indigenous engagement in health: Lessons from Brazil, Chile, Australia and New Zealand. *International Journal of Equity and Health*, 19, 47, 1-13. <https://doi.org/10.1186/s12939-020-1149-1>
- Fleischer, L. (2020). *Three ways a well-being lens can aid COVID-19 recovery*. The Statistics Newsletter For the extended OECD statistical network, 72, Juillet. <https://issuu.com/oecd-stat-newsletter/docs/oecd-stats-newsletter-07-2020/3?e=19272659/79292205>
- Finnish National Commission on Sustainable Development (s. d.) *The Finland we want by 2050*. <https://www.ym.fi/download/noname/%7BFE80DF3A-FEA3-4193-9FC2-F37B84D65CCE%7D/96164>
- Finnish Government. (s. d.). *Society's commitment to sustainable development*. <https://kestavakehitys.fi/en/commitment2050>

- Finnish Government. (2019). *Reporting on policies and measures under article 13 and on projections under article 14 of regulation (EU) 525/2013*. https://tem.fi/documents/1410877/2650422/Finland_Report+for+PAMs+and+Projections_2019.pdf/361902e5-a89c-cfc5-a5da-769f0a1e97d7/Finland_Report+for+PAMs+and+Projections_2019.pdf
- Finnish Government. (2020). *Voluntary national review 2020 Finland. Report on the implementation of the 2030 Agenda for sustainable development*. Publications of the Prime Minister's Office. https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/26261VNR_Report_Finland_2020.pdf
- Finnish Government. (2021a). *Towards the Finland we want by 2050. The state of sustainable development in 2020 in light of indicators and comparative studies*. https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/26264VNR_2020_Annex_2.pdf
- Finnish Government. (2021b, 26 mai). *Government agrees third supplementary budget proposal for 2021*. Ministry of Finance. <https://valtioneuvosto.fi/en/-/10616/government-agrees-third-supplementary-budget-proposal-for-2021>
- Fioramonti, L., Coscieme, L., Costanza, R., Kubiszewski, I., Trebeck, K., Wallis, S., Roberts, D., Mortensen, L. F., Pickett, K. E., Wilkinson, R., Ragnarsdóttir, K. V., McGlade, J., Lovins, H. et Vogli, R. D. (2022). Wellbeing economy: An effective paradigm to mainstream post-growth policies? *Ecological Economics*, 192, 107261. <https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2021.107261>
- Forbes, K. (2020, 14 avril). *Wellbeing at the centre of Scotland's progress*. Carnegie UK Trust. <https://www.carnegieuktrust.org.uk/blog/wellbeing-at-the-centre-of-scotlands-progress/>
- Future Generations Commissioner for Wales [FGCW]. (2017a). *Well-being in Wales: Planning today for a better tomorrow learning from well-being assessments 2017*. https://www.futuregenerations.wales/wp-content/uploads/2017/07/FGCW_Well-being_in_Wales-Planning_today_for_a_better_tomorrow_2017_edit_27082017.pdf
- Future Generations Commissioner for Wales [FGCW]. (2017b). *Advice from the Future Generations Commissioner for Wales: Cardiff PSB*. <https://www.futuregenerations.wales/wp-content/uploads/2019/10/2017-10-02-Advice-from-the-Future-Generations-Commissioner-for-Wales-to-Cardiff-PSB.pdf>
- Future Generations Commissioner for Wales [FGCW]. (2018a). *Well-being in Wales: The journey so far*. <https://www.futuregenerations.wales/wp-content/uploads/2018/11/FGCW-1-year-Report-English.pdf>
- Future Generations Commissioner for Wales [FGCW]. (2018b). *Art of the possible – Simple changes*. <https://www.futuregenerations.wales/wp-content/uploads/2019/02/Simple-Changes-ENG.pdf>
- Future Generations Commissioner for Wales [FGCW]. (2018c). *Advice to Welsh Government on taking account of the Well-being of Future Generations Act in the budget process*. <https://www.futuregenerations.wales/wp-content/uploads/2018/12/2018-11-29-FGCW-Budget-Recommendations-ENG.pdf>
- Future Generations Commissioner for Wales [FGCW]. (2019a). *Progress towards the Well-being of Future Generations Act. Overall findings*. <https://www.futuregenerations.wales/wp-content/uploads/2019/12/FINAL-Progress-towards-the-Well-being-of-Future-Generations-Act.pdf>

- Future Generations Commissioner for Wales [FGCW]. (2019b). *Future generations framework for scrutiny*. <https://www.futuregenerations.wales/wp-content/uploads/2019/01/20190108-Scrutiny-Framework-Draft-eng.pdf>
- Future Generations Commissioner for Wales [FGCW]. (2019c). *Journey to a globally responsible Wales*. <https://www.futuregenerations.wales/wp-content/uploads/2019/10/Global-Responsible-Topic-1.pdf>
- Future Generations Commissioner for Wales [FGCW]. (2020a). *The future generations report 2020. Let's create the future together*. <https://futuregenerations2020.wales/english>
- Future Generations Commissioner for Wales [FGCW]. (2020b). *The future generations report 2020 – Executive summary*. <https://www.futuregenerations.wales/wp-content/uploads/2020/07/FGC-Eng-Exec-Summary.pdf>
- Future Generations Commissioner for Wales [FGCW]. (2020c). *The future generations report 2020: At a glance*. <https://www.futuregenerations.wales/wp-content/uploads/2020/07/At-A-Glance-FG-Report.pdf>
- Future Generations Commissioner for Wales [FGCW]. (2020d). *Manifesto for the future. Recommendations for political parties standing in the 2021 Senedd elections*. <https://www.futuregenerations.wales/wp-content/uploads/2020/10/Manifesto-for-the-Future-FGCW1.pdf>
- Future Generations Commissioner for Wales [FGCW]. (2021a, Janvier). *Future Generations Commissioner for Wales – scrutiny of the Welsh Government draft budget 2021-22 January 2021*. <https://www.futuregenerations.wales/wp-content/uploads/2021/01/FGCW-scrutiny-of-the-Welsh-Government-draft-budget-2021-22.pdf>
- Future Generations Commissioner for Wales [FGCW]. (2021b, Février). *Specification: Research into the potential impact of future trends on existing inequalities*. *Wales Future Generations Newsletter*. <https://www.futuregenerations.wales/news/specification-research-into-the-potential-impact-of-future-trends-on-existing-inequalities-in-wales/>
- Future Generations Commissioner for Wales et Public Health Wales. (2019). *Three horizons: A toolkit to help you think and plan for the long-term*. <https://phw.nhs.wales/news/future-proof-your-planning-with-easy-to-use-tool/three-horizons-toolkit/three-horizons-toolkit/>
- Gouvernement du Canada. (2021). *Approche du gouvernement du Canada sur l'analyse comparative entre les sexes plus*. Dernière modification le 14 avril 2021. <https://femmes-egalite-genres.canada.ca/fr/analyse-comparative-entre-sexes-plus/approche-gouvernement.html>
- Government of New Zealand (2019a). *Budget 2019: The wellbeing budget*. The Treasury. <https://www.treasury.govt.nz/publications/wellbeing-budget/wellbeing-budget-2019>
- Government of New Zealand. (2019b). *The Wellbeing budget 2019. At a glance*. The Treasury. <https://www.treasury.govt.nz/sites/default/files/2019-05/b19-at-a-glance.pdf>
- Government of New Zealand. (2019c). *Summary of initiative in budget 2019*. <https://www.treasury.govt.nz/publications/summary-initiatives-budget-2019-html>
- Government of New Zealand. (2019d). *Our country our future our people. The living standards framework: Dashboard update*. <https://www.treasury.govt.nz/sites/default/files/2019-12/lsf-dashboard-update-dec19.pdf>

- Government of New Zealand. (2019e). *Child and youth wellbeing strategy*. <https://dpmc.govt.nz/our-programmes/child-and-youth-wellbeing-strategy>
- Government of New Zealand. (2019f). *Wellbeing budget to tackle long-term challenges. Pre-budget speech to the Wellington chamber of commerce*. <https://www.beehive.govt.nz/speech/wellbeing-budget-tackle-long-term-challenges>.
- Government of New Zealand. (2019g). *Local Government (Community Well-being) Amendment Act 2019*. (Public Act 2019 No 17). <https://www.legislation.govt.nz/act/public/2019/0017/latest/LMS30972.html>
- Government of New Zealand. (2020). *State Sector Act 1988: Repealed, on 7 August 2020, by section 132(1) of the Public Service Act 2020 (n° 40)*. <https://www.legislation.govt.nz/act/public/1988/0020/latest/whole.html>
- Government of New Zealand. (2021a). *Budget policy statement*. (978-1-99-004501-1). <https://www.treasury.govt.nz/publications/budget-policy-statement/budget-policy-statement-2021>
- Government of New Zealand. (2021b). *Wellbeing budget 2021: Securing our recovery*. <https://www.treasury.govt.nz/publications/wellbeing-budget/wellbeing-budget-2021-securing-our-recovery>
- Graham, J., Azam, S., Woodfine, L., Dyakova, M. et Bellis, M. A. (2018). *Futures for Wales*. Public Health Wales. http://www.wales.nhs.uk/sitesplus/documents/888/PHW_Futures_report_Eng_%28Final%29.pdf
- Green, L., Morgan, L., Azam, S., Evans, L., Parry-Williams, L., Petchey, L. et Bellis, M. A. (2020). *A health impact assessment of the 'staying at home and social distancing policy' in Wales in response to the COVID-19 pandemic*. Executive summary. Public Health Wales NHS Trust. <https://phw.nhs.wales/news/staying-at-home-policy-has-reduced-spread-of-coronavirus-but-has-also-had-other-positive-and-negative-impacts-on-the-well-being-of-welsh-society/a-health-impact-assessment-of-the-staying-at-home-and-social-distancing-policy-in-wales-in-response-to-th/>
- Green, L., Ashton, K., Azam, S., Dyakova, M., Clemens, T. et Bellis, M. A. (2021a). Using health impact assessment (HIA) to understand the wider health and well-being implications of policy decisions: The COVID-19 'staying at home and social distancing policy' in Wales. *BMC Public Health*, 21, 1456. <https://doi.org/10.1186/s12889-021-11480-7>
- Green, L., Ashton, K., Bellis, M.A., Clemens, T. et Douglas, M. (2021b). 'Health in all policies' – A key driver for health and well-being in a post-COVID-19 pandemic world. *International Journal of Environmental Research in Public Health*, 18, 9468. <https://doi.org/10.3390/ijerph18189468>
- Gupta, J., Bavinck, M., Ros-Tonen, M., Asubonteng, K., Bosch, H., van Ewijk, E., Hordijk, M., Van Leynseele, Y., Lopes Cardozo, M., Miedema, E., Pouw, N., Rammelt, C., Scholtens, J., Vegelin, C. et Verrest, H. (2021). COVID-19, poverty and inclusive development. *World Development*, 145, 1055274. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2021.105527>

- Hands, V., Cinpoes, R., Annan-Diab, F., Boaz, A., Hayden, C., Anderson, R., Davies, A., Azam, S., Weatherup, C. et King, W. (2018). *Implementing the sustainable development principle: Lessons from a literature review on implementing the five ways of working*. Public Health Wales. <https://phw.nhs.wales/news/responding-to-the-challenge-of-implementing-sustainable-development-principles-new-report/implementing-the-sustainable-development-principle-executive-summary/>
- Hardoon, D., Hey, N. et Brunetti, S. (2020). *Wellbeing evidence at the heart of policy*. What Works Wellbeing. <https://whatworkswellbeing.org/resources/wellbeing-evidence-at-the-heart-of-policy/>
- Indice canadien du mieux-être. (2016). *Comment les Canadiens se portent-ils véritablement? Le Rapport national de l'ICM 2016*. Indice canadien du mieux-être et Université de Waterloo. <https://uwaterloo.ca/indice-canadien-du-mieux-etre/node/4>
- Jones, A., Morelli, G., Pettigrew, S. et Neal, B. (2021). *Integrating wellbeing into the business of government: The feasibility of innovative legal and policy measures to achieve sustainable development in Australia*. Victorian Health Promotion Foundation by The George Institute for Global Health. <https://www.vichealth.vic.gov.au/media-and-resources/publications/integrating-wellbeing-into-the-business-of-government>
- Jones, A. (2021). *A basic income to improve population health and well-being in Wales?* Public Health Wales NHS Trust. <https://phw.nhs.wales/publications/publications1/a-basic-income-to-improve-population-health-and-well-being-in-wales/>
- Jones, G. (2020). *Measuring the wellbeing for Wales* [webinaire]. FEASTA: The Foundation for the Economics of Sustainability. <https://www.feasta.org/2020/05/20/feasta-and-cef-webinar-on-june-5-beyond-gdp-governance-and-budgeting-for-well-being/>
- Jones, R. (2019). Governing the future and the search for spatial justice: Wales' Well-being of Future Generations Act. *Fennia: International Journal of Geography*, 197(1), 7-23.
- Jones, R. et Ross, A. (2016). National sustainabilities. *Political Geography*, 51, 53–62. <https://doi.org/10.1016/j.polgeo.2015.12.002>
- King, A., Huseynli, G. et MacGibbon, N. (2018). *Wellbeing frameworks for the Treasury*. The Treasury. <https://www.treasury.govt.nz/publications/dp/wellbeing-frameworks-treasury-html>
- Lepenies, P. (2019). Transforming by metrics that matter – Progress, participation, and the national initiatives of fixing well-being indicators. *Historical Social Research / Historische Sozialforschung*, 44(2), 288–312. <https://www.jstor.org/stable/26604908>
- Linnosmaa, I. (2019). *Is expenditure on older people services a form of social investment?* Finnish Institute for Health and Welfare. <https://thl.fi/en/web/social-welfare-and-health-care-reform/finances/optimi-articles-on-health-and-social-economics/is-expenditure-on-older-people-services-a-form-of-social-investment->
- Llena-Nozal, A., Martin, N. et Murtin, F. (2019). *The economy of well-being: Creating opportunities for people's well-being and economic growth*. OECD Statistics Working Papers 2019/02. <https://dx.doi.org/10.1787/498e9bc7-en>
- MacLaren, L. (2022). *Wellbeing budgeting: A critical public health perspective*. National Collaborating Center for Healthy Public Policy. <https://ccnpps-ncchpp.ca/wellbeing-budgeting-a-critical-public-health-perspective-invited-commentary/>

- Marshall, G., Darnton, A., Ellis-Jones, C., Nash, N. C., Poortinga, W., Whitmarsh, L. et Young, E. (2012). *Sustainable development narratives for Wales: A framework for communications*. Climate Outreach. <https://climateoutreach.org/resources/sustainable-development-narratives-for-wales/>
- McKinlay, P. (2019). Approaches to well-being policy and practice: New Zealand initiatives in comparative perspective. *Asia Pacific Journal of Public Administration*, 41(3), 181–186. <https://doi.org/10.1080/23276665.2019.1664709>
- McLeod, K. (2018). *Our people – Multidimensional wellbeing in New Zealand*. New Zealand Government. [Our people – Multidimensional wellbeing in New Zealand \(AP 18/04\) \(treasury.govt.nz\)](https://www.treasury.govt.nz/publications/our-people)
- Messham, E. et Sheard, S. (2020). Taking the long view: The development of the Well-being of Future Generations (Wales) Act. *Health Research Policy and Systems*, 18, 1-12. <https://doi.org/10.1186/s12961-020-0534-y>
- Ministry of Health New Zealand. (2020). *Budget 2019: Mental health, wellbeing and addiction initiatives*. <https://www.health.govt.nz/our-work/mental-health-and-addiction/he-ara-oranga-response/budget-2019-mental-health-wellbeing-and-addiction-initiatives>
- Ministry of Social Affairs and Health et Finland's Presidency of the Council of the European Union. (2019). *Economy of wellbeing in the EU: People's wellbeing fosters economic growth. Factsheet*. https://stm.fi/documents/1271139/14654750/Factsheet_EconomyOfWellbeing.pdf/049beeca-3fa7-6658-e353-f9d2471980d8/Factsheet_EconomyOfWellbeing.pdf
- Ministry of Social Affairs and Health Finland. (s. d.). *Health and wellbeing on agenda in every sector*. https://stm.fi/documents/1271139/5352326/STM_Health_wellbeing_esite_web_UUSI.pdf/d234a78a-31c5-4ca8-9852-bb24ae324953
- Ministry of Social Affairs and Health Finland (2020, 21 décembre). *Finland strengthens economy of wellbeing approach by joining Wellbeing Economy Governments network*. Press Release. Finnish Government. <https://valtioneuvosto.fi/en/-/1271139/finland-strengthens-economy-of-wellbeing-approach-by-joining-wellbeing-economy-governments-network-1>
- Mintrom, M. (2019). New Zealand's wellbeing budget invests in population health. *The Milbank Quarterly*, 97(4), 893-896. <https://www.milbank.org/quarterly/articles/new-zealands-wellbeing-budget-invests-in-population-health/>
- Ministère des Finances du Canada. (2021a). *Budget 2021. Une relance axée sur les emplois, la croissance et la résilience*. Gouvernement du Canada. <https://www.budget.gc.ca/2021/report-rapport/toc-tdm-fr.html>
- Ministère des Finances du Canada. (2021b). *Mesurer ce qui importe : vers une stratégie sur la qualité de vie pour le Canada*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/content/dam/fin/publications/mwmtqlsc-mqivsqvc/mwmtqlsc-mqivsqvc-fr.pdf>
- Moisio, P. (2021) *Attitudinal change to the welfare state: From compensating social risks to creating opportunities*. Finnish Institute for Health and Welfare. <https://thl.fi/en/web/social-welfare-and-health-care-reform/finances/optimi-articles-on-health-and-social-economics/attitudinal-change-to-the-welfare-state-from-compensating-social-risks-to-creating-opportunities>

- Morestin, F., Gauvin, F.-P., Hogue, M.-C. et Benoit, F. (2010). *Méthode de synthèse de connaissances sur les politiques publiques*. Centre de collaboration nationale sur les politiques publiques et la santé. https://www.inspq.qc.ca/sites/default/files/publications/1247_methodesynteseconnpolpubliques.pdf
- Morrison, V. et Lucyk, K. (2021). *Rebâtir en mieux : des budgets bien-être pour une relance post-COVID-19?* Centre de collaboration nationale sur les politiques publiques et la santé. <https://ccnpps.ca/fr/rebatir-en-mieux-des-budgets-bien-etre-pour-une-relance-post-covid-19/>
- National Social Value Taskforce (2020). *The national social value measurement framework for Wales. National TOMs Wales guidance for practitioners – Part 1*. <https://www.iwfm.org.uk/uploads/assets/8c64dd71-ba26-4677-9df4c8eb74f5c735/National-TOMs-FM-Guidance-Part-1-v4.pdf>
- New Economics Foundation. (2014). *Wellbeing in four policy areas*. Report by the All-Party Parliamentary Group on Wellbeing Economics. <https://neweconomics.org/2014/09/wellbeing-four-policy-areas>
- New Zealand Statistics (2021). *Most Kiwis still doing well, but some struggling*. Government of New Zealand. <https://www.stats.govt.nz/news/most-kiwis-still-doing-well-but-some-struggling>
- O'Hagan, A., Laue Christensen, E., Tilley, H. et Nesom, S. (2019). *Tackling inequality through gender budgeting evidence and models*. Wales Center for Public Policy. <https://www.wcpp.org.uk/wp-content/uploads/2019/09/Tackling-Inequality-Through-Gender-Budgeting.pdf>
- Organisation mondiale de la Santé. (1986). *Promotion de la santé. Charte d'Ottawa*. https://www.euro.who.int/_data/assets/pdf_file/0003/129675/Ottawa_Charter_F.pdf
- Organisation de coopération et de développement économiques [OCDE]. (2011). *Comment va la vie? Mesurer le bien-être*. Éditions OCDE. https://www.oecd-ilibrary.org/fr/economics/comment-va-la-vie_9789264121195-fr
- Organisation de coopération et de développement économiques [OCDE]. (2019). *OECD framework for measuring well-being and progress*. <https://www.oecd.org/wise/measuring-well-being-and-progress.htm>
- Organisation de coopération et de développement économiques [OCDE]. (2020a). *Comment va la vie? 2020. Mesurer le bien-être*. Éditions OCDE. https://www.oecd-ilibrary.org/fr/economics/comment-va-la-vie-2020_ab72c502-fr
- Organisation de coopération et de développement économiques [OCDE]. (2020b). *Faire du bien-être des personnes la première des priorités*. <https://www.oecd.org/fr/wise/Faire-du-bien-etre-des-personnes-la-premiere-des-priorites-WISE-mission.pdf>
- Organisation de coopération et de développement économiques [OCDE]. (2020c). *Beyond growth. Towards a new economic approach*. <https://doi.org/10.1787/33a25ba3-en>
- Organisation for economic Co-operation and Development (2018). *Opportunities for all. A framework for policy action on inclusive growth*. Éditions OCDE. <https://www.oecd.org/economy/opportunities-for-all-9789264301665-en.htm>

- Panelli, R. et Tipa, G. (2007). Placing well-being: A Maori case study of cultural and environmental specificity. *EcoHealth*, 4, 445-460. <https://doi.org/10.1007/s10393-007-0133-1>
- Pawson, R. (2006). *Evidence-based Policy – A realist perspective*. Sage Publications.
- Petticrew, M. et Roberts, H. (2006). *Systematic reviews in the social sciences: A practical guide*. Blackwell Publishing.
- Programme des Nations Unies pour le développement. (s. d.). Objectifs de développement durable. <https://www1.undp.org/content/undp/fr/home/sustainable-development-goals.html>
- Public Health Scotland. (2021b). *A huge step forward for the right to health in Scotland*. <https://www.publichealthscotland.scot/news/2021/march/a-huge-step-forward-for-the-right-to-health-in-scotland/>
- Public Health Wales. (2014). *The communicable disease outbreak plan for Wales*. Public Health Wales, Cardiff. <https://phw.nhs.wales/topics/latest-information-on-novel-coronavirus-covid-19/the-communicable-disease-outbreak-plan-for-wales/>
- Public Health Wales Observatory (2016). *Measuring health inequalities. Trends in mortality and life expectancy in Wales*. <http://www.publichealthwalesobservatory.wales.nhs.uk/measuring-inequalities-2016-files>
- Public Health Wales. (2016). *Making a difference: Investing in sustainable health and well-being for the people of Wales. Supporting evidence*. <http://www.wales.nhs.uk/sitesplus/888/page/87106>
- Public Health Wales NHS Trust. (2016b). *Making a difference: Investing in sustainable health and well-being for the people of Wales. Executive summary*. <http://www.wales.nhs.uk/sitesplus/documents/888/PHW%20Making%20a%20difference%20ES%28Web%202%29.pdf>
- Public Health Wales. (2018). *Creating healthier places and spaces for our present and future generations*. <http://www.wales.nhs.uk/sitesplus/documents/888/Creating%20healthier%20places%20spaces.pdf>
- Public Health Wales. (2019). *Making space for nature. Public Health Wales' plan to maintain and enhance biodiversity and promote the resilience of ecosystems*. <https://phw.nhs.wales/topics/health-and-sustainability/making-space-for-nature-the-public-health-wales-biodiversity-plan/>
- Public Health Wales (2021). *Planning and enabling healthy environments incorporating a template for planning policy*. <https://phw.nhs.wales/publications/publications1/planning-and-enabling-healthy-environments-incorporating-a-template-for-planning-policy/>
- Public Health Wales Observatory. (2020). *Our year 2019-2020. Annual quality statement*. <https://phw.nhs.wales/publications/publications1/our-year-2019-2020/>
- Rae, R., Hepburn, E. et Bloss, L. (2019). *Gender equality in Scotland: Policy Coherence and Systems Mapping*. <https://onescotland.org/wp-content/uploads/2020/01/NAGWG-Policy-Systems-Mapping-3rd-Horizons.pdf>

- Rankin, I. (2021, 11 mars). Faring well in Nova Scotia – A re-evaluation of our wealth & health, Saltwire, Halifax. <https://www.saltwire.com/halifax/opinion/local-perspectives/iain-rankin-faring-well-in-nova-scotia-a-re-evaluation-of-our-wealth-health-562404/>
- Raworth, K. (2017). *Doughnut economics: Seven ways to think like a 21st century economist*. Chelsea Green Publishing.
- Robson, S. (2020). The well-being budget. *Stanford Social Innovation Review*, Winter 2020, 18(1), 10-11. https://ssir.org/issue/winter_2020
- Rodd, A. (2019). Politiques publiques et bien-être en Nouvelle-Zélande. *Revue Interventions économiques*, 62, 1-21. <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/6536>
- Sanmartin, C., Schellenberg, G., Kaddatz, J., Mader, Gellatly, G., Clarke, S., Leung, D., Van Rompaey, C., Olson, E. et Heisz, A. (2021). *Moving forward on well-being (quality of life) measures in Canada*. Statistics Canada. Catalogue n° 11F0019M – N° 463. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/en/catalogue/11F0019M2021006>
- Scottish Government. (2015). *National health and wellbeing outcomes. A framework for improving the planning and delivery of integrated health and social care services*. <https://www.gov.scot/publications/national-health-wellbeing-outcomes-framework/>
- Scottish Government. (2017). *Community Empowerment (Scotland) Act: Summary*. <https://www.gov.scot/publications/community-empowerment-scotland-act-summary/>
- Scottish Government. (2019a). *Tackling inequality: Guidance on making budget decisions*. <https://www.gov.scot/publications/improving-peoples-wellbeing-6-key-questions-ask-making-budget-decisions/pages/12/>
- Scottish Government. (2019b, 1^{er} mai). *Wellbeing Economy Governments (WEGo) policy labs: First Minister's speech*. Economic Development Directorate. <https://www.gov.scot/publications/wellbeing-economy-governments-wego-policy-labs/>
- Scottish Government. (2020a). *Towards a robust, resilient wellbeing economy for Scotland: Report on written submissions to the Advisory Group on Economic Recovery*. <https://www.gov.scot/publications/towards-robust-resilient-wellbeing-economy-scotland-report-written-submissions-advisory-group-economic-recovery/>
- Scottish Government. (2020b). *Scotland's wellbeing: The impact of COVID-19*. https://nationalperformance.gov.scot/sites/default/files/documents/NPF_Impact_of_COVID-19_December_2020.pdf
- Scottish Government. (2021a, 4 juillet). *National performance framework*. <https://nationalperformance.gov.scot/>
- Scottish Government. (2021b). *Taking account of climate and circular economy considerations in public procurement: SPPN 1/2021*. <https://www.gov.scot/publications/taking-account-of-climate-and-circular-economy-considerations-in-public-procurement-sppn-1-2021/>
- Scottish Government. (2021c). *Scottish Budget 2021 to 2022*. <https://www.gov.scot/publications/scottish-budget-2021-22/>

- Scott, K. et Masselot, A. (2018). Skivers, strivers and thrivers: The shift for welfare to wellbeing in New Zealand and the United Kingdom. Dans Ian Bache et Karen Scott (dir.), *The politics of wellbeing: Theory, policy and practice* (p. 253-277). Palgrave Macmillan.
- Sen, A. (1993). Capability and well-being. Dans Sen, A. et Nussbaum, M. (dir.), *The quality of life* (p. 30-53). Clarendon Press. <https://doi.org/10.1093/0198287976.003.0003>
- Sen A. (1999) *Development as freedom*. Oxford University Press.
- Sibley, C. G, Liu, J. H. et Khan, S. S. (2008). Who are 'we'? Implicit associations between ethnic and national symbols for Maori and Pakeha in New Zealand. *New Zealand Journal of Psychology* 37(2), 38-49.
<https://link.gale.com/apps/doc/A195580007/AONE?u=anon~db1a02c9&sid=googleScholar&xid=17a6b62a>
- Smith, C. (2018). *Treasury living standards dashboard: Monitoring intergenerational wellbeing*. Kōtātā Insight. <https://www.treasury.govt.nz/publications/commissioned-report/treasury-living-standards-dashboard-monitoring-intergenerational-wellbeing>
- Smith, F. (2021). *The Welsh Government's use of policy tools for mainstreaming equalities*. Wales Centre for Public Policy. <https://www.wcpp.org.uk/wp-content/uploads/2021/06/The-Welsh-Government%E2%80%99s-use-of-policy-tools-for-mainstreaming-equalities.pdf>
- Social Finance. (2016). *New insights into improving outcomes for at-risk youth: The Newcastle experience*.
https://www.socialfinance.org.uk/sites/default/files/publications/insights_1_newcastle.pdf
- Statistics New Zealand (2020, 8 novembre). *Connections to people and place key to Māori wellbeing*.
<https://www.stats.govt.nz/news/connections-to-people-and-place-key-to-maori-wellbeing>
- St-Pierre, L. (2016). *La santé mentale dans le champ de l'évaluation d'impact sur la santé*. Centre de collaboration nationale sur les politiques publiques et la santé.
http://www.ccnpps.ca/docs/2016_EIS-HIA_SanteMentale_FR.pdf
- St-Pierre, L. (2009). *L'approche pangouvernementale pour l'intégration de la santé dans toutes les politiques. Clarification des concepts et portrait d'initiatives gouvernementales*. UIPES.
http://www.ssents.uvsq.fr/IMG/pdf/Approche_pangouvernementale_UIPES_09.pdf
- Stiglitz, J., Sen, A. et Fitoussi J. (2009). *Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social*. https://www.socioeco.org/bdf_fiche-document-55_fr.html
- Stiglitz J., Fitoussi J. et Durand, M. (2018). *Beyond GDP: Measuring what counts for economic and social performance*. Organization for Economic Cooperation and Development.
<https://www.oecd.org/social/beyond-gdp-9789264307292-en.htm>
- Te Puni Kōkiri et The Treasury. (2019). *An Indigenous approach to the living standards framework. The Treasury Discussion Paper 19/01*. Government of New Zealand.
<https://www.treasury.govt.nz/sites/default/files/2019-01/dp19-01.pdf>
- Te Kawa Mataaho Public Service Commission. (2021). *Joined up Government in the regions report back: Strengthening a regional system leadership framework for the public service*. Government of New Zealand. <https://www.publicservice.govt.nz/assets/SSC-Site-Assets/Proactive-Releases/Cabinet-Paper-Joined-up-Government-in-the-Regions-report-back-Strengthening-a-regional-system-leadership-framework-for-the-public-service.pdf>

- The Foundation for the Economics of Sustainability. (2020). *Well-being in Scotland*. <https://www.feasta.org/2020/06/04/well-being-in-scotland/>
- The Treasury. (2018a). *Living standards framework: Introducing the dashboard*. <https://www.treasury.govt.nz/sites/default/files/2018-11/lstf-introducing-dashboard-dec18.pdf>
- The Treasury (2018b). *Our people, our country, our future. Living standards framework: Background and future work*. New Zealand Government. <https://www.treasury.govt.nz/sites/default/files/2018-12/lstf-background-future-work.pdf>
- The Treasury. (2020). *CBAx tool user guidance. Guide for departments and agencies using*. New Zealand Government. <https://www.treasury.govt.nz/sites/default/files/2020-12/cbax-guide-dec20.pdf>
- The Treasury. (2021). *Living standards framework dashboard updated*. New Zealand Government. <https://www.treasury.govt.nz/news-and-events/news/living-standards-framework-dashboard-updated>
- Trebeck, K. et Baker, A. (2020). *Being bold: Building budgets for children's wellbeing interim report: December 2020*. Children in Scotland, Cattanach and the Carnegie UK Trust. <https://childreninscotland.org.uk/wp-content/uploads/2020/12/Childrens-Wellbeing-Budgets-Interim-Report-Dec2020-Gecko-2.2.pdf>
- Vaalavuo, M. (2019). *The EU and the welfare state: On a crash course or stronger together?* Finnish Institute for Health and Welfare. <https://thl.fi/en/web/social-welfare-and-health-care-reform/finances/optimi-articles-on-health-and-social-economics/the-eu-and-the-welfare-state-on-a-crash-course-or-stronger-together->
- Wales Center for Public Policy. (2019). *Sustainable public procurement*. https://www.wcpp.org.uk/wp-content/uploads/2019/03/190301-SPP-final_Eng-1.pdf
- Wales Audit Office. (2010). *Sustainable development and business decision making in the Welsh Assembly Government*. <https://www.webarchive.org.uk/>
- Wales Audit Office. (2018). *Reflecting on year one: How have public bodies responded to the Well-being of Future Generations (Wales) Act 2015?* https://www.audit.wales/sites/default/files/reflecting-on-year-one-2018-english_6.pdf
- Wallace, P. J. et Holman, J. (2019). The state of well-being – A search for meaning in the New Zealand regulatory environment. *New Zealand Journal of Environmental Law*, 23, 1–30. <https://hdl.handle.net/10289/13658>
- Wallace, J. (2019). *Wellbeing and devolution. Reframing the role of government in Scotland, Wales and Northern Ireland. Wellbeing in politics and policy*. Palgrave MacMillan. https://link.springer.com/book/10.1007/978-3-030-02230-3?utm_source=springerlink&utm_medium=referral&utm_campaign=bookpage_about_buyonp_ublisherssite
- Watson, I., MacKenzie, F, Woodfine, L. et Azam S. (2019). *Making a difference. Housing and health: A case for investment. Executif summary*. Public Health Wales. <https://phw.nhs.wales/files/housing-and-health-reports/a-case-for-investment-executive-summary/>

- Wellbeing Economy Alliance. (2021). *Wellbeing economy policy design guide: How to design economic policies that put the wellbeing of people and the planet first*. https://wellbeingeconomy.org/wp-content/uploads/Wellbeing-Economy-Policy-Design-Guide_Mar17_FINAL.pdf
- Welsh Government. (n. d.). *Legislation for sustainable development to secure the long-term well-being of Wales*. <https://gov.wales/sites/default/files/publications/2019-05/sustainable-development-legislation.pdf>
- Welsh Government. (2006). *Government of Wales Act 2006 c. 32*. <https://www.legislation.gov.uk/ukpga/2006/32/enacted>
- Welsh Government. (2009). *One Wales: One planet. The sustainable development scheme of the Welsh Assembly Government*. <https://www.bridgend.gov.uk/media/1505/wd32.pdf>
- Welsh Government. (2015a). *Well-being of Future Generations (Wales) Act 2015 (2015 anaw 2)*. <https://www.futuregenerations.wales/wp-content/uploads/2017/01/WFGAct-English.pdf>
- Welsh Government. (2015b). *SPSF 1: Core guidance. Shared purpose: Shared future statutory guidance on the Well-being of Future Generations (Wales) Act 2015*. <https://gov.wales/sites/default/files/publications/2019-02/spsf-1-core-guidance.PDF>
- Welsh Government. (2015c). *SPSF 2: Individual role (public bodies). Shared purpose: Shared future statutory guidance on the Well-being of Future Generations (Wales) Act 2015.bodies*. <https://gov.wales/sites/default/files/publications/2019-02/spsf-2-individual-role-public-bodies.pdf>
- Welsh Government. (2015d). *SPSF 3: Collective role (public services boards). Shared purpose: Shared future statutory guidance on the Well-being of Future Generations (Wales) Act 2015*. <https://gov.wales/sites/default/files/publications/2019-02/spsf-3-collective-role-public-services-boards.pdf>
- Welsh Government. (2015e). *SPSF 4: Collective role (Community councils). Shared purpose: Shared future. Statutory guidance on the Well-being of Future Generations (Wales) Act 2015*. <https://gov.wales/sites/default/files/publications/2019-02/spsf-4-collective-role-community-councils.pdf>
- Welsh Government. (2016a). *A guide to the Well-being of Future Generations Act*. <https://gov.wales/guide-well-being-future-generations-act-easy-read>
- Welsh Government. (2016b). *How to measure a nation's progress? National indicators for Wales: Technical document*. <https://gov.wales/sites/default/files/publications/2019-06/national-indicators-for-wales-technical-document.pdf>
- Welsh Government. (2017a). *Well-being of Wales: 2016-17*. <https://gov.wales/sites/default/files/statistics-and-research/2019-01/well-being-wales-2016-17.pdf>
- Welsh Government. (2017b). *Future trends report 2017*. <https://gov.wales/sites/default/files/statistics-and-research/2018-12/170505-future-trends-report-2017-en.pdf>

- Welsh Government. (2017c). *Well-being of Future Generations (Wales) Act: A guide for young people*. <https://www.futuregenerations.wales/wp-content/uploads/2017/01/160401-wfg-accessible-guide-for-young-people-en.pdf>
- Welsh Government. (2018). *Well-being of Wales 2017-18: What do we know about children's well-being?* <https://gov.wales/sites/default/files/statistics-and-research/2019-08/well-being-of-wales-2018-what-do-we-know-about-childrens-well-being.pdf>
- Welsh Government. (2019a). *Well-being of Wales 2018-19*. <https://gov.wales/sites/default/files/statistics-and-research/2019-11/well-being-of-wales-2019.pdf>
- Welsh Government. (2019b). *Budget improvement plan*. <https://gov.wales/sites/default/files/publications/2020-12/2021-2022-budget-improvement-plan.pdf>
- Welsh Government. (2019c). *Welsh government consultation – summary of response. How do we assist Welsh Ministers in measuring a nation's progress? Proposals for developing a set of national milestones for Wales*. <https://gov.wales/sites/default/files/consultations/2019-07/national-milestones-summary-of-responses.pdf>
- Welsh Government. (2019d). *Prosperity for all: A low carbon Wales*. https://gov.wales/sites/default/files/publications/2019-06/low-carbon-delivery-plan_1.pdf
- Welsh Government. (2019e). *Wales and the sustainable development goals. Supplementary report to the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland voluntary national review of progress towards the sustainable development goals 2030*. https://gov.wales/sites/default/files/publications/2019-07/supplementary-report-to-the-uk-review-of-progress-towards-the-sustainable-development-goals-2030_0.pdf
- Welsh Government. (2020a). *Consultation. Summary of responses. A more equal Wales: Strengthening social partnership*. <https://gov.wales/sites/default/files/consultations/2020-04/a-more-equal-wales-strengthening-social-partnership-white-paper-summary-of-responses.pdf>
- Welsh Government. (2020b). *Connected communities. A strategy for tackling loneliness and social isolation and building stronger social connections*. <https://gov.wales/sites/default/files/publications/2020-02/connected-communities-strategy-document.pdf>
- Welsh Government. (2021a). *Final budget 2021-22. December 2020. Protect, build, change*. <https://gov.wales/sites/default/files/publications/2021-03/final-budget-2021-2022-note-v1.pdf>
- Welsh Government. (2021b). *GUIDANCE Well-being of Future Generations (Wales) Act 2015: The essentials guidance on our law to improve social, economic, environmental and cultural well-being. Updated June 15 2021*. <https://gov.wales/well-being-future-generations-act-essentials-html>
- Welsh Government. (2021c). *Planning policy Wales. 11th ed.* https://gov.wales/sites/default/files/publications/2021-02/planning-policy-wales-edition-11_0.pdf

- Welsh Government. (2021d). *A healthier Wales: Our plan for health and social care*. <https://gov.wales/sites/default/files/publications/2021-09/a-healthier-wales-our-plan-for-health-and-social-care.pdf>
- Welsh Government. (2021e). *Well-being of Future Generations (Wales) Act 2015: The essentials*. 3rd Edition. Welsh Government. <https://www.futuregenerations.wales/wp-content/uploads/2017/02/150623-guide-to-the-fg-act-en.pdf>
- Welsh Government. (2021f). *Future Wales: The national plan 2040*. <https://gov.wales/sites/default/files/publications/2021-02/future-wales-the-national-plan-2040.pdf>
- Welsh Parliament. (2020, 12 décembre). *The history of Welsh devolution*. <https://senedd.wales/how-we-work/history-of-devolution/>
- Welsh Parliament Public Account Committee. (2020). *Barriers to the successful implementation of the Well-Being of Future Generations (Wales) Act 2015. Consultation responses*. <https://business.senedd.wales/mgConsultationDisplay.aspx?id=407&RPID=1532218860&cp=yes>
- Welsh Parliament Public Account Committee. (2021). *Delivering for future generations: The story so far*. <https://senedd.wales/media/sjrp5vm0/cr-ld14223-e.pdf>
- World Wildlife Fund [WWF]. (2007). *One planet Wales. Transforming Wales for a prosperous future within our fair share of the Earth's resources. Report summary*. https://wwf.panda.org/wwf_news/?115020/One-Planet-Wales
- World Health Organisation [WHO] et Ministry of Social Affairs and Health Finland. (2014a). *The 8th global conference on health promotion*. Helsinki, Finland, 10-14 June 2013. The Helsinki Statement on Health in All Policies. <https://www.who.int/publications/i/item/9789241506908>
- World Health Organization [WHO] et Finland Ministry of Social Affairs and Health. (2014b). *Health in all policies: Helsinki statement. Framework for country action*. <https://apps.who.int/iris/handle/10665/112636>
- World Health Organisation Regional Office for Europe [WHOROE]. (2017). *Sustainable development in Wales and other regions in Europe – Achieving health and equity for present and future generations*. https://www.euro.who.int/_data/assets/pdf_file/0007/354580/wales-report-20171116-h1520-web.pdf
- Wallace, J. (2019). Scotland: Wellbeing as performance management. Dans J. Wallace (dir): *Wellbeing and devolution reframing the role of government in Scotland Wales and Northern Ireland* (p. 45-71). Pelgrave Pivot. <https://link.springer.com/book/10.1007/978-3-030-02230-3>
- Wellbeing Economy Alliance. (2020). *Hub guide. Economic system change starts where people are*. <https://wellbeingeconomy.org/wp-content/uploads/2019/05/WEAll-Hub-Guide.pdf>

Annexe 1 :
Cadre de référence de l'OCDE

Cadre de référence de bien-être de l'OCDE et ses indicateurs

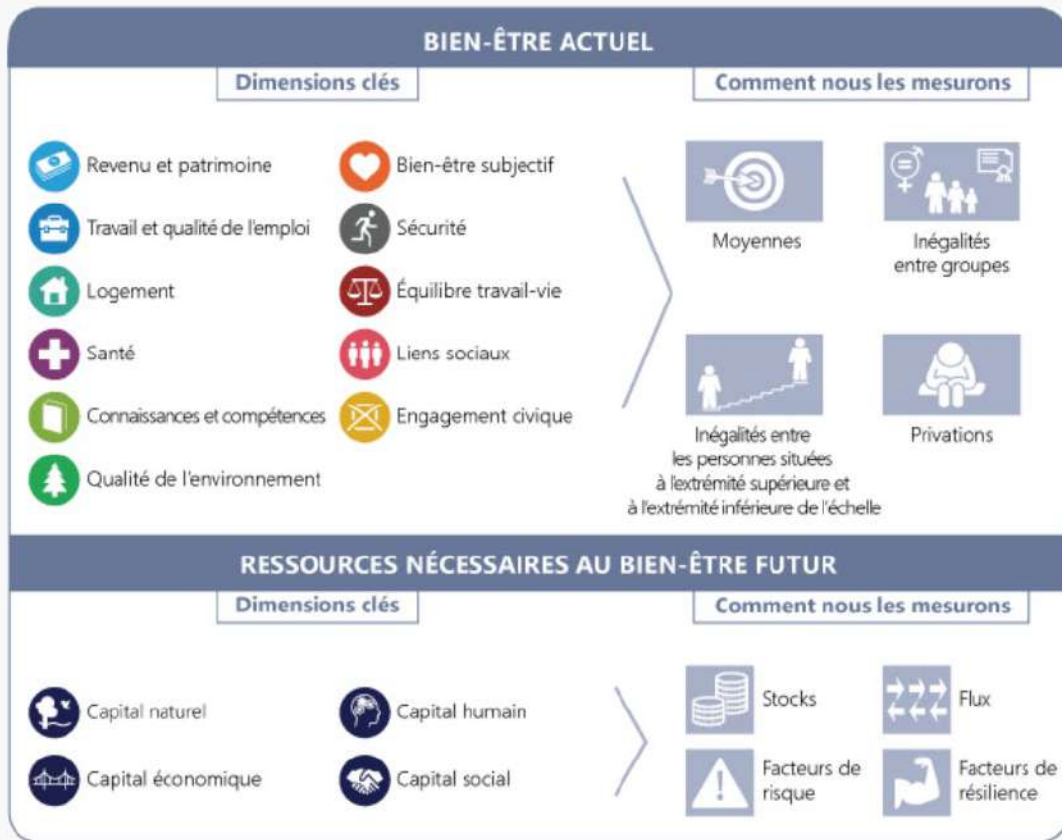
L'OCDE (2011) fait figure de leader en matière de mesure du bien-être et de progrès avec son Initiative du vivre mieux qui tient compte de trois piliers : 1) les conditions matérielles; 2) la qualité de vie; et 3) la durabilité. L'initiative comporte 64 indicateurs selon 11 dimensions essentielles au bien-être : logement, revenu, emploi, liens sociaux, éducation, environnement, engagement civique, santé, satisfaction à l'égard de la vie, sécurité, et équilibre travail-vie personnelle. Il prend également en compte quatre « capitaux » ou « stocks » reconnus comme étant essentiels à la durabilité et au bien-être des générations présentes et futures (Stiglitz *et al.*, 2009).

1. **Le capital environnemental** composé des réserves de ressources naturelles, qui incluent la terre, l'air, l'eau et tous les êtres vivants;
2. **Le capital humain** constitué des connaissances, du savoir-faire et de la santé accumulés par les personnes au cours de leur vie;
3. **Le capital social** constitué de réseaux sociaux, de normes, de valeurs et de compréhensions partagés qui facilitent la coopération au sein des différents groupes et entre eux;
4. **Le capital économique et matériel** regroupant les ressources financières, intellectuelles et physiques nécessaires aux activités liées au capital naturel et permettant le flux de produits et de services.

Ce cadre sert d'outil de gouvernance pour les gouvernements centraux. L'OCDE (2020b; 2020c) a aussi lancé le Centre pour le bien-être, l'inclusion, la soutenabilité et l'égalité des chances (communément appelé WISE pour Centre on Well-being, Inclusion, Sustainability and Equal Opportunity), dont le but est de fournir de nouvelles données et solutions afin d'améliorer le bien-être, de réduire les inégalités et d'évaluer les impacts des politiques publiques et des actions sur le bien-être des générations futures.

L'OCDE publie également un rapport bisannuel « *Comment va la vie?* » permettant des comparaisons entre les pays. Il a aussi développé plusieurs outils pour l'intégration du bien-être des personnes au cœur de politiques publiques, tels qu'un cadre directeur pour des politiques publiques favorables à la croissance inclusive, le Framework for Policy Action on Inclusive Growth (Organisation for Economics and Development, 2018), ainsi que la New Approaches to Economic Challenges Initiative, qui porte sur la nécessité d'adopter un autre paradigme économique pour l'avenir de l'humanité et de la planète (OCDE, 2020b; 2020c).

OCDE - Cadre d'évaluation du bien-être



Source : OCDE (s. d.) Mesurer le bien-être et le progrès : recherche et études en cours. <https://www.oecd.org/fr/statistiques/mesurer-bien-etre-et-progres.htm>

Annexe 2 :
Stratégie de recherche documentaire
dans les bases de données

Stratégie de recherche pour la base de données Ovid (psychinfo)
Interrogée le 14 décembre 2020

#	Requête	Résultats
1	("well-being" or wellbeing or wellness or happiness).ti,ab OR *happiness/	112 529
2	(policy or policies or act or law* or legislat* or legal* or national or budget* or gross or financing).ti OR ((policy or policies or act or law* or legislat* or legal* or national or budget* or gross or financing) ADJ2 ("well-being" or wellbeing or wellness or happiness)).ab	79 125
3	(indicator* or metric* or measur* or index or indice*).ti,ab	922 936
4	(implement* or planning or application).ti,ab	349 569
5	((policy ADJ1 (analysis or entrepreneur* or development or maker* or adopt* or initiation or process)) or "political cycle" or sustainab*).ti,ab.	400 200
6	1 AND 2 AND (3 OR 4 OR 5)	1272
7	limit 6 to yr="2008 - 2021"	1011

Stratégie de recherche pour la base de données EBSCO
Interrogée le 8 décembre 2020

#	Requête	Résultats
S1	TI ("well-being" or wellbeing or wellness or happiness) OR MJ (happiness)	51 952
S2	TI (policy or policies or act or law* or legislat* or legal* or national or budget* or gross or financing) OR AB ((policy or policies or act or law* or legislat* or legal* or national or budget* or gross or financing) N2 ("well-being" or wellbeing or wellness or happiness))	807 937
S3	TI (indicator* or metric* or measur* or index or indice*) or AB (indicator* or metric* or measur* or index or indice*)	5 581 328
S4	TI (implement* or planning or application) OR AB (implement* or planning or application)	2 781 649
S5	TI ((policy N1 (analysis or entrepreneur* or development or maker* or adopt* or initiation or process)) or "political cycle" or sustainab*) OR AB ((policy N1 (analysis or entrepreneur* or development or maker* or adopt* or initiation or process)) or "political cycle" or sustainab*)	372 185
S6	S1 AND S2 AND (S3 OR S4 OR S5)	1205
S7	S6 AND (DT 2008-2021)	991

Recherche sur Google pour la littérature grise par pays	
Royaume-Uni, Écosse, Irlande, pays de Galles, Angleterre	(site :.gov.uk site :.gov.scot site :.gov.ie site:.gov.wales) AND ("Well-being" AROUND(5) (budget budgeting economy economics)) (site:.gov.uk site:.gov.scot site:.gov.ie site:.gov.wales) AND (Well-being equity gender) AROUND(5) (budget budgeting economy economics))
Islande, Finlande, Suède	(site:.Iceland.is site :.government.is site :.valtioneuvoisto.fi site:.finland.fi site:.vn.fi site:.Government.se site:.sweden.se) AND ("Well-being" AROUND(5) (budget budgeting economy economics)) (site:.Iceland.is site:.government.is site :.valtioneuvoisto.fi site:.finland.fi site:.vn.fi site:.Government.se site :.sweden.se) AND (Well-being equity gender) AROUND(5) (budget budgeting economy economics))
Australie, Nouvelle-Zélande	(site :.gov.au site :.govt.nz) AND (Wellbeing AROUND(5) (budget budgeting economy economics))
Canada	(site :.canada.ca site :.gc.ca) AND (Wellbeing AROUND(5) (budget budgeting economy economics)) (site:.canada.ca site:.gc.ca) AND (Well-being equity gender) AROUND(5) (budget budgeting economy economics))
États-Unis	site : .gov (Wellbeing AROUND(5) (budget budgeting economy economics))
France, Belgique, Suisse, Luxembourg (en anglais)	(site :.Belgium.be site:.federal-government.be site:.admin.ch/gov site :.ch.ch site:.gouvernement.lu site : .Gouvernement.fr site :.gouv.fr) (Wellbeing AROUND(5) (budget budgeting economy economics))
France, Belgique, Suisse, Luxembourg (en français)	(site :. Belgium.be site:.federal-government.be site:.admin.ch/gov site:. ch.ch site:. gouvernement.lu site :. Gouvernement.fr site :.gouv.fr) (Bien-être AROUND (5) (budget budgétiser budgéter économie))

Annexe 3 :
Questions qui ont guidé l'étude comparative

Contexte et principaux objectifs poursuivis

1. Quels étaient les principaux défis ou problèmes qui ont mené à l'adoption de cette approche?
 - 1.1 Quels sont les éléments (précurseurs, contextuels) qui ont favorisé cette démarche?
 - 1.2 Quels sont les principaux buts/objectifs et stratégies (ou raisons d'être) poursuivis par l'approche?

Description de la stratégie

2. Quel est le nom de la stratégie et du cadre législatif et politique l'entourant? Notamment, quels sont les principaux mécanismes ou stratégies qui ont été employés pour intégrer une approche de bien-être au sein du gouvernement central et pour en assurer sa pérennité (ex. : budget bien-être, nouvelle loi, amendement d'une loi, d'une politique ou d'une planification stratégique)?
3. Quels processus de consultations se sont tenus au préalable, c'est-à-dire avant l'adoption de cette initiative nationale?

Description du cadre de référence mobilisé

4. Quel est le cadre de référence, quels sont les principaux buts, objectifs et indicateurs mobilisés?
 - 4.1 Comment ce dernier a-t-il été choisi/développé (principales influences et consultations publiques, s'il y a lieu)?
 - 4.2 Comment est défini le bien-être?
 - 4.3 Quels sont les types d'indicateurs (subjectifs, objectifs, mixtes, intégrés ou non dans un indice ou un tableau de bord, etc.)?

Mécanismes de mise en œuvre

5. Comment s'est opérationnalisée l'approche aux niveaux national, régional et local?
 - 5.1 Quels ont été les changements concrets aux processus budgétaires ou d'allocation des ressources?
 - 5.2 Quel usage est fait des indicateurs (priorisation, allocation des ressources, reddition de comptes, etc.)?
6. Quels sont les principaux acteurs, leurs rôles et leurs contributions dans la mise en œuvre de l'initiative?
 - 6.1 Comment les élus et fonctionnaires sont-ils tenus responsables de la mise en œuvre et du suivi de la stratégie et des objectifs liés à l'initiative?
 - 6.2 Est-ce qu'il y a eu mise en place de structures institutionnelles particulières (ex. : commissaire, agence indépendante, etc.) ou modification des missions/priorités de structures existantes?

Renforcement des capacités

7. Quel soutien est offert aux fonctionnaires et aux autres parties prenantes en matière de renforcement des capacités pour faciliter l'implantation des changements (ex. : guides, formation continue, etc.)?

Rôle de la santé publique

8. Quels ont été les rôles de la santé publique avant l'adoption de l'initiative?
9. Quels ont été les rôles de la santé publique liés à l'implantation de l'initiative?

Comment ces pays comptent-ils mesurer l'impact de leurs politiques

10. Quels sont les mécanismes d'évaluation?

Annexe 4 :
Tableau résumant l'approche de
bien-être du pays de Galles

Well-being of Future Generations Act (WFG Act) – 2015 – Wales		
Objectifs et partage des responsabilités	Cadre de référence	Cadre législatif et stratégique
<p>Avec la <i>WFG Act</i> de 2015, le gouvernement gallois a consacré son devoir d'assurer le bien-être et l'intérêt des générations futures. Une première mondiale, cette loi inclut des mesures visant à changer les façons de travailler afin de contrer les problèmes urgents environnementaux, sociaux, économiques et culturels (ex. : la pauvreté, les inégalités de santé, le chômage, etc.), et de planifier en vue du bien-être des générations futures, avec comme cible l'an 2050 (Welsh Government, 2015a; voir aussi la dernière version Welsh Government, 2021e).</p> <p>Sous la coordination du gouvernement central ayant subi la dévolution de ses pouvoirs, quelque 44 instances publiques sont contraintes d'agir en fonction la <i>WFG Act</i> (se fixer des objectifs de bien-être, publier des plans d'action et orienter leurs décisions et politiques en vue de l'atteinte des objectifs de bien-être) : les ministres gallois (le gouvernement gallois), les 22 Public Services Boards, ainsi que les autorités locales, Local Health Boards, Public Health Wales NHS Trust, Velindre NHS Trust³⁴, National Park Authorities, Fire and Rescue Authorities, Natural Resources Wales, Higher Education Funding Council for Wales, Arts Council of Wales, Sport Wales, National Library of Wales et National Museums and Galleries of Wales (Audit General, 2020; voir aussi Welsh Government, 2015b; 2015c; 2015d; 2015e).</p>	<p>Nom du cadre de référence Future Generations Framework</p> <p>Utilisation qui est faite du cadre de référence Le cadre de référence sert de guide aux ministres et aux autres instances visées par la loi, notamment pour la formulation d'objectifs de bien-être, de priorités d'action, de politiques publiques, de programmes, de lois et de stratégies liés au bien-être.</p> <p>Principales influences Le cadre de référence a été influencé par les 17 ODD des Nations Unies, de nombreux travaux et rapports issus du pays de Galles, dont celui du Wales Audit Office (2010) et la Stratégie de développement durable du pays de Galles (Welsh Government, 2009). Des travaux du Royaume-Uni ont également été influents, tout particulièrement celui de la New Economic Foundation (2009), qui définit le développement durable en des termes de bien-être. Enfin, une large consultation publique auprès de différents acteurs sociaux a permis d'ajouter la culture et la langue comme des éléments essentiels au bien-être de la population.</p> <p>Principales composantes</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Sept principaux buts, soit un pays de Galles : 1) plus équitable; 2) plus en santé; 3) résilient; 4) prospère; 5) plus responsable à l'échelle mondiale; 6) vibrant de culture et avec la langue galloise en effervescence; 7) dont les communautés démontrent de la cohésion sociale. ▪ Quatre piliers du bien-être : environnemental, social, culturel et économique. ▪ Quarante-six indicateurs de bien-être qui sont rattachés aux sept buts. ▪ Cinq façons de travailler aussi appelées « le principe de développement durable », qui consiste à miser sur : (1) le long terme; (2) la prévention des problèmes et de leur aggravation; (3) l'intégration des différents objectifs de bien-être; (4) la collaboration; et (5) l'engagement des personnes de tout âge. 	<p>La <i>WFG Act</i> est liée à plusieurs autres lois.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ D'abord, avec la <i>WFG Act</i>, le gouvernement gallois s'acquitte de son obligation légale en vertu de la loi de 2006 de développer une stratégie de développement durable (Welsh Government, 2006). ▪ De plus, la <i>WFG Act</i>, la <i>Environment (Wales) Act</i> et la <i>Planning Policy (Wales) Act</i> (2015) sont parmi les premières législations du parlement gallois qui sont liées à sa volonté de faire du développement durable une haute priorité (Davies, 2017; Welsh Government, n. d.). ▪ Enfin, la <i>WFG Act</i> a mené à l'amendement et à l'abrogation de plusieurs lois en vigueur. Pour en savoir plus, consulter les pages 48-56 de la loi (Welsh Government, 2015a).

³⁴ Velindre HNS Trust est une fiducie qui a pour mandat d'offrir des soins en oncologie.

Well-being of Future Generations Act (WFG Act) – 2015 – Wales

Priorités ou objectifs formulés par le gouvernement pour 2021-2022

Les dix objectifs du gouvernement gallois en 2021 :

- Fournir des soins de santé efficaces, de haute qualité et soutenables;
- Protéger, reconstruire et développer nos services pour les personnes vulnérables;
- Bâtir une économie fondée sur des principes de travail équitable, sur la durabilité et sur des industries et services du futur;
- Bâtir une économie plus forte et plus verte, pendant que nous faisons le maximum de progrès vers la décarbonation;
- Ancrer notre réponse aux changements climatiques et aux urgences naturelles dans tout ce que nous faisons;
- Continuer notre programme de réforme à long terme de l'éducation et s'assurer que les inégalités liées à l'éducation diminuent et que les standards augmentent;
- Célébrer la diversité et avancer vers l'élimination des inégalités sous toutes ses formes;
- Encourager l'atteinte d'un million de personnes qui s'expriment en langue galloise ainsi que la prospérité de notre industrie du tourisme, des sports et des arts;
- Faire de nos villes, villages et communautés des endroits où il fait mieux vivre et travailler;
- Amener le pays de Galles à débattre, dans le cadre de discussions civiques nationales, sur son avenir constitutionnel et donner à notre pays la plus grande présence possible sur la scène mondiale (Welsh Government, 2021, p. 9).

Annexe 5 :
Tableau résumant l'approche
de bien-être de l'Écosse

National Performance Framework et l'économie du bien-être		
Objectifs et partage des responsabilités	Cadre de référence	Cadre législatif et stratégique
<p>Par son National Performance Framework de 2018 qui incorpore des principes d'économie du bien-être, l'Écosse poursuit une gouvernance fondée sur les résultats qui se veut soutenable et inclusive en accordant autant d'importance au redressement des inégalités sociales qu'à l'augmentation de la compétitivité de l'économie et de la richesse de la nation (Scottish Government, 2019b; 2020a; 2020b).</p> <p>L'objectif est également que tous travaillent de concert vers la réalisation des résultats nationaux, soit le gouvernement national et les gouvernements locaux, les entreprises, les organismes sans but lucratif ainsi que les résidents de l'Écosse.</p> <p>L'une des principales raisons qui ont mené le gouvernement à intégrer une approche de bien-être est la sous-performance du pays dans certains domaines, dont celui de la santé, et ce, malgré des interventions sociales et de santé publique à grande échelle (Wallace, 2019).</p> <p>Le National Performance Framework constitue également un outil de gouvernance et de performance pangouvernemental pour l'élaboration de toutes les politiques publiques, dont les politiques économiques.</p>	<p>Nom du cadre de référence National Performance Framework (NPF)</p> <p>Utilisation qui est faite du cadre de référence Le National Performance Framework (NPF) est utilisé pour déterminer les ententes et les moyens de suivi et d'évaluation de la performance des instances responsables de livrer des services publics (Hardoon <i>et al.</i>, 2020). Le NPF est également mobilisé pour des plaidoyers, le développement des politiques et les changements sociaux en faveur du bien-être.</p> <p>Principales influences Après sa dernière itération en 2018, le NPF, qui était initialement un cadre de performance de l'État, devient officiellement un cadre de référence de bien-être (Scottish Government, 2021a). Il est fortement inspiré de l'Initiative du vivre mieux de l'OCDE, des 17 ODD des Nations Unies, des travaux de la Commission sur la mesure de la performance économique et du progrès social, mieux connu sous le nom de la commission Stiglitz-Sen-Fitoussi (Stiglitz <i>et al.</i>, 2009), ainsi que d'un rapport du Carnegie Trust (2011) sur l'importance de mesurer la performance « au-delà du PIB » (Exton et Shinwell, 2018) tout en reflétant les valeurs et les priorités de l'Écosse (Scottish Government, 2021b).</p> <p>Principales composantes</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les cinq buts stratégiques : <ol style="list-style-type: none"> 1. Accroître le succès du pays; 2. Donner des chances égales à tous les gens qui vivent en Écosse; 3. Accroître le bien-être des gens qui vivent en Écosse; 4. Créer une croissance durable et inclusive; 5. Réduire les inégalités et donner une importance égale au progrès économique, humain, environnemental et social. ▪ Les valeurs guidant l'approche : traiter les gens avec bonté, dignité et compassion; respecter la loi; agir de façon transparente et ouverte. ▪ Les onze principaux résultats attendus : ils ont en commun de refléter les valeurs et aspirations des gens de l'Écosse, d'être conformes aux ODD et de permettre le suivi du progrès lié à la réduction des inégalités sociales. ▪ Le cadre contient 81 indicateurs, qui permettent de mesurer l'atteinte des objectifs de développement durable, dont certains sont des indicateurs sur le 	<p>Différentes mesures législatives permettent d'assurer la mise en application et la pérennité de l'approche de bien-être, dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le <i>Equality Act (Scotland) (2010)</i>, auquel est soumis le budget national, requiert une évaluation et un rapport produit après le dépôt du budget (Trebeck et Baker, 2020). ▪ La <i>Community Empowerment (Scotland) Act 2015</i> qui requiert que le gouvernement adopte une vision pour l'Écosse et mette en place les mesures nécessaires pour atteindre les objectifs de bien-être et améliorer la qualité de vie des Écossais. La loi est axée sur la réduction des inégalités sociales, l'obligation des ministres de publier et de réviser régulièrement le tableau d'indicateurs et le droit des membres du public de participer aux décisions entourant l'allocation des ressources (The Foundation for the Economics of Sustainability, 2021).

National Performance Framework et l'économie du bien-être		
	bien-être mental provenant du Warwick-Edinburgh Mental Well-Being Scale (Hardoon <i>et al.</i> 2020).	
Priorités ou objectifs formulés par le gouvernement pour 2021-2022		
Les priorités reliées au National Performance Framework énoncées dans le Budget 2021-2022 (Scottish Government, 2021) sont liées au programme de 2020-2021, qui visait à protéger et renouveler l'Écosse et à se remettre en marche vers l'atteinte des cibles nationales selon trois priorités :		
<ul style="list-style-type: none">▪ Définir une mission nationale visant à créer des emplois nouveaux, plus verts et meilleurs;▪ Promouvoir la santé et le bien-être tout au long de la vie;▪ Promouvoir l'égalité et aider nos jeunes à atteindre leur potentiel (Scottish Government, 2021c, p. 5).		

Annexe 6 :
Tableau résumant l'approche de
bien-être de la Nouvelle-Zélande

Le Wellbeing Budget de la Nouvelle-Zélande		
Objectifs et partage des responsabilités	Cadre de référence	Cadre législatif et stratégique
<p>Depuis son premier Wellbeing Budget de 2019, la Nouvelle-Zélande arrime ses politiques et ses processus budgétaires nationaux à ses priorités de bien-être.</p> <p>Le budget comporte de nouvelles sommes d'argent allouées en fonction d'objectifs prioritaires de bien-être. Ces objectifs visent essentiellement à donner aux Néozélandais les capacités³⁵ d'aspirer au bien-être et de vivre une vie qui a du sens pour eux et pour les générations futures (Government of New Zealand, 2021a).</p> <p>Sous le leadership du ministre des Finances, cette approche exige que les fonctionnaires établissent des priorités en vue de l'allocation des ressources, qu'ils planifient de façon stratégique avec des objectifs de bien-être à long terme et qu'ils fassent des suivis sur les investissements et les dépenses à l'aide du Living Standards Framework et de son tableau d'indicateurs (Government of New Zealand, 2019).</p>	<p>Nom du cadre de référence Living Standards Framework (LSF) et Living Standard Dashboard</p> <p>Utilisation qui est faite du cadre de référence Le Living Standards Framework (LSF) est un outil flexible utilisé par le Conseil du Trésor (ou ministère des Finances) afin d'avoir une perspective globale de l'ensemble des revenus et des dépenses. Le Living Standard Dashboard, un tableau d'indicateur, est un autre outil, surtout à l'usage du Trésor (Government of New Zealand, 2019d). Ces indicateurs permettent d'établir les priorités à partir des tendances observées, de la distribution des différences (ex. : sexe, origine ethnique, âge, etc.) et des comparaisons internationales, lorsque possible (Government of New Zealand, 2019d; Smith, 2018).</p> <p>Principales influences Le LSF a été influencé par l'Initiative du vivre mieux de l'OCDE et d'autres travaux internationaux, dont le rapport de Stiglitz-Sen-Fitoussi (Stiglitz <i>et al.</i>, 2009) et les travaux de Sen (1993) sur les capacités et la croissance, qui est durable, inclusive et reliée au bien-être des individus.</p> <p>Principales composantes</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Douze domaines de bien-être inspirés fortement de l'Initiative du vivre mieux de l'OCDE avec l'ajout d'un domaine, soit l'identité culturelle. ▪ Quatre capitaux (ou stocks), soit le capital naturel, le capital social, le capital humain et le capital économique/matériel sur lesquels repose le bien-être intergénérationnel. Il importe de s'occuper de leur croissance, de leur durabilité et de leur distribution (entre les personnes, les lieux géographiques et les générations). ▪ Soixante-cinq indicateurs dans un tableau d'indicateurs du LSF, soit 43 indicateurs reliés aux 12 domaines et 22 indicateurs reliés aux quatre capitaux. 	<p>Des législations ont été élaborées ou modifiées dans le but de soutenir le Wellbeing Budget, dont ces principales :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ La nouvelle <i>Child Poverty Act 2018</i>, vise à s'assurer que le gouvernement remplit ses obligations pour enrayer la pauvreté chez les enfants en adoptant des cibles et des mesures claires et transparentes de succès. La <i>Child and Youth Wellbeing Strategy</i> est rattachée à cette loi (Government of New Zealand, 2019; 2019e). ▪ L'amendement de la <i>Public Finance Act 1989</i> en 2020, qui exige : que le gouvernement rapporte le progrès lié à la diminution de la pauvreté chez les enfants lors de l'élaboration du budget; que chaque budget soit développé en fonction du bien-être; et que les objectifs de bien-être et la stratégie fiscale associée soient explicites (Government of New Zealand, 2020; 2021b). ▪ L'abrogation en 2020 de la <i>State Sector Act 1988</i> (Government of New Zealand, 2020) afin de favoriser des approches du secteur public centrées sur les citoyens ainsi que de nouveaux modèles de travail intersectoriel. ▪ Une nouvelle loi, la <i>Local Government Community Well-being Amendment Act 2019</i> (Government of New Zealand, 2019g), amène les autorités locales à jouer un plus grand rôle de promotion du bien-être social, économique, environnemental et culturel avec une approche de développement durable (Government of New Zealand, 2019c).

³⁵ Il s'agit des travaux de Sen (1993; 1999) liés « aux capacités des individus de mener le type de vie qu'ils valorisent – et ont raison de valoriser » qui ont inspiré le modèle d'économie du bien-être néozélandais (Dalziel *et al.*, 2019).

Le Wellbeing Budget de la Nouvelle-Zélande

Priorités ou objectifs formulés par le gouvernement pour 2021-2022

Les priorités du gouvernement néozélandais, telles qu'énoncées dans le Wellbeing Budget 2021 (Government of New Zealand, 2021a), visent à soutenir le bien-être à long terme des Néozélandais. « Ces priorités sont de :

- Poursuivre la réponse à la COVID-19;
- Fournir des engagements relatifs aux manifestes prioritaires et en temps opportun;
- Soutenir les services publics de base par une gestion des pressions citriques liées aux coûts;
- Continuer de livrer nos engagements à partir des investissements existants » (Government of New Zealand, 2021a, p. 2).

Les décisions d'investissement au titre de ces priorités seront guidées par les objectifs de bien-être du gouvernement, comme l'exige la *Public Finance Act 1989*.

Nos objectifs de bien-être au Budget 2021 sont :

1. **Une transition juste** – Soutenir la transition vers une économie résiliente au climat, durable et à faibles émissions tout reconstruisant après la COVID-19;
2. **L'avenir du travail** – Permettre à tous les Néozélandais et aux entreprises néozélandaises de bénéficier des nouvelles technologies et d'augmenter la productivité et les salaires grâce à l'innovation, et de soutenir les personnes les plus touchées par la COVID-19, y compris les femmes et les jeunes, en favorisant l'emploi;
3. **Les Maoris et peuples du Pacifique** – Augmenter les revenus, les compétences et les opportunités des Maoris et des peuples du Pacifique, et lutter contre les impacts de la COVID-19;
4. **Le bien-être des enfants** – Réduire la pauvreté des enfants et améliorer leur bien-être;
5. **Le bien-être physique et mental** – Soutenir l'amélioration des résultats de santé pour tous les Néozélandais et tenir la COVID-19 hors de nos communautés (Government New Zealand, 2021a, p. 2).

Annexe 7 :
Tableau résumant l'approche
de bien-être de la Finlande

Le 2030 Agenda et l'économie du bien-être de la Finlande		
Objectifs et partage des responsabilités	Cadre de référence	Cadre législatif et stratégique
<p>Depuis 2018, la Finlande a intégré les 17 ODD aux processus politiques avec son 2030 Agenda, lequel est mobilisé également comme un cadre de référence de bien-être.</p> <p>L'un des objectifs est de promouvoir le leadership des politiciens et d'encourager la participation des différents acteurs sociaux (Finnish Government, 2020).</p> <p>En outre, le Budget national de la Finlande est discuté par de multiples acteurs en plus des fonctionnaires fédéraux des différents ministères. Ce processus démocratique est réalisé en fonction du 2030 Agenda et s'inspire du cadre de l'économie du bien-être. La Finlande mise sur quatre principaux leviers : la gouvernance; l'économie et les affaires; les actions individuelles et collectives; et la science et la technologie (Finnish Government, 2020).</p>	<p>Nom du cadre de référence principal 2030 Agenda³⁶</p> <p>Utilisation qui est faite du cadre de référence Le cadre de référence est intégré aux programmes du National Audit Office et aux cycles annuels de planification, de budgétisation et de production de rapports du gouvernement (Finnish Government, 2020). Il s'agit d'un budget que l'on peut qualifier d'« au-delà du PIB ».</p> <p>Principales influences Le 2030 Agenda est fondé sur les 17 ODD des Nations Unies, selon trois dimensions : sociale, économique et environnementale. La Doughnut Economics de Kate Raworth (2017) a également inspiré la planification stratégique de la Finlande. Cette théorie incite à respecter les limites écologiques de la planète tout en assurant le bien-être des citoyens finlandais et des sociétés nordiques (Finnish Government, 2020).</p> <p>Vise à transformer six systèmes clés de la société :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Des économies soutenables et justes; 2. La nourriture et la nutrition; 3. Les zones urbaines et périurbaines; 4. L'énergie; 5. Le bien commun planétaire; 6. Le bien-être et les capacités. 	<p>La Finlande s'engage depuis plusieurs années envers les ODD et avec l'élaboration de plusieurs lois et politiques liées aux changements climatiques qui facilitent la mise en œuvre de l'approche de bien-être :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le parlement a entériné une motion afin que le 2030 Agenda serve de guide pour la conception des programmes gouvernementaux ainsi que pour la formulation des politiques et des stratégies s'y rattachant. ▪ Les principes qui sous-tendent l'implantation du 2030 Agenda et qui ont été adoptés en 2017 sont toujours applicables et s'étendent au-delà des périodes électorales (Finnish Government, 2020).

³⁶ À noter qu'un autre cadre de référence, le Society's Commitment, est aussi présenté comme une stratégie et l'un des principaux outils d'implantation du 2030 Agenda (Finnish Government, 2020).

Le 2030 Agenda et l'économie du bien-être de la Finlande (suite)		
Objectifs et partage des responsabilités (suite)	Objectifs et partage des responsabilités (suite)	Objectifs et partage des responsabilités (suite)
<p>Les principaux défis à l'origine de cette approche sont les besoins de changements dans les habitudes de consommation et de production ainsi que dans les actions portant sur les changements climatiques et la conservation et la biodiversité (Finnish Government, 2020).</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Repose sur huit priorités : <ol style="list-style-type: none"> 1. Des chances égales pour le bien-être; 2. Une société participative pour tous; 3. Le travail dans une logique de durabilité; 4. Une société et des communautés locales durables; 5. Une société carboneutre; 6. Une économie qui tient compte des ressources; 7. Des habitudes de vie respectueuses des limites de la nature; 8. Des prises de décision respectueuses de la nature. ▪ Est constituée de 10 paniers, qui sont des thèmes spécifiques, par exemple : « une économie qui tient compte des ressources (<i>ressource-wise</i>) et carboneutre », « les logements et les communautés », « les inégalités sociales », et « la responsabilité globale et la cohérence des politiques ». ▪ Contient 45 indicateurs³⁷ pour évaluer les résultats. Le tiers des indicateurs proviennent des ODD, alors que les autres sont spécifiques au pays. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ La <i>Climate Change Act (609/2015)</i> oblige tous les gouvernements successifs à planifier en vue du climat. ▪ La <i>Energy Climate Roadmap 2050</i> est une stratégie publique lancée en 2014 et qui sert de guide vers une société carboneutre (Finnish Government, 2019).
<p>Priorités ou objectifs formulés par le gouvernement pour 2021-2022</p> <p>La Finlande a établi des objectifs prioritaires en lien avec l'implantation du 2030 Agenda, qui débute en 2021. Ces objectifs sont liés au budget du pays pour 2021-2022.</p> <p>Le financement sera divisé selon quatre piliers :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Une transition verte qui sous-tend la restructuration économique et une société carboneutre affluente (pilier 1); ▪ La numérisation et une économie fondée sur les données pour aider à accroître la productivité (pilier 2); ▪ Un taux d'emploi plus élevé et des compétences rehaussées pour accroître la croissance soutenable (pilier 3); ▪ Un accès amélioré aux services de santé et aux services sociaux à un meilleur rendement coût-efficacité (pilier 4) (Finnish Government, 2021b, 26 mai, paragraphe 33). 		

³⁷ Les indicateurs ont été renouvelés en 2017 par un réseau national constitué de représentants de 23 institutions finlandaises incluant des représentants de différents ministères, de Statistiques Finlande, de groupes de recherche et de groupes d'intérêts. Une mise à jour des indicateurs se fait annuellement (Finnish Government, 2020).

Annexe 8 :
**Les priorités d'action intégrées au Wellbeing
Budget de la Nouvelle-Zélande**

Dans son premier Wellbeing Budget de 2019, le gouvernement de la Nouvelle-Zélande soutient que les Néozélandais jouissent en général d'un haut niveau de bien-être : ils disposent globalement d'une relative bonne santé, d'un haut niveau de scolarité et d'un niveau de vie matérielle élevé. Néanmoins, selon l'analyse du gouvernement, le pays sous-performe dans certains domaines. C'est à partir de ces faiblesses que les priorités de bien-être ont été élaborées en 2019 :

1. Des résultats décevants en matière de santé mentale;
2. Un nombre important d'enfants vivant dans la pauvreté;
3. De hauts niveaux d'émission de gaz à effets de serre;
4. Des inégalités importantes en matière de bien-être selon l'ethnicité, particulièrement pour les Maoris et les peuples des îles du Pacifique³⁸ (New Zealand Government, 2019).

Aussi, le Wellbeing Budget de la Nouvelle-Zélande déposé en 2019 présente clairement des liens entre le bien-être subjectif des individus, leurs capacités à mener une vie qui a du sens pour eux et les multiples déterminants du bien-être :

Le bien-être, c'est lorsque les gens sont motivés par des buts et sont capables de vivre une vie remplie, équilibrée, qui a du sens pour eux. Afin de pouvoir offrir aux Néozélandais les moyens de prétendre au bien-être, il est essentiel de s'attaquer aux défis à long terme auxquels nous sommes confrontés comme pays, dont la crise de santé mentale, la pauvreté infantile et la violence domestique. Cela implique d'améliorer l'état de notre environnement, la force de nos communautés et la performance de notre l'économie (Government of New Zealand, 2019, p. 5).

Le Wellbeing Budget de la Nouvelle-Zélande comporte un chapitre sur l'approche de bien-être, soit sur les priorités gouvernementales et les données sur lesquelles ces priorités s'appuient. Le Wellbeing Budget comprend également un sommaire de l'ensemble des actions envisagées en vue de l'atteinte des objectifs de bien-être du pays. Ainsi, en 2019, pour que toute la population puisse bénéficier de la croissance économique, le gouvernement a alloué de nouvelles sommes d'argent pour le financement de six priorités (la santé mentale, le bien-être des enfants, le bien-être des peuples maoris et du Pacifique, la prospérité de la nation, la transformation de l'économie, et l'investissement en Nouvelle-Zélande). Les sommes sont distribuées en fonction de résultats mesurables et précis. Le Wellbeing Budget comporte également une portion de nouveaux fonds alloués en fonction des priorités de bien-être du pays. Le montant peut varier selon les années. En 2019, il représentait environ 4 % de l'ensemble du budget, selon Cylus et Smith (2020). Il contient aussi des allocations de ressources selon une perspective multiannée de quatre ans. Ces allocations nécessitent des propositions conjointes et des actions intersectorielles de la part des différents ministères (New Zealand Treasury, 2019). Toutefois, l'allocation des dépenses de base (en éducation, en santé, dans le transport, etc.) reste inchangée par rapport aux années précédentes (New Zealand Government, 2019b).

³⁸ La plupart des habitants de la Nouvelle-Zélande sont d'origine européenne. Le pays est également composé d'une population d'origine maorie (15 %), asiatique (12 %) et des îles du Pacifique (7 %). La Nouvelle-Zélande a d'abord été peuplée de Polynésiens depuis le XIII^e siècle, avant d'être annexée à l'Empire britannique en 1840 par l'entremise d'un traité avec des chefs maoris (Rodd, 2019). Aujourd'hui, les politiques néozélandaises reconnaissent formellement les peuples autochtones, notamment avec le traité *Waitangi Act 1975*. Des développements politiques ont aussi contribué à redresser en partie les injustices liées au passé colonial et postcolonial même s'il reste encore à faire dans ce domaine (Mintron, 2019). Bien que les Maoris forment 16 % de la population, en 2005, ils comptent pour 50 % des personnes incarcérées. Ils gagnent 16 % de moins que les non-Maoris, et leur espérance de vie est de huit ans inférieure à celle de la moyenne de la population générale (The Social Report, 2005, cité dans Sibley *et al.*, 2008).

En 2021, la pauvreté infantile demeure un problème majeur; la violence domestique et les inégalités sociales sont persistantes et affectent surtout les Maoris et les peuples des îles du Pacifique. Ainsi, outre la reprise économique post-pandémie, les cinq priorités de 2021 sont : la transition juste et soutenable de l'économie; les emplois du futur; les peuples maoris et du Pacifique; le bien-être des enfants; et le bien-être mental et physique (New Zealand Government, 2021b).

Annexe 9 :
Les Public Services Boards
au pays de Galles

Puisque les Public Services Boards (PSB) régionaux sont uniques au pays de Galles et qu'ils permettent une plus grande participation de différents acteurs, il semble intéressant de fournir ici plus de détails sur ces conseils. Ainsi, vingt-deux PSB ont été créés en vertu de la *WFG Act* du pays de Galles (Welsh Government, 2015a). Leurs principales responsabilités consistent à :

1. Constituer un conseil de services publics représentatif de la communauté et à déterminer son fonctionnement et celui des sous-groupes qui peuvent en découler;
2. Évaluer le bien-être de leur région en consultant la population et des acteurs locaux et en prenant en considération plusieurs éléments précisés dans la loi, entre autres, l'évaluation de l'adéquation des services offerts (écoles, garderies, espaces de jeu, etc.) et les rapports produits par les partenaires sur la situation régionale (ex. : par rapport à la santé, à la sécurité, aux crimes et à l'usage de substances psychoactives);
3. Élaborer un plan et des objectifs de bien-être en fonction de l'évaluation du bien-être réalisée sur leur territoire géographique. Ils doivent élaborer ce plan après consultation de différents groupes, personnes et sources (ex. : la Future Generations Commissioner for Wales ainsi que ses recommandations, les invités du PSB et autres partenaires, les groupes communautaires pertinents);
4. Préparer et publier annuellement des rapports d'évaluation de l'état économique, social, environnemental et de bien-être culturel de leur région tenant compte des jalons et des différents indicateurs nationaux (Jones, 2019; Welsh Government, 2015a).

Les PSB d'une même région peuvent également collaborer, comme le fait la région de Gwent, qui regroupe cinq PSB. Ce groupe de PSB participe à un projet commun visant à favoriser la résilience de l'écosystème, The Green Grid, et a créé le Integrated Well-Being Networks Gwent avec ses centres de santé (*health hubs*) visant à répondre aux besoins en santé et pour le bien-être des communautés (ex. : d'accès aux services de santé) (FGCW, 2020a).

Jones (2019) a fait l'analyse de la *WFG Act* du pays de Galles dans une perspective nationale, géographique et territoriale. Selon lui, cette loi repose sur trois niveaux distincts et interreliés de responsabilités : (1) le niveau national, qui présente le pays de Galles comme une nation, une région et un état décentralisé au pouvoir dévolu au gouvernement gallois; (2) le niveau local au sein du pays de Galles; et (3) le niveau des individus et des fonctionnaires responsables de s'assurer que la loi est appliquée. Pour Jones (2019), les PSB sont un « antidote » à la tendance d'homogénéisation à l'échelle nationale de l'application de la *WFG Act*. Ainsi, les régions peuvent fixer leurs propres objectifs en réponse à des enjeux plus spécifiques. Par exemple, Jones (2019) rapporte que le PSB de la région de Torfaen a trouvé prioritaire en 2017 de s'attaquer aux maladies chroniques et à l'amélioration des compétences locales. Les régions de Gwynedd et d'Anglesey ont quant à elles trouvé prioritaire de protéger et de promouvoir la langue galloise, de mieux comprendre les changements démographiques et d'établir une planification dans le but d'avoir pour la région un nombre suffisant de logements adéquats et abordables (Jones, 2019).

Aussi, grâce aux plans itératifs locaux produits par les PSB, la Future Generations Commissioner for Wales a pu cibler des objectifs nationaux prioritaires. Par exemple, les PSB des régions postindustrielles de Torfaen et Blaenau et les PSB des régions rurales de Ceredigion, de Gwynedd et d'Anglesey ont choisi de s'occuper prioritairement des expériences négatives de l'enfance (*adverse childhood experiences*), un objectif qui est par la suite devenu une priorité nationale (Jones, 2019).

www.ccnpps-ncchpp.ca



Centre de collaboration nationale
sur les politiques publiques et la santé

National Collaborating Centre
for Healthy Public Policy

*Institut national
de santé publique*

Québec 